

SERGIO BOLOGNA

**NAZISME
ET CLASSE OUVRIÈRE**

1933-1993

Mai 1994

LUMHI

Traduction de l'italien : Jean-Pierre Laffitte

Présentation

Quand, vers la fin de janvier et les débuts de février 1993, des quotidiens, des hebdomadaires et des réseaux de télévision, ont proposé à nouveau leurs évocations empressées de la montée de Hitler au pouvoir, à l'occasion de son soixantième anniversaire, le trouble suscité par la vague de violences xénophobes et néonazies, qui se sont produites dans l'Allemagne réunifiée durant la seconde moitié de 1992 et qui ont été rapportées avec une grande emphase par les mêmes organes d'information, ne s'était pas encore calmé dans l'opinion publique.

Le nazisme revenait donc dans l'actualité, dans la grande politique et, dans le costume de tous les jours, les croix gammées surgissaient un peu partout, sur les casques des milices de la nouvelle Croatie indépendante et sur les tee-shirts des jeunes Russes, Allemands, Hongrois, Américains, et ainsi de suite.

Nous avons déjà organisé une soirée sur le néonazisme en Allemagne à l'automne 1992 au Centre social de la via Conchetta, dont les habitués, jeunes hommes et jeunes filles, avaient subi des agressions de la part des extrémistes de droite de l'Hinterland milanais.

À cette occasion-là, en nous fondant sur une documentation relative au phénomène de l'extrémisme de droite dans l'ex-RDA, nous avons mis en lumière le fait que le phénomène avait des racines lointaines dans ces territoires, que le régime communiste l'avait sous-évalué et, dans un certain sens, toléré, et nous avons exprimé la conviction, qui a été ensuite confirmée par les faits, que la situation n'était pas plus grave que quelques années auparavant quand la presse l'avait ignorée; le danger d'une renaissance du néonazisme en Allemagne se situait par conséquent dans un contexte plus large et il n'y avait pas de raisons de s'en alarmer plus que de celles qu'il y avait eu il y a quelques années.

Les enquêtes que nous avons utilisées mettaient en lumière une donnée sociologique qui donnait à réfléchir : 50 % des jeunes qui étaient impliqués dans des épisodes de violence xénophobe et néonazie étaient des ouvriers ou des apprentis. L'on ne pouvait pas parler d'extrémisme de droite sans affronter le discours sur la crise du travail industriel, sur la crise de l'identité ouvrière, et surtout sur le mal-être de la jeunesse, qu'il s'agisse de Los Angeles, de Moscou, de Berlin, avant et après le Mur, et de Milan.

Les analyses sociologiques-culturelles sur le présent ne suffisent cependant pas, étant donné que le problème est aussi celui - ou surtout ? - de se mesurer encore une fois avec l'histoire du national-socialisme hitlérien, et avec sa spécificité.

L'on sait que, parmi les courants culturels qui ont préparé le réveil de l'extrémisme de droite qui utilise les symboliques hitlériennes, une place de choix est occupée par le soi-disant «négationnisme», c'est-à-dire par le courant pseudo-historiographique qui nie l'existence du massacre des juifs et autres folies.

Mais ceci est seulement un aspect et, à vrai dire, le moins complexe d'un phénomène plus général qui est appelé «révisionnisme historique» et dont les protagonistes ne sont pas des idéologues néonazis déclarés, mais des historiens qui se réclament de la tradition libéral-démocratique et socialiste et qui professent ouvertement leur aversion aussi bien de l'extrémisme de droite que de toutes les formes de gouvernements totalitaires.

Ces érudits, des personnalités du monde universitaire occidental, sont en train de démanteler le système de règles sur lequel était construite la mémoire historique du national-socialisme et qui s'était consolidé dans la lutte antifasciste; mémoire historique qui s'était ensuite momifiée et qui avait produit une série de lieux communs contre lesquels précisément certains érudits ont élevé la voix.

Il est indéniable que ce «révisionnisme historique» a contribué à relégitimer l'expérience hitlérienne dans la conscience collective, en créant une série de nouveaux paradigmes qui rejoignent le bagage culturel de la nouvelle bourgeoisie européenne et qui ont comme condition implicite la

négaration des paradigmes sur lesquels avait été construite la mémoire historique au cours de la lutte antifasciste.

Un point central, c'est celui du rapport entre le national-socialisme et la classe ouvrière. L'idée traditionnelle est que le national-socialisme était un mouvement des couches moyennes soutenu et encouragé par le grand capital, et, selon les nouveaux «révisionnistes», elle ne serait que la transposition en termes historiographiques d'un schéma idéologique forgé par le stalinisme et accepté implicitement, si ce n'est par toute l'historiographie, certainement par une partie importante de la politologie libérale.

Depuis quelques années, ce groupe d'historiens «révisionnistes» cherche à démontrer que le national-socialisme a été un phénomène plus ouvrier que petit-bourgeois et que, de ce fait, si aujourd'hui l'on trouve autant de jeunes prolétaires parmi les militants du néonazisme, ce ne serait pas un facteur de rupture, mais de continuité avec le passé.

D'après ce type de lecture du phénomène nazi, l'on n'est pas loin de l'idée que l'«État ouvrier» de l'ex-Allemagne orientale serait à considérer bien plus comme l'héritier du régime hitlérien que celui de l'Allemagne occidentale; la thèse de la continuité entre l'Allemagne d'avant- et d'après-guerre, soutenue par l'historiographie d'inspiration communiste, mais pas seulement, à propos de l'Allemagne d'Adenauer, est aujourd'hui, après la chute du Mur, retournée contre ceux qui l'avaient formulée.

À l'appui de la thèse selon laquelle le national-socialisme touche surtout la classe ouvrière, ces historiens «révisionnistes» font valoir une série imposante de données, surtout de type électoral. Les chiffres, comme on le sait, ne sont pas facilement contestables, mais la façon de les lire et de les interpréter est un problème complexe. Ce n'est pas toujours vrai que les chiffres parlent d'eux-mêmes. En outre, le concept lui-même de «classe ouvrière» n'est pas toujours un concept univoque.

Il faut donc démêler l'écheveau sans prendre une attitude de refus à l'égard de ces nouvelles recherches; il faut au contraire les lire attentivement et les comparer à d'autres qui sont trop souvent ignorés. Il s'agit de rouvrir le débat sur l'histoire du national-socialisme afin de pouvoir affronter une analyse du néonazisme d'aujourd'hui sans recourir à des analogies hâtives avec le passé, de quelque côté qu'elles proviennent, de celui des historiens «révisionnistes» ou de celui de la mémoire historique sédimentée et momifiée.

Mais il faut le faire avec une «passion civile», avec la tension intellectuelle de celui qui sait qu'il est en train de mener une bataille politique en bonne et due forme. Et c'est là précisément le but.

La culture historiographique d'aujourd'hui est une culture académique et il n'y a rien de plus éloigné de la «passion civile» que le monde actuel de la soi-disant recherche universitaire.

Pour comprendre, il suffit de penser à Milan, une ville qui est le siège de bien cinq universités, et de penser à la décennie qui vient à peine de s'écouler, à la décennie de l'opération «*Mani pulite*», c'est-à-dire à cette décennie de «démocratie déléguée» qui est en train maintenant de faire étalage, à l'intérieur et à l'extérieur des prétoires, de toute sa misère. Quand donc le monde académique a-t-il dénoncé le fait que le système des partis était en train de tuer aussi bien la démocratie que l'entreprise, de ruiner aussi bien la politique que l'économie ? Des conseils bien rémunérés pour des politiciens corrompus et pour des entreprises en décomposition, voilà ce que dont nous nous souvenons du monde académique milanais des années quatre-vingt.

Pour tenter de rouvrir un débat sur l'histoire du national-socialisme en Allemagne, et en particulier sur le rapport entre le nazisme et les couches ouvrières, nous avons besoin d'aide, de conseils et de documents, qui étaient offerts à la réflexion d'autrui; pour nous procurer tout cela, nous ne sommes pas allés dans un institut universitaire quelconque, nous nous sommes adressés à quatre centres de recherche non universitaires, trois allemands et un italien.

Pour organiser le débat, nous n'avons eu recours à aucune chapelle culturelle milanaise, à aucun éditeur, à aucun organe de l'administration publique; pour parler à un public attentif, nous avons cherché à éviter aussi bien celui des spécialistes que celui des consommateurs de culture;

nous n'aurions pas été écoutés par les premiers, intéressés qu'ils sont à dialoguer seulement entre eux, ni par les seconds, qui sont habitués à fréquenter les événements mondains, dieu nous en garde.

Arrivés à ce point, nous devons remercier un certain nombre de personnes : Karl Heinz Roth et Angelika Ebbinghaus, de la «Fondation d'histoire sociale du XX^e siècle» de Hambourg, Inge MarBolek et Till Schelz-Brandenburg, du «Centre de recherche et de formation sur l'histoire du mouvement ouvrier dans la région de Brême», Michael Wildt, rédacteur de la revue d'historiens de la base «Werkstatt Geschichte» et collaborateur du «Centre de recherche sur l'histoire du mouvement ouvrier dans la région de Hambourg», le prof. Thomas Crämer-Badoni, enseignant de sociologie urbaine à l'Université de Brême – qui ont mis à notre disposition les bibliothèques de leurs instituts ainsi que leurs bibliothèques privées, qui ont sélectionné et photocopié les documents, qui nous ont donné des suggestions et des indications. Évidemment, dans la lecture et le traitement de ces documents, nous avons suivi une ligne d'interprétation qui nous est propre et qui peut ne pas coïncider avec celle que ces spécialistes poursuivent dans leurs recherches.

Nous sommes reconnaissants au docteur Hans Peter Hebel, directeur de l'Institut Goethe de Milan, à Riccardo Terzi, secrétaire de la CGIL de Lombardie, à Aldo Bonomi, directeur de la Société de recherche Aaster et de la revue «Iter», aux membres de l'Association Culturelle Calusca et aux jeunes du Centre social du 18 de la via Conchetta – pour nous avoir aidé à organiser matériellement l'initiative qui a eu lieu à la Bourse du Travail de Milan, dans la salle Buozzi, le 3 juin 1993; nous savons gré à Cesare Bermani d'avoir enregistré et transcrit le texte de la conférence qui a été ensuite en partie réélabéré et qui a intégré des parties les plus significatives du débat qui a suivi avec les questions du public, tout en en conservant cependant le ton familier.

Nous avons ajouté à ce texte une «note bibliographique» volumineuse qui n'entend cependant pas du tout être exhaustive; nous l'avons conçue comme un instrument de travail pour ceux qui, en tant que spécialistes, chercheurs ou simplement intéressés, voudraient approfondir le thème traité. La contribution principale à cette note a été fournie par Pier Paolo Poggio de la Fondation «Bibliothèque-Archives Luigi Micheletti» de Brescia, un autre centre de recherche non universitaire qui doit lutter pour sa survie étant donné la rareté des fonds, mais qui, malgré cela, ne cesse pas d'être un point de rayonnement de culture et d'initiatives, dont la dernière a été un séminaire sur le «négalionisme» et sur la droite néonazie qui a eu lieu à Brescia le 10 décembre 1993 et qui a été suivie par un grand nombre de personnes.

Enfin, un remerciement particulier au docteur Manfred Steinkühler, ex-consul général de la RFA à Milan, qui a toujours suivi et soutenu toutes les initiatives qui tendent à régler les comptes de façon critique et intransigeante avec le passé nazi.

Libera Università di Milano et del suo Hinterland (L.U.M.HI),

31 décembre 1993

Manfred Steinkühler

À distance d'un demi-siècle de la domination national-socialiste, nous allons multiplier les commémorations correspondant aux dates qui rappellent les faits saillants de cette époque qui a marqué l'une des fractures de ce siècle.

Se sont succédé, au cours de cette année 1993, le soixantième anniversaire de la prise du pouvoir par le national-socialisme et le cinquantième respectivement de la défaite de la Wehrmacht à Stalingrad et de la révolte du ghetto de Varsovie. Mais ce qui tombe également cette année pour la soixantième fois, c'est la dissolution forcée du syndicat qui a privé la classe ouvrière allemande de l'une de ses structures constitutives. En la désarmant, le pouvoir national-socialiste a tenté d'en faire l'une des composantes de la soi-disant communauté du peuple, compris comme

étant le point de départ du nouvel ordre social à l'échelle européenne, imposé par la guerre et l'anéantissement de populations entières.

Pour ce qui concerne la fonction de l'élite dans la constitution du pouvoir national-socialiste, elle a été tout au long des dernières décennies l'objet de recherches vastes et répétées, lesquelles, bien qu'elles en aient mis en évidence le rôle déterminant, se sont heurtées et continuent à se heurter à la claire différenciation entre continuité et discontinuité. À ce propos, un processus apparemment inexorable de refoulement, et même de reniement, du passé est toujours en cours en Allemagne.

Concernant la classe ouvrière, Pier Paolo Poggio, dans sa note qui accompagne l'invitation à la manifestation d'aujourd'hui, rappelle les recherches, considérées désormais comme classiques, que Tim Mason a entamées il y a plus de vingt ans. Karl Heinz Roth, de la Fondation d'histoire sociale de Hambourg, que j'ai l'honneur de représenter, va publier un travail de grande ampleur sur les syndicats nazis, sur le *Deutsche Arbeitsfront* (le Front du Travail allemand) en général et sur son *Arbeitswissenschaftliches Institut* (Institut de la science du travail) en particulier.

La réunion d'aujourd'hui est due à l'initiative de Sergio Bologna qui a voulu profiter de la sixantième commémoration de la destruction du mouvement syndical pour procéder, dans l'exposé qu'il va nous faire, à une analyse aussi bien historique qu'historiographique de la situation de la classe ouvrière dans les années qui précèdent et qui suivent immédiatement la prise du pouvoir par le national-socialisme.

La réunion d'aujourd'hui coïncide avec la détérioration continue de la situation économique allemande. La différence de niveau économique, social, politique et humain, entre la partie orientale et la partie occidentale de l'Allemagne perdure. Depuis le moment où l'unité a été réalisée, l'attitude de la population orientale, par rapport à l'État libéral-démocratique, est passée de l'approbation initiale au désaccord croissant. La vague de violence xénophobe qui parcourt le pays depuis des mois évoque à nouveau les horreurs du national-socialisme. Avec sa politique de désindustrialisation en Allemagne orientale, avec sa course précipitée à l'utilisation de la Bundeswehr en dehors de la zone de l'OTAN, avec le fait de vider de son contenu le droit à l'asile politique et avec sa requête réussie auprès de la Cour constitutionnelle dans le but de dresser des obstacles à la législation éclairée sur l'avortement, le gouvernement libéral-conservateur du chancelier Kohl se situe de plus en plus à droite, tandis que l'opposition social-démocrate, qui se trouve dans une profonde crise d'identité, hésite entre le rôle qui lui est attribué par le rapport des forces politiques et une coopération limitée quant à la substance et à la durée avec le gouvernement. Même le prestigieux syndicat des métallurgistes, après avoir soutenu avec succès la première grève après soixante ans en Allemagne orientale, se voit plongé dans une crise de confiance par suite des spéculations en Bourse de son secrétaire général.

Tandis qu'en 1933 la classe ouvrière a dû disparaître en tant que composante de la société sous la pression de la violence national-socialiste, en 1993, après les profonds changements qui sont intervenus dans les dernières décennies, elle se voit confrontée à une crise économique plus structurelle que conjoncturelle, avec un taux de chômage qui est dans l'Est plus du double que de celui de l'Ouest, tout cela se déroulant dans un contexte d'inversion ouverte de cap politique.

Ont collaboré à la collecte des documents qui ont été utilisés pour la préparation de conférence de ce soir : la Fondation «Bibliothèque-Archives Luigi Micheletti» de Brescia, la «Hamburger Stiftung für Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts» et la «Forschungs- und Bildungsstätte zur Geschichte der Arbeiterbewegung im Lande Bremen».

Toute notre gratitude va à ces institutions de recherche, ainsi qu'à la Bourse du Travail de Milan qui a bien voulu nous accueillir, à l'institut Goethe de Milan, à la revue «Ite» et à l'Association Culturelle Calusca, qui ont soutenu l'initiative, et à vous tous qui avez participé en si grand nombre.

Sergio Bologna

Une réunion comme celle-ci ne s'improvise pas. Ainsi que vous l'avez entendu, différentes institutions nous ont aidés. La Fondation Micheletti s'est occupée du dépouillement de revues anglaises, américaines, françaises et italiennes; les instituts de recherche de Hambourg et de Brême ont mis à notre disposition une sélection bibliographique et quelques recherches originales; un rédacteur du «Werkstatt Geschichte» a effectué pour nous le dépouillement du journal des enseignants en histoire des écoles moyennes et supérieures de la République fédérale, «Geschichte in Wissenschaft und Unterricht».

Nous voulions vérifier si cette association avait pensé, au cours de ces dernières années, au thème national-socialisme/classe ouvrière, si ce thème avait été discuté dans leur journal, et si l'on pouvait y trouver des propositions bibliographiques. Eh bien, au cours des six dernières années, ce thème n'a jamais été abordé.

Ce désintérêt est assez étrange étant donné que, récemment, se sont manifestés des phénomènes au niveau politique et social qui ont ramené au premier plan le problème de l'infiltration des idées et des comportements d'extrême droite ou ouvertement pronazis dans des milieux prolétariens, parmi les ouvriers spécialisés, les apprentis, les jeunes travailleurs précaires.

Pour sa part, la recherche historique a toujours mis l'accent dans la dernière décennie sur la participation déterminante des couches ouvrières dans les victoires électorales nazies, et elle a aussi documenté la présence ouvrière massive dans la composition sociale de la base du Parti nazi. Nous assistons à un véritable crescendo en ce sens.

Les ouvriers qui ont voté pour Hitler et le nouveau révisionnisme historique

L'on part des analyses électorales qui ont été effectuées déjà au début des années 80, avec une série de recherches qui sont sans cesse mises à jour et enrichies, pour en arriver à la fin, de nos jours, aux conclusions suivantes : le pourcentage de votes en faveur du Parti nazi provenant du milieu ouvrier, dans la période qui précède la prise du pouvoir, augmente régulièrement. Un historien qui s'est engagé à fond dans ces recherches, c'est Jürgen Falter, et il a présenté les résultats de ses premiers travaux en 1986 dans la revue de la Fondation Friedrich Ebert, proche du Parti social-démocrate; dans le dernier article qui a été publié au début de cette année dans la revue «Geschichte und Gesellschaft», Falter annonce les résultats d'une recherche menée sur 42 000 bulletins de vote de membres du Parti nazi, et il en découlerait que la participation ouvrière était même supérieure à 40 %.

En conséquence, ce qui s'esquisse ici, c'est une interprétation du nazisme en tant que phénomène dans lequel la composante ouvrière est bien présente, si ce n'est déterminante, et l'on efface ainsi l'interprétation traditionnelle qui voulait que le Parti nazi soit essentiellement un parti du *Mittelstand*, c'est-à-dire des couches moyennes. C'est là un aspect du problème.

Mais, à mon avis, l'aspect le plus important est que, après la chute du Mur de Berlin, est parue en Allemagne toute une série de textes et de recherches, publiés avec une efficacité éditoriale extraordinaire, lesquels tendaient à montrer que non seulement la composante ouvrière était déterminante dans le nazisme avant la prise du pouvoir, mais que, après la prise du pouvoir, la politique menée par le régime nazi a été une politique qui était favorable à la classe ouvrière et qui était encline à rapprocher son statut social de celui des couches moyennes, selon une approche tendanciellement égalitaire, à tel point que cela faisait qualifier Hitler de véritable «social-révolutionnaire» du XX^e siècle. L'archétype de ce courant révisionniste a été le livre de Rainer Zitelmann, *Hitler, Selbstverständnis eines Revolutionärs*, traduit en italien chez Laterza en 1990.

Avant d'entrer dans le vif de ses thèses, il faut souligner qu'environ 90 % de la littérature relative au rapport entre la classe ouvrière et le nazisme en Allemagne n'accepte pas cette interprétation, et que, malgré tout, notre industrie éditoriale semble ne pas s'en apercevoir, puisqu'elle préfère se jeter sur des textes qui sont lancés dans les médias, en particulier s'il s'agit de textes qui peuvent mettre en mouvement un mécanisme de révision des interprétations historiques les plus crédibles.

La gauche elle aussi est passée complètement sous la coupe des modes culturelles et par conséquent elle est devenue une caisse de résonance pour le révisionnisme historiographique.

Le texte de Zitelmann est très fragile parce qu'il est une accumulation de citations extraites d'écrits et de discours de Hitler, sans aucune recherche effectuée dans des sources d'archives, avec une thèse de fond selon laquelle Hitler était vraiment un leader ouvrier, qui montrait un intérêt réel pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière et qui aurait mené une politique sociale très avancée, mais surtout une politique qui, utilisant l'instrument du salaire indirect, a produit des effets de nivellement à l'intérieur de la segmentation sociale.

Le tout fondé – comme je le disais – non pas sur une vérification effective des faits, mais sur les déclarations officielles, les prises de positions, les discours et les écrits, de Hitler. Nous nous trouvons confrontés à un type d'historiographie au caractère tendanciellement nouveau, à mon avis, par rapport à celle autour de laquelle s'est développée l'affaire du soi-disant *Historikerstreit*.

Dans ce cas-là, il s'était agi d'une dispute autour du caractère du nazisme et au problème de la faute du peuple allemand, dispute qui a été suscitée par les thèses d'Ernst Nolte sur la «guerre civile européenne», contenues dans ses dernières recherches.

Cette controverse, lancée en 1986, peut être considérée comme désormais close en 1989, non seulement du fait de l'épuisement naturel de la polémique, mais parce que, au cours de cette année-là, la chute du Mur de Berlin a ouvert toute une série de nouvelles contradictions et de problématiques culturelles qui ne pouvaient pas ne pas se refléter aussi dans le débat historiographique.

La nouvelle dispute dont nous parlons n'est pas encore arrivée en Italie, mais je pense qu'elle y arrivera tôt ou tard, et, par conséquent, il me semble opportun cette fois-ci de ne pas nous laisser prendre par surprise, en demeurant dans une position défensive par rapport aux thèses révisionnistes, mais de réagir à l'avance en informant le public italien des termes de cette nouvelle affaire.

La recherche historique dans l'Allemagne d'aujourd'hui

La chute du mur de Berlin n'a pas seulement créé de nouvelles contradictions, mais elle a également permis d'accéder à de nouvelles sources, celles de l'ex-RDA, qui sont riches en particulier de documents relatifs à l'économie et aux entreprises allemandes dans la période nazie et donc utiles pour reconstituer le cadre de vie et de travail de la classe ouvrière sous le nazisme; d'autre part, à l'Ouest, depuis le début des années 80, quelques grandes entreprises ont ouvert leurs archives, non seulement aux «historiens des familles», mais aux autres.

Dans ce contexte, l'affaire de l'histoire de Daimler Benz est exemplaire. C'est quasiment au même moment que sont parues en 1987 deux publications : la première, aux bons soins d'un groupe de chercheurs qui ont surtout veillé à sauvegarder la bonne réputation de l'entreprise; la seconde qui, au contraire, met en évidence les lourdes responsabilités de ce groupe industriel dans la préparation de la guerre nazie et dans l'emploi de la main d'œuvre forcée. Ce second texte, le *Daimler-Benz Buch*, sous la direction de notre Fondation et en particulier de Karl Heinz Roth, a non seulement eu une grande diffusion (la nouvelle édition revue et corrigée va sortir chez la maison d'édition 2001), mais elle a ouvert une brèche dans le mur de silence relatif au travail forcé sous le nazisme, dont je parlerai par la suite, en obligeant, entre autres, la Daimler Benz à prendre acte des réticences et des contradictions de ses «historiens officiels» et à déboursier, pour des raisons

d'image, la belle somme de 20 millions de marks de dommages et intérêts aux travailleurs forcés survivants ou à leurs parents.

La chute du Mur de Berlin et les événements qui se sont ensuivis ont provoqué un profond bouleversement des structures de recherche historique en RDA et ont mis en mouvement un processus d'autocritique chez certains représentants faisant autorité de l'historiographie de l'ex-République démocratique, en particulier à propos de la façon dont avait été abordé le problème des rapports entre la classe ouvrière et le nazisme.

Bref, avec la chute du Mur de Berlin, se sont créées des conditions importantes pour continuer et approfondir le travail de recherche et de fouille dans les documents et dans les archives de la période nazie, ce dont témoigne la riche moisson de recherches des deux dernières décennies qui ont donné des résultats qu'aucune machination révisionniste ne pourra effacer.

Et c'est sur ces résultats que je voudrais attirer votre attention, de sorte que, informés de ce que la meilleure recherche historique a produit, vous puissiez juger par vous-mêmes du manque de fondement et de la malhonnêteté intellectuelle des nouveaux porte-parole du révisionnisme historique et de la profonde ignorance de ceux qui en diffusent les thèses..

Le travail forcé dans la période nazie : quelques recherches

Pour faire cela, nous avons suivi l'exemple d'un article d'Ulrich Herbert, le directeur du Centre de recherches sur la période nazie de Hambourg, qui est paru dans la revue «Geschichte und Gesellschaft» en 1989, et dont le titre traduit en français est : «Travailleurs et national-socialisme. Un bilan historiographique. Des questions encore ouvertes». Lors de sa recherche historiographique, Ulrich Hebert a approfondi un thème négligé, à savoir celui de l'emploi de la main d'œuvre étrangère dans l'économie de guerre allemande, à partir de 1938.

Comme je l'ai déjà dit, la thématique concernant le travail forcé a été aussi l'un des points essentiels la recherche coordonnée par Karl Heinz Roth sur l'histoire de Daimler Benz, et elle est, entre autres, la thématique de fond d'une recherche menée aussi par des chercheurs italiens. Malheureusement, les Italiens qui étudient l'histoire sociale du nazisme sont peu nombreux; c'est la raison pour laquelle il serait opportun de rappeler deux travaux importants et récents : le travail de Gustavo Corni intitulé «La politique agraire du national-socialisme 1930-1939», et celui de Brunello Mantelli, intitulé «Bourses du Travail», portant sur l'emploi de la force de travail italienne dans l'économie de guerre allemande.

Cette recherche de Mantelli s'est déroulée parallèlement au développement d'un projet de notre Fondation sur le transfert de travailleurs italiens en Allemagne nazie, un projet qui a été mené à bien par Cesare Bermanni essentiellement à partir de sources orales.

Le travail de Bermanni a contribué à ouvrir des espaces nouveaux dans la vision de la vie quotidienne dans l'Allemagne nazie, en partant de cet épisode peu étudié des rapports entre le Troisième Reich et le gouvernement fasciste, à savoir le transfert d'environ un demi-million d'ouvriers en échange de ravitaillements énergétiques.

Il s'agit d'un épisode anormal dans l'histoire de l'émigration italienne; avant la Seconde Guerre mondiale, l'émigration avait été laissée à la spontanéité, tandis que, dans le cas dont se sont occupés Bermanni et Mantelli, il s'est agi d'un échange de force de travail formalisé contractuellement entre deux États.

Ainsi que je le disais, l'historiographie allemande la plus avancée a mis en évidence le fait que, dans les années de l'économie de guerre, la composition de la force de travail était multinationale, que la stratification ethnique était très stricte et que, pour 80 %, cette force de travail se trouvait dans des conditions de travail forcé.

Par conséquent, cet élément du travail forcé est l'un des nouveaux terrains d'enquête qui a été parcouru depuis dix ans non seulement par notre Fondation, mais aussi par d'autres chercheurs, et c'est un terrain fondamental pour comprendre les rapports entre le nazisme et la classe ouvrière.

Les recherches de Timothy Mason et le débat entre les historiens sociaux allemands

Une œuvre fondamentale de l'historiographie sur les rapports entre le nazisme et la classe ouvrière est représentée par le livre de Timothy (Tim) W. Mason, *Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft*, qui a révolutionné la vision des comportements ouvriers sous le nazisme parce que, au milieu des années 70, contrairement à toutes les positions précédentes, sur la base d'une documentation inédite, il a démontré qu'au cours de la période qui débute en 1936-37, il y avait eu dans l'Allemagne nazie, en particulier de la part de la classe ouvrière, et pas seulement dans les usines, une résistance passive qui est souvent devenue active, et qu'il y a avait eu des grèves qui avaient contraint le régime à intervenir avec des mesures répressives.

Mason a par conséquent renversé complètement la vision dominante selon laquelle le régime nazi n'avait pas été contesté au niveau ouvrier, sauf dans les tout premiers mois de son affirmation.

Mason soutient sa thèse avec une documentation très abondante. Le livre (d'environ 1300 pages), qui est paru en 1975, comprend pour plus des trois-quarts des documents; seule la riche introduction, partiellement remaniée, a été traduite en italien, et elle est parue imprimée par De Donato en 1980, «La politique sociale du Troisième Reich», livre désormais disparu de la circulation parce que la maison d'édition a fait faillite.

Depuis lors, tous ont dû tenir compte de la recherche de Mason qui a produit, d'une part, une série d'études ultérieures, et, d'autre part, au contraire une série de résistances.

La nouvelle vague de révisionnisme historique a tendance à faire complètement abstraction de l'œuvre de Mason et de ses bases documentaires. Le mérite de Mason, au-delà de ses jugements sur le comportement subjectif des ouvriers allemands, a surtout été celui de redonner de l'élan à l'historiographie sur le nazisme qui, l'historiographie allemande en particulier, jusqu'à la moitié des années 70, avait eu un seul moment de vivacité avec le débat suscité par le grand historien hambourgeois Fritz Fischer.

Pour le reste, l'historiographie occidentale avait continué à pondre livres sur livres sur le nazisme en tant que modèle totalitaire, selon les canons d'une historiographie institutionnelle, complètement aveugle vis-à-vis des phénomènes sociaux.

Fischer, qui faisait pourtant partie de cette école, avait posé le problème de la « continuité de l'élite » dans l'histoire allemande, une continuité qui n'est pas interrompue par le passage de la période wilhelminienne à la période weimarienne, et de celle-ci à la période nazie; la continuité des groupes de pouvoir, surtout du pouvoir économique, aurait fait passer au second plan les effets des changements institutionnels.

De manière schématique : les passages de la monarchie à la république et de la république à la dictature auraient été des changements de façade, tandis que le pouvoir réel serait resté dans les mains des mêmes groupes.

De nombreux historiens ont polémique contre cette interprétation.

Pour Karl Heinz Roth au contraire, et pour tout le travail de notre Fondation de Hambourg, la thèse de Fischer représente un instrument interprétatif fondamental.

La saison suivante des débats historiques ne concerne pas spécifiquement le nazisme, mais elle a eu des conséquences importantes sur l'historiographie relative à la période nazie, et c'est en particulier le cas de la controverse, interne aux historiens sociaux eux-mêmes, entre le courant dont les chefs de file sont Jürgen Kocha et Hans-Ulrich Wehler et les «jeunes» qui, également sur la vague des mouvements des années 70, donnaient une plus grande importance à une « histoire de la quotidienneté », *Alltagsgeschichte*, dans laquelle ce qui est personnel et ce qui est politique n'ont

pas de frontières bien définies, et qui prenait de cette manière-là ses distances d'avec une histoire sociale qui se penchait sur la séquence classique classe ouvrière-parti-syndicat.

Au cours du débat, il est apparu en effet différentes conceptions de la «classe ouvrière»; pour Kocha, pour Wehler et leur école, la définition de la classe ouvrière tend à s'identifier à celle du travail salarié; pour les historiens du quotidien, le concept monolithique de classe ouvrière est stérile, parce que le travail de l'historien, à leur avis, est d'analyser toutes les différenciations internes du corps social et surtout d'analyser tous les aspects de la vie quotidienne, même s'ils sont entièrement définis par le travail et par les rapports de travail.

Ce débat a des conséquences très importantes sur le plan des rapports entre la classe ouvrière et le nazisme.

En effet, si l'on opte pour un concept de la classe ouvrière comme une classe sociale homogène, le jugement que l'on peut donner de son comportement relativement au régime nazi ne peut être que schématique, ou pour ou contre, ou antagonisme ou soumission, tandis que si l'on adopte un concept beaucoup plus différencié de composition de classe stratifiée et si l'on analyse les comportements quotidiens comme des comportements «politiques», l'espace pour juger l'attitude du peuple allemand dans son ensemble et du prolétariat en particulier est plus diversifié et il permet des jugements plus structurés.

En outre, la conception de Kocha et de Wehler, semblable en cela à celle de beaucoup d'historiens italiens issus de la matrice du PCI, assigne aux organisations du mouvement ouvrier, parti et syndicat, un rôle central dans l'histoire de la classe et de la mentalité ouvrière, car ils donnent pour acquis un rapport d'identification entre le parti et la classe, tandis que les historiens du quotidien soulignent davantage l'«autonomie» de la classe ouvrière par rapport au parti et à son idéologie, ainsi que la «distance» possible entre la culture (ou mieux «des cultures») des divers groupes ouvriers et prolétaires et la culture du parti et du syndicat. Il s'agit de distinctions que je schématise à dessein, car le débat entre les différents courants et les différentes écoles est beaucoup plus complexe.

Parmi les principaux représentants du groupe des historiens du quotidien, il faut mentionner Alf Lüdtke et Lutz Niethammer – ce dernier étant coauteur d'un livre qui vient de paraître, *Die volkseigene Erfahrung*, qui cherche à comprendre à travers une série d'histoires de vie la perception subjective que les citoyens de l'ex-RDA ont eue du système communiste; c'est la première étape d'un programme de travail que Niethammer avait défini dans son essai précédent, à savoir celui d'écrire «l'histoire sociale de l'ex-RDA» et qui l'avait déjà conduit, avec Dorothea Wierling et Alexander von Plato, à mener les premières interviews au cours du printemps-été de 1987, avant la chute du Mur de Berlin.

Le mouvement des historiens de la base

Les historiens qui se reconnaissent davantage dans une conception comme celle de Kocha, quand ils se sont occupés de nazisme, ont exprimé en général un jugement dans l'ensemble négatif sur l'attitude de la classe ouvrière et ils estiment par conséquent que le travail de Tim Mason est une exagération.

Au contraire, le courant des *Alltagshistoriker* considère Mason comme un important point de référence. C'est sur cette formulation de l'histoire sociale de la vie quotidienne qu'est né en Allemagne, à la fin des années 70, un nouveau mouvement, celui des *Geschichtswerkstätte*, des «laboratoires d'histoire»; non seulement il a été, comme ailleurs, un mouvement des historiens «d'en bas», non professionnels, mais il a été une composante du mouvement des *Bürgerinitiativen*, des droits civiques, dans la mesure où il défendait le droit des simples communautés locales à connaître et à établir leur passé.

Il a eu un rôle important dans le fait d'empêcher le refoulement ou la diabolisation du passé nazi et aussi pour la reconstruction de l'histoire ouvrière et prolétarienne, dans la mesure où il s'est

occupé avec une plus grande fréquence de «l'histoire des oubliés» plutôt que de celle des «Grands protagonistes».

Il a été l'un des aspects des *neue soziale Bewegungen*, des nouveaux mouvements sociaux, des années 80.

Ce mouvement, qui a connu sa plus grande diffusion dans la période 1983-84, s'exprime aujourd'hui dans deux revues : «Geschichtswerkstatt» et «Werkstatt Geschichte».

Un des arguments de controverse entre les courants des *Sozialhistoriker* concerne le concept de «culture»; il y a ceux qui reprochent aux historiens du quotidien de vouloir remplacer l'idée de «classe», c'est-à-dire de formation sociale définie par une série de conditions matérielles vérifiables aussi sur le plan quantitatif, par l'idée de «culture» en tant qu'ensemble d'éléments subjectifs et «immatériels» qui mènent à la dissolution d'une identité de «classe»; d'autre part, les historiens du quotidien reprochent à leurs interlocuteurs de l'école «classique» d'histoire sociale de vouloir limiter aux éléments quantifiables les critères d'identification d'une classe sociale et de vouloir considérer comme élément de culture collective de la classe ouvrière seulement l'idéologie des partis et des syndicats.

À côté de ce débat, il y a eu celui portant sur les sources orales.

Les plus intéressantes de ces disputes méthodologiques – qui serviront cependant à créer les conditions pour une nouvelle saison d'études relatives au rapport entre la classe ouvrière et le nazisme – ont été les résultats obtenus sur le plan du travail concret de fouille dans les documents, dans les traces et parmi les souvenirs.

De grandes enquêtes d'histoire orale ont été menées sur des régions particulières afin de mieux comprendre le comportement du peuple allemand sous le nazisme; rappelons les deux qui ont joué le rôle de précurseurs, celle dirigée par Lutz Niethammer sur la Ruhr, qui met en évidence les rapports entre la classe ouvrière et le nazisme dans une région industrielle, et celle dirigée par Martin Broszat sur la Bavière, région essentiellement agricole où le nazisme a récolté ses premiers succès; beaucoup d'autres ont suivi qui avaient pour horizon une région, une ville, un village, une usine, un quartier, un groupe d'amis.

Un travail d'enquête locale diffuse qui confirmait en partie les thèses de Mason, et qui mettait en partie l'accent sur le caractère d'ambivalence du comportement ouvrier.

Un argument de grande controverse, ainsi que je l'ai indiqué, concerne le problème de la culture et la contradiction entre la culture du *milieu*^(*) ouvrier et la culture du parti et du syndicat.

Des groupes d'historiens plus voisins du courant du quotidien soutiennent que la culture ouvrière est une culture qui est née essentiellement dans des environnements spécifiques (quartier, usine, communauté locale) et qu'elle est par conséquent une culture *gruppen-spezifisch*, de noyaux sociaux restreints, qui vivent dans leur communauté, dans leur *milieu*; c'est, si l'on veut, une sous-culture, et donc l'histoire de la classe ouvrière est une histoire d'enchevêtrement de sous-cultures.

De plus, l'histoire de la classe ouvrière devrait être analysée dans toutes les fragmentations et les segmentations que la classe ouvrière a subies; l'on ne doit pas se limiter, comme cela arrive souvent dans les travaux des historiens du mouvement ouvrier, à prendre en considération seulement la partie centrale de la classe ouvrière d'usine, qui est liée culturellement au Parti social-démocrate et au syndicat d'inspiration socialiste.

Cette innovation historiographique a eu le mérite de nourrir une critique radicale du concept de culture et de l'usage qu'en a fait la social-démocratie.

Certaines de ces recherches ont soutenu la thèse que la culture du parti et de ses fonctionnaires était perçue comme étrangère par la base; nous qualifions cela de *Wissen-sozialismus*, le socialisme de ceux qui en savent plus, le socialisme du savoir interprété comme une suprématie; ces historiens estiment qu'il faudra chercher à connaître l'histoire de la culture dans les comportements mentaux de la classe ouvrière, y compris à ces niveaux de masse, parce que la fracture entre la haute culture et la basse culture, entre la culture de la base et la culture des fonctionnaires devient, dans certaines périodes historiques, très forte.

(*) En français dans le texte. (NdT).

Il est possible que ces thèses soient discutables, mais, d'un point de vue heuristique, elles ont donné le jour à de fortes innovations et elles ont mis en mouvement une série de recherches, très riches, menées avec l'intention d'établir un rapport entre la mémoire historique et les citoyens, les nouvelles générations, sans le filtre ni de la caste académique, ni des appareils de parti.

C'est une histoire qui identifie les lieux des événements, qui en ramène les traces à la lumière, qui restitue au territoire, aux villes ravagées par la guerre, entièrement rasées et ensuite reconstruites, la mémoire des événements, surtout de ceux qui sont liés au passé nazi.

D'où les nombreuses initiatives de *Gedenkstätte*, de lieux de la méditation sur le passé récent (par exemple, ramener à la lumière les traces de camps de concentration ou des camps «mineurs» de travail forcé) ou bien les nombreuses initiatives destinées à recueillir les souvenirs de communautés dispersées, qu'elles soient de quartier, d'usine, de village, ou des histoires de vie de gens ordinaires.

Je veux rappeler à ce propos les travaux, qui sont connus aussi en Italie, de l'ami Christoph Schminck Gustavus, ordonnateur au département de jurisprudence de l'Université de Brême, qui aime bien ôter souvent sa toge académique pour errer en tant qu'«historien aux pieds-nus» à la recherche de traces du passé nazi.

Après les dévastations de la guerre qui ont provoqué des migrations internes et des émigrations, il y a eu la division de l'Allemagne en deux États qui a entraîné d'autres mouvements migratoires, ainsi que le retour de territoires de l'ex-Troisième Reich à d'autres structures étatiques, la Pologne, la Russie, la Tchécoslovaquie, lesquels ont été à l'origine de déplacements de populations; et ensuite, il y a eu les grandes vagues d'immigration des travailleurs de l'Europe du Sud, des Balkans, de la Turquie, avec des lieux qui ont été continuellement redessinés.

Sauver les traces du passé et construire autour d'elles une initiative de mémoire historique – et non pas une simple plaque commémorative liquidatrice – est une tâche d'un sens civique élevé.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que le travail historique est compris comme un moment d'engagement civique; ainsi que le dit le titre d'un recueil d'essais, *Geschichte als demokratischer Auftrag*, conserver et élaborer la mémoire est un engagement pour la démocratie; du point de vue culturel, il est absolument à l'opposé d'une culture académique, à l'opposé quant à la mentalité, à l'intentionnalité, au ton et au langage.

Dans beaucoup de cas, des structures locales du syndicat et de la municipalité ont encouragé et soutenu ces initiatives venant d'en bas, lesquelles ont été en même temps un défi, un avertissement et une impulsion, lancés à la production historique universitaire.

C'est ainsi que nous avons vu divers professeurs abandonner leur isolement et collaborer à ces initiatives, divers conseils d'usine organiser eux-mêmes le recueil de mémoires ou solliciter eux-mêmes l'ouverture des archives d'entreprise, que nous avons vu des paroisses et des prêtres collaborer en mettant à disposition des documents des archives ecclésiastiques.

Beaucoup de ces historiens d'en bas sont des enseignants ou des travailleurs sociaux.

Bref, ce que je veux dire, et je voudrais que ce soit clair, c'est la chose suivante : il y a eu en Allemagne un mouvement de base qui a exercé une fonction de contrôle et de stimulation de la recherche professionnelle universitaire jusqu'au milieu des années 80; ce mouvement a ajouté de très nombreuses pièces à la mosaïque de l'histoire de la vie ouvrière dans la République de Weimar et dans la période nazie.

Le débat sur la «modernisation»

L'un des problèmes qui a animé la discussion entre les historiens au cours des dix dernières années, a été celui de la prétendue «modernisation»; c'est-à-dire la question de savoir si le national-socialisme a représenté, contrairement à ce que voulait l'interprétation originelle, à savoir un saut en arrière dans l'histoire, une période de forte innovation sur tous les plans, non seulement sur le plan économique et technologique, mais aussi sur le plan des politiques sociales et industrielles, de

la gestion des médias, etc.; il est clair que cette «modernisation» devait être une question propre à déchaîner les controverses entre historiens dans la mesure où, si l'on souligne le caractère innovateur et modernisateur du régime, l'on finit par en donner une interprétation positive.

Tout réside dans le sens ambigu des termes «moderne» et «modernité», ainsi que dans la valeur différente que prend, chez chaque historien, en fonction de sa vision du monde, l'idée de progrès.

Le sujet nous intéresse parce que, ces derniers temps, cette discussion a concerné en particulier le problème des politiques sociales, c'est-à-dire les initiatives d'«intégration» de la classe ouvrière de la part du régime.

Karl Heinz Roth, dans son dernier travail qui conclut l'édition des Documents de l'Institut de la Science du Travail de la DAF (*Deutsche Arbeitsfront*, le syndicat nazi des travailleurs) préparée par notre Fondation, résume très clairement les différentes phases et les différentes tendances à l'intérieur de ce débat et il prend nettement position contre la thèse de la modernisation.

Selon Roth, ce sont les mesures et les politiques de contrôle-répression-destruction de la classe ouvrière qui l'emportent sur les mesures et les politiques d'intégration consensuelle.

Naturellement, ce débat n'est pas resté limité à l'histoire de la période nazie, mais il a été étendu aussi à l'histoire de la période weimarienne; l'une des contributions les plus originales a été fournie par un jeune historien prématurément disparu, Detlev Peukert, qui a inventé le terme de «pathologie du Moderne» pour caractériser les aspects régressifs des régimes weimarien et hitlérien; de Peukert, qui s'est intéressé aussi à la résistance antinazie de la jeunesse allemande et de militants ouvriers allemands, il est conseillé de lire, en italien, le livre «Storia sociale del Terzo Reich», publié par Sansoni en 1989.

Toutes ces controverses, et ces différents plans de recherche qui les enrichissent, rendent possible la réponse à la question fondamentale que le livre de Mason avait posée : pourquoi donc, après la résistance passive au nazisme, il n'y a pas eu de résistance active, il n'y a pas eu de démonstration évidente d'antagonisme, il n'y a pas eu un «sacrifice» de lutte contre le nazisme de la part de la classe ouvrière et du prolétariat allemands à présenter au tribunal de l'histoire comme un élément fondamental de sa mémoire ? Pourquoi donc la défaite de la partie qui s'était opposée a été si profonde ? Pourquoi donc est-il possible que quelques historiens qui font partie du camp de «gauche», qui sont proches du Parti social-démocrate, comme Günther Mai, puissent, dans un article publié à la fin des années 80, avancer la thèse selon laquelle c'est la petite bourgeoisie qui avait porté Hitler au pouvoir, mais que c'est la classe ouvrière qui l'y a maintenu ?

Est-ce du révisionnisme historique, est-ce une exagération polémique, est-ce le reflet d'une dévalorisation du rôle de la classe ouvrière aujourd'hui, est-ce une prise de position idéologique ou bien est-ce la conséquence logique qui résulte de la lecture des documents ? Mason est-il dépassé, a-t-il mal lu les documents, sa distinction entre «opposition» et «résistance» est-elle artificielle ? Ou bien, comme le veut la thèse majoritaire, la résistance a-t-elle été le fait de minorités si modestes, si insignifiantes, qu'on peut la réduire à un épisode secondaire ? Je voudrais tenter de donner une réponse à ces questions sur la base des études des historiens allemands et d'autres pays, en me limitant à deux points essentiels qui concernent le passage de la République de Weimar au nazisme : la gestion du chômage et l'affrontement physique avec l'organisation hitlérienne de groupes armés.

Disons que, plus que de leur donner une réponse, je voudrais tenter de mieux cadrer ces questions, je voudrais essayer de les formuler de manière différente, en mettant l'accent sur quelques aspects de l'histoire du prolétariat allemand qui sont peu connus du public italien.

La structure de la force de travail à la fin de la République de Weimar

Ma conférence commence ici, après ce long préambule.

Je l'ai divisée en trois parties : 1) la structure de la force de travail et la composition de la classe dans la période la «Grande crise», avant que Hitler ne prenne le pouvoir; 2) l'organisation d'auto-défense et l'affrontement armé avec les escouades hitlériennes de la part du prolétariat communiste allemand, en prenant pour exemple la situation de Berlin; 3) les politiques de l'emploi, la relance industrielle et les comportements politiques des travailleurs dans les premières années du régime nazi.

Et donc, premier point : la composition technique de la classe.

Qu'était la classe ouvrière à la fin de la République de Weimar ? Si nous examinons les données rassemblées par Heinrich A. Winkler dans le troisième volume de son œuvre monumentale sur la classe ouvrière et le mouvement ouvrier à Weimar (*Der Weg in die Katastrophe*, Dietz Verlag 1990, seconde édition), il suffit de quelques chiffres pour définir la situation : à la fin de la République, le nombre d'ouvriers qui avaient du travail dans les usines de moins de dix salariés atteignait presque 7 millions sur un total de 14 millions et demi, et donc environ 50 % des forces de travail; en 1925, ils étaient 6.800.000 sur un total de 18 millions et demi et ils en représentaient 34 %.

En conséquence, quand nous parlons de la classe ouvrière dans la période finale de Weimar, nous parlons d'une classe ouvrière déjà extrêmement atomisée, qui vivait dans un milieu d'usine fragmenté, pulvérisé, presque comme s'il s'était passé une décentralisation productive avant l'heure.

Si la République de Weimar a été un laboratoire exceptionnel du moderne, elle l'a été aussi pour cette forme de la production qui, au lieu de suivre la tendance de l'époque à la concentration, à la grande usine fordiste, a suivi un chemin inverse, pour permettre un meilleur contrôle politique et syndical de la force de travail.

Non seulement, mais il ne faut pas oublier la présence massive des travailleurs autonomes qui, des 15,9 % des actifs en 1925 sont passés à 16,4 % en 1933, alors que le pourcentage des ouvriers, 46 %, restait invariable.

Selon Hachtmann, l'auteur d'un livre sur le travail industriel dans le Troisième Reich (1989), les autonomes représentaient 17,1 % des actifs dans l'industrie-artisanat et 25,1 % des actifs dans le secteur du commerce et des transports.

Nous nous trouvons par conséquent en présence d'une classe ouvrière très fragmentée et caractérisée par un rapport d'emploi qui n'est pas stable.

Les statistiques sur le chômage, dans le classement par secteur, mettent au premier rang, avant les ouvriers de la métallurgie et de la mécanique, une figure étrange de travailleur qualifié de *Lohnarbeiter wechselnder Art*, ouvrier salarié mobile, c'est-à-dire une figure qui passait d'un secteur à l'autre, du textile à l'industrie du bâtiment, de la métallurgie aux transports, de l'agriculture aux services urbains, sans domicile fixe à l'intérieur d'un secteur.

Les «statisticiens sociaux» de l'époque étaient des spécialistes raffinés, de profonds connaisseurs du monde du travail qui étaient conscients de la forte segmentation du marché du travail; l'on pense aux deux Kuczinsky, père et fils, le premier a été l'un des maîtres de la statistique sociale weimarienne, et le fils, Jürgen, peut-être la plus grande personnalité de l'historiographie de l'ex-RDA, a étudié durant les années 20 aux États-Unis où il a mis sur pied le service statistique des syndicats américains, dont les critères sont acceptés par le Bureau statistique du *Department of Labour* du gouvernement américain.

Les statisticiens weimariens avaient donc été frappés par ces figures de manœuvres mobiles; il n'est pas certain qu'il ne s'agissait que de manœuvres, il pouvait s'agir aussi d'ouvriers qualifiés qui vendaient çà et là leur compétence à des prix meilleurs que ceux qu'ils auraient pu obtenir en travaillant de manière fixe dans un lieu déterminé; ils ont forgé par conséquent ce terme de *Lohnarbeiter wechselnder Art* pour définir les composants de cette masse vagabonde, instable. 900 000 de ces ouvriers mobiles étaient chômeurs en 1931, et 1.296.000 en 1933; à Berlin, ils représenteront même, dans la période culminante de la crise, 45 % du total des chômeurs et, dans certains districts, comme Kreuzberg, 48 %.

L'énigme de la micro-entreprise

Le problème qui se pose devant ces chiffres est le suivant : quelle prise pouvaient avoir les organisations politiques du mouvement ouvrier, en particulier la social-démocratie et les syndicats, socialistes et catholiques, sur cette force de travail fragmentée, dispersée, mobile ?

La force du syndicat social-démocrate était en effet concentrée dans la composante de la classe ouvrière qui travaillait dans les grandes usines ou bien dans les entreprises municipalisées, où les accords syndicaux étaient plus ou moins bien respectés; mais cet énorme territoire de la micro-usine, de la micro-fabrication, était un territoire où étaient en vigueur des règles non écrites, des rapports de contrôle de type familial.

À ce niveau-là, ce qui est en vigueur, c'est ou bien l'isolement, ou bien des moments de cohésion informels.

C'est un domaine qui est peu étudié par l'historiographie; ce qui nuit à l'enquête historiographique, c'est le vieux préjugé que la micro-entreprise serait essentiellement l'entreprise artisanale pré-capitaliste, que les maîtres artisans, les micro-entrepreneurs, feraient partie du *Mittelstand*, de la couche moyenne, et qu'ils seraient tous sur des positions conservatrices, réactionnaires.

Il est tenu pour acquis, par une historiographie qui amène avec elle les préjugés des historiens qui dépendent du mouvement ouvrier social-démocrate – lesquels considèrent la classe ouvrière surtout comme celle des grandes usines et à laquelle ils ont consacré, de manière presque exclusive, leur attention de chercheurs –, il est tenu pour acquis, disais-je, que le territoire de l'entreprise artisanale était le territoire de la petite et moyenne bourgeoisie la plus réactionnaire et la plus corporatiste.

Ce préjugé maudit, qui est fondé sur un concept implicite de progrès selon lequel seule la grande usine a introduit des processus de modernisation, en créant, d'une part, une bourgeoisie productrice et, de l'autre, des ouvriers syndicalisés, a littéralement accepté le regard que les historiens jettent aux processus de décentralisation productive, au moyen desquels, très précocement, le capitalisme – et la République de Weimar est un véritable laboratoire en ce sens – a affaibli la cohésion sociale et l'unité syndicale de la classe ouvrière.

Ce préjugé a fait en sorte que l'on tienne compte seulement des «petits entrepreneurs» et non de leurs salariés ou de leurs collaborateurs, il a fait en sorte que l'on continue à considérer l'entreprise artisanale comme un résidu précapitaliste et non pas au contraire comme le résultat d'une décentralisation productive de la grande usine et d'une atomisation voulue de la classe ouvrière.

La démonstration qu'il s'agit d'un phénomène «moderne» (ou d'une «pathologie du Moderne», comme Peukert le disait) et non pas d'un résidu précapitaliste, est fournie par le fait que, après 1925, c'est-à-dire dans la période de la prétendue «rationalisation», quand les méthodes tayloriennes ont été introduites massivement en Allemagne (et qu'il y eut par conséquent un processus de modernisation du capital), le nombre des ouvriers travaillant dans les micro-entreprises de moins de 10 salariés est demeuré constant.

Parti communiste et ouvriers chômeurs

Nous devons maintenant affronter le discours qui concerne la base du Parti communiste et c'est pourquoi nous en revenons immédiatement à la phase de la rationalisation, qui a débuté en 1924 quand la «Grande inflation» a été surmontée avec la réforme monétaire et surtout avec les aides américaines.

La productivité dans l'industrie de production des biens d'investissement a augmenté dans la période 1925-29 de 30 % et de 25 % dans le secteur des biens de consommation.

Les années 1924-28 ont été dénommées les «années d'or» de Weimar; pour certaines catégories sociales de la «nouvelle bourgeoisie», elles l'ont certainement été, mais pour la condition de la classe ouvrière, sûrement pas; le niveau moyen des salaires est resté en-dessous de celui qu'il avait atteint en 1913 et il n'a été dépassé que pour certaines catégories; il y a eu une forte hiérarchisation.

Pendant cette période, non seulement la condition matérielle de la classe ouvrière n'a pas connu d'améliorations, mais a été mise en œuvre dans les usines une expulsion systématique, sélective, des militants syndicaux du Parti communiste et des délégués ouvriers sociaux-démocrates les plus combatifs.

Au cours de la période suivante, celle de la «Grande crise», la base communiste est caractérisée par une forte fluctuation du nombre d'adhérents et par une participation intense des jeunes; deux phénomènes qui sont en partie liés entre eux.

En 1931, alors que la crise a éclaté depuis deux années, le Parti communiste allemand est composé à 80 % de chômeurs.

Mais les années de la «Grande crise» sont aussi celles de la progression électorale massive du Parti communiste. Les succès (ou les insuccès) électoraux doivent toujours être comparés au «pouvoir social» du Parti, et l'on doit chercher à comprendre quelle force le parti, du fait de la position sociale des ses membres et de ses partisans, peut exercer sur les mécanismes du pouvoir au sein de la société civile.

Puisqu'il était composé essentiellement de chômeurs, par conséquent en grande partie d'ex-ouvriers/ouvrières ainsi que de jeunes à la recherche d'un premier emploi, le Parti communiste ne pouvait exercer aucun pouvoir syndical, il devait se limiter à faire de la propagande syndicale et il est possible que certains de ses militants, qui étaient des rescapés sur les lieux de travail, puissent agir en tant que promoteurs de conflits particuliers.

Pour un parti fortement ancré dans des structures «ouvriéristes» selon lesquelles la lutte contre le capital se gagne sur le lieu de travail, à l'intérieur du rapport de production, cette situation créait un fort embarras et elle contraignait le parti à agir sur des terrains «généraux», dans des campagnes de masse aussi bruyantes qu'abstraites, avec la conséquence de donner un poids excessif à l'aspect «propagandiste», «culturel», «idéologique», et en définitive électoraliste de son action.

Cette situation paradoxale, celle d'un parti ouvrier qui n'avait aucun pouvoir syndical, était l'une des causes de son «idéologisation» croissante à un moment où la collectivité, en raison de la «Grande crise», était obligée de demander des choses très concrètes, des réponses aux besoins élémentaires.

Mais en même temps, la condition de chômage était une condition collective; les chômeurs n'étaient pas une poche marginale de la société, ils constituaient 30 % de la population; le KPD était par conséquent l'organisation la plus forte d'une nouvelle couche, celle des «chômeurs de longue durée», qui représentait un mélange explosif possible. Par conséquent, le parti avait un pouvoir social et de mobilisation virtuelle qui devenait encore plus terrible si l'on pense à sa popularité dans les milieux des jeunes urbains.

Divisions entre chômeurs et fractures dans le mouvement ouvrier

Quelques chiffres peuvent nous donner l'idée de l'ampleur du phénomène du chômage et du caractère dramatique de la situation dans les années de la «Grande crise», quand aussi bien le Parti communiste que le Parti nazi obtiennent leurs plus grands succès électoraux.

Au quatrième trimestre de 1930, les chômeurs sont au nombre de 3.699.000, au cours de la même période de 1931 ils sont au nombre de 5.060.000, et une année après ils ont atteint le chiffre de 5.355.000; le summum est touché quand Hitler est déjà au pouvoir, au premier quadrimestre de 1933 avec 6,1 millions chômeurs.

Mais ceux-là ne sont que les chômeurs « officiels », enregistrés en tant que tels dans les Bureaux du Travail; c'est sur la base de ces chiffres que les historiens ont travaillé depuis une dizaine d'années; et puis, grâce à l'attention d'une femme, la chercheuse Heidrun Homburg, sont apparues à la lumière – mieux, ont été de nouveau prises en considération – quelques statistiques de l'époque qui soulignaient l'existence d'une catégorie « cachée » du chômage. C'est sur le travail de Homburg que se fonde aussi la reconstruction de Winkler, tandis que, pour la période ultérieure à 1933, Rüdiger Hachtmann a tenté une recherche originale qui a cependant comme base de départ les travaux de l'époque, que Homburg avait déjà explorés.

C'est précisément la structure atomisée de la force de travail dans les micro-entreprises et la présence d'une masse errante de précaires qui ont fait en sorte que le nombre de ceux qui n'avaient pas l'âge de travailler suffisant pour bénéficier des allocations de chômage était très élevé; et puis il y avait d'autres raisons, comme nous le verrons sous peu, qui éloignaient les chômeurs des Bureaux du Travail.

Si l'on compte aussi le chômage caché, l'on arrive aux chiffres suivants : 4.115.000 chômeur au quatrième trimestre de 1930, sur lesquels 32,5 % étaient sans allocations; 5.943.000 en 1931 (33,5 % sans allocations); 6.704.000 au troisième trimestre de 1932 (dont 37,6 % sans allocations); et 7.781.000 au cours du premier trimestre de 1933 (dont 31,6 % sans allocations); bref, si l'on intègre aussi le chômage « caché » dans les chiffres officiels, nous devons toujours leur ajouter de un million à un million et demi de personnes.

Un chômage de ces dimensions a produit une cassure si forte dans la composition technique de la classe que cela ne peut pas ne pas avoir eu des conséquences sur le plan des mentalités et par conséquent des comportements politiques.

La première cassure, évidemment, a été celle entre ceux qui ont du travail et les chômeurs et par conséquent entre une partie significative de la base social-démocrate et de la base communiste; la seconde cassure se situait entre les chômeurs bénéficiant d'allocations, les chômeurs ayant une assistance individuelle et les chômeurs sans aucun soutien.

Le chômage a affaibli le syndicat, sa fonction de contrôle social, de création d'un tissu conjonctif, de médiation, entre les couches bénéficiant de garanties relatives et les couches marginales.

Les deux partis du mouvement ouvrier, le SPD et le KPD, étaient profondément ébranlés dans leurs capacités d'exercer un pouvoir réel au sein de la société. Si le Parti communiste a été de plus en plus déséquilibré en ce qui concerne l'aspect propagandiste, le Parti social-démocrate a quant à lui été de plus en plus enclin à concentrer son action sur les administrations locales, sur l'administration sanitaire et de protection sociale, c'est-à-dire sur ce peu de pouvoir réel qui lui permettait de défendre l'emploi de ses membres au niveau de la fonction publique, de la gestion des ressources publiques, car l'activité syndicale sur les lieux de travail dans l'industrie était pratiquement paralysée par la « Grande crise ».

Il ne pouvait pas y avoir une plus grande distance entre la mentalité du cadre moyen du SPD, qui s'identifiait – et pas seulement idéologiquement – à la bureaucratie de la République weimarienne et la mentalité du cadre moyen du KPD, qui se trouvait contraint de proposer à ses militants, jeunes, chômeurs, déracinés, appauvris, déclassés, l'utopie de la conquête du pouvoir – c'est-à-dire de la destruction de l'État weimarien – et l'instauration de la République des soviets. Quand on prononce la phrase : « les deux partis du mouvement ouvrier, le SPD et le KPD », l'on accepte en réalité une mystification, l'on commet en réalité un faux historique. Et c'est si difficile de s'en libérer ! Le SPD et le KPD étaient sur des positions si distantes, les mentalités de leurs militants étaient si différentes, que l'on ne peut pas faire semblant de croire qu'ils appartenaient à un même mouvement, le « mouvement ouvrier »; c'étaient deux forces politiques en lutte implacable entre elles depuis l'époque de la révolution de Novembre de 1918 et des événements qui se sont ensuivis : le désaccord entre les conseils ouvriers dirigés par les sociaux-démocrates et ceux dirigés par les spartakistes, les assassinats de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, le désaccord entre le

syndicat social-démocrate et les cellules syndicales d'usine du KPD durant la période de la «rationalisation», qui avait vu le licenciement de centaines de cadres communistes, et ainsi de suite.

Il y avait des blessures profondes qui, au lieu de cicatriser, s'ouvraient de plus en plus et il y avait des blessures internes au corps de la classe ouvrière qui aggravaient les divisions produites par les conditions sociales différentes (actifs-chômeurs, etc.).

Il ne s'agissait pas seulement de deux lignes politiques différentes, de deux stratégies distinctes de groupes dirigeants en conflit entre eux, il s'agissait de deux cultures, de deux mentalités distinctes et ennemies, si bien que «l'unité à la base», c'est-à-dire celle qui naît dans les relations de tous les jours, à propos de choses concrètes, était aussi, sinon encore plus, difficile à construire que l'unité au sommet.

Erich Fromm, qui travaillait au célèbre Institut de Recherches Sociales de Francfort, a eu l'idée en 1929 d'organiser une enquête ouvrière destinée à comprendre la mentalité, les opinions ordinaires de la base ouvrière, de manière à dévoiler ses éventuelles inclinations autoritaires; il a appliqué une méthodologie psychanalytique qui était dérivée des analyses portant sur la famille et qui était étrangère aux sociologues de l'Institut; les conflits qui en ont résulté ont été parmi les causes de la non-publication des résultats de l'enquête, qui a été menée à terme en 1931, sur un échantillon très limité d'un peu plus de 700 questionnaires complets.

Fromm et sa collaboratrice Hilde Weiss, qui a en réalité effectué la part la plus importante du travail et qui doit donc être considérée comme la véritable responsable de l'enquête, n'en ont publié les résultats qu'en 1939 lors de leur exil américain. L'on a eu alors l'impression que, au-delà des conflits internes à l'Institut, c'étaient eux-mêmes qui avaient préféré surseoir à la publication en 1931 parce qu'ils étaient restés impressionnés par les penchants autoritaires exprimés par ceux qu'ils avaient interrogés, en majeure partie des militants ou des sympathisants du SPD. La lecture des réponses aux questions, selon la réédition faite en 1983, confirme cette impression.

En dépit du caractère restreint de l'échantillon, la différence de mentalité entre le cadre ordinaire du SPD et le militant du KPD se distingue nettement. Un groupe de questions concernait les phénomènes de l'émancipation féminine, la mode féminine, les comportements sexuels, un autre groupe avait trait aux problèmes de l'éducation des enfants.

Il est étrange que les réponses à ces questions aient été plus ouvertes, plus détaillées, que celles aux questions relatives aux conditions de travail en usine, à la rationalisation, sujet sur lequel l'on a enregistré 50 % d'absence de réponse.

Le système de protection sociale comme système de contrôle

Nous disions, pour reprendre le discours sur le Parti communiste et pour chercher à comprendre ses difficultés, y compris au moment de ses plus grands succès électoraux, que son pouvoir virtuel dans la société résultait du fait qu'il était la plus grande organisation politique présente dans la masse des chômeurs; cela signifiait que la véritable partie adverse institutionnelle de la base communiste était l'administration du Ministère du Travail, laquelle était responsable de la gestion des allocations de chômage, c'est-à-dire un appareil complexe et ramifié, une des colonnes de l'État weimarien; le Parti communiste devait montrer sa capacité à organiser et à gérer les conflits sociaux, non pas sur les lieux de travail, mais sur les lieux de l'assistance.

C'est pourquoi, pour comprendre la crise de Weimar et le passage au nazisme, il est d'une importance capitale de connaître à fond les mécanismes de contrôle, de sélection et de discipline, dont l'appareil d'assistance pouvait disposer.

L'augmentation vertigineuse du chômage a conféré à cet appareil des pouvoirs très étendus dans la phase finale de la République, et nous pourrions dire que l'État, aux yeux du citoyen, n'avait pas d'autre visage identifiable que celui de l'appareil d'assistance. Les pouvoirs discrétionnaires de cet appareil ont augmenté petit à petit, sa fonction de «guichet d'aides» a été graduellement remplacée par la fonction de «recueil d'informations sur la personne».

Les derniers gouvernements de Weimar, les deux cabinets Brüning, le cabinet von Papen, le cabinet von Schleicher, qui étaient parfaitement au courant du pouvoir de contrôle de l'appareil de l'assistance, ont utilisé le levier du système de l'*Arbeitslosenversicherungen* – de l'assurance obligatoire contre le chômage – avec un grand cynisme et un fort manque de scrupules afin de créer la maximum de segmentation, d'atomisation, à l'intérieur de la masse des chômeurs.

De quelle manière cette politique a-t-elle été mise en œuvre ? Avec une série de décrets (et donc avec une procédure qui déposait le Parlement de son autorité) dans lesquels, petit à petit, les conditions du droit au bénéfice des allocations étaient modifiées; du fait de la modification des conditions, certains groupes sociaux demeuraient exclus, d'autres voyaient se réduire drastiquement leurs attributions; dans beaucoup de cas, les décrets, qui créaient entre autres une grande confusion bureaucratique et qui agissaient comme un facteur constant d'insécurité, se limitaient simplement à indiquer les groupes sociaux qui étaient exclus du bénéfice des allocations chômage ou de l'assistance, pour des périodes parfois transitoires, et d'autres fois pour toujours ou jusqu'au prochain décret.

C'est ainsi qu'ont perdu le droit au soutien les jeunes femmes sans enfants, les jeunes au-dessous de 21 ans, des catégories déterminées de travailleurs (en général, l'on frappait les couches les plus faibles et les plus rebelles). L'argument pour justifier les réductions et les exclusions – qui étaient toujours accompagnés de quelques «petits cadeaux» pour d'autres groupes sociaux de façon à attiser les divisions – était toujours le même : la nécessité de réduire le déficit des finances publiques.

C'est ainsi que des millions de chômeurs se sentaient constamment menacés, y compris dans ce qui était un droit acquis avec des années de cotisations; les gens, déjà réduits au désespoir du fait des périodes prolongées d'absence de travail, avaient l'impression que le gouvernement jouait à la roulette avec leurs malheurs.

L'insécurité et l'exaspération grandissaient, et la volonté d'en finir avec ce régime également, mais l'atomisation des chômeurs empêchait un rassemblement social «à gauche».

La gauche politique n'existait pas, le SPD défendait le régime de Weimar en tant que régime démocratique, fruit des conquêtes des travailleurs, et le KPD en voulait au contraire le dépassement, l'abolition.

Les décrets qui continuaient à changer les règles de l'assistance ont contribué de manière déterminante à augmenter le chômage «caché»; un nombre de plus en plus important de personnes tombait en dehors de garanties de la protection sociale, d'autres renonçaient à faire appel à des droits continuellement remis en discussion.

Le système était articulé selon trois formes d'intervention : la première était l'*Arbeitslosenunterstützung* (ALU), c'est-à-dire l'allocation chômage prévue par la loi sur l'assurance obligatoire contre le chômage de 1927, dont ne pouvaient bénéficier que ceux qui avaient eu une certaine durée de cotisations, et donc ceux qui avaient eu un travail de manière stable pendant plusieurs années.

La deuxième forme d'assistance était appelée la *Krisenunterstützung* (KRU), c'est-à-dire l'allocation prévue pour des situations exceptionnelles de crise concernant des districts industriels particuliers ou des usines particulières (quelque chose qui ressemblait vaguement à notre allocation extraordinaire de chômage partiel), mais dont ne bénéficiaient essentiellement que ceux qui n'avaient pas atteint la période de contribution nécessaire pour obtenir l'ALU, et par conséquent les précaires, ceux qui n'avaient pas réussi à trouver un travail stable et qui alternaient des périodes d'activité et des période de chômage; cette forme d'allocation était également prévue par la loi de 1927.

La troisième forme d'assistance était en revanche prévue dans une loi de 1924 que l'on pouvait qualifier de véritable loi d'intervention sur la pauvreté; tandis que les deux allocations précédentes étaient gérées par les Bureaux du Travail et faisaient par conséquent partie d'un système de prévoyance étatique, ce troisième type d'allocation était distribué par les communes; la différence fondamentale résidait dans le fait que ceux qui n'avaient pas une période d'ancienneté

de travail et de cotisation suffisante pour pouvoir bénéficier des droits prévus par la loi de 1927 retombaient dans cette forme d'assistance qui ne représentait pas un droit résultant d'un mécanisme de prévoyance et d'assurance, mais un geste de solidarité de la part de la commune de résidence qui est effectué sur la base de critères discrétionnaires, *ad personam*, et en outre avec l'obligation de remboursement; cette forme était appelée la *Wohlfahrtunterstützung* (WU).

Or le point important est le suivant : avec le «Grande crise», il se produit à un niveau de masse des périodes de chômage de plus en plus prolongées, et – étant donné que le système était conçu comme un système à trois niveaux – un nombre de plus en plus grand de personnes qui bénéficiaient de l'allocation, du fait de la période prolongée de chômage, en venaient à perdre leurs droits acquis dans la mesure où elles ne cotisaient plus, ou bien la période de bénéfice prévue par les allocations des deux premiers niveaux en venait à se terminer.

Il s'est donc passé que, au cours de la «Grande crise», un nombre de plus en plus important de personnes sort des deux premiers niveaux et tombe au troisième niveau, avec cette conséquence que les communes se sont trouvées à devoir faire face à une intervention non prévue, et surtout que les chômeurs recevaient une allocation de plus en plus faible.

En d'autres termes, les chômeurs devenaient des pauvres assistés étant donné que la mesure dans laquelle ils avaient droit à une assistance était décidée non plus par une bureaucratie ministérielle, mais par une bureaucratie communale, qui parfois n'y était pas préparée, mais surtout qui parfois était submergée par l'énorme masse de demandes à laquelle elle devait faire face.

Pour les derniers gouvernements de Weimar, cette situation présente (si je puis dire) un avantage dans la mesure où elle décharge les finances de l'État du problème de l'assistance et le transfère aux finances communales.

D'autre part, qu'est-ce que cela signifie pour les chômeurs et en particulier pour le noyau central de la classe ouvrière, qui en arrivait à se retrouver refoulé dans un système d'assistance qui l'assimilait aux couches les plus faibles et les plus marginales de la société ? Cela signifiait que les ouvriers devenaient des «pauvres», non seulement de fait, mais encore de droit.

Le lien avec un «État social», sur lequel avaient compté aussi bien la social-démocratie que les syndicats pour donner le sens de la citoyenneté à la classe ouvrière dans la République de Weimar et pour lui inculquer de cette manière-là de la fidélité envers les institutions républicaines, se brisait et ce décollement contribuait à créer ensuite un sentiment d'indifférence de la classe restée sans travail par rapport à l'État et à ses institutions : par conséquent, quand on dit que la classe ouvrière n'a pas défendu convenablement la démocratie républicaine, il faut avoir à l'esprit que cette démocratie représentait désormais bien peu de chose aux yeux du noyau central de la force de travail. En refoulant les chômeurs dans le système de l'assistance communale, l'on constituait une armée de personnes qui allaient quémander la charité à un fonctionnaire, lequel devait, très souvent, sur la base d'une impression subjective, juger de leurs besoins; les chômeurs ne pouvaient obtenir l'allocation que s'ils parvenaient à convaincre le fonctionnaire de l'assistance lors d'un entretien individuel; il se formait ainsi une masse de millions de personnes susceptibles d'être victimes d'un chantage et, ce qui est plus important pour le régime nazi ultérieur, de personnes fichées.

Mais ce n'est pas tout. Comme nous l'avons dit, l'allocation distribuée par les communes était soumise à l'obligation de remboursement; il s'est ainsi formé une masse de personnes endettées à vie vis-à-vis des finances communales (en 1935, par une manœuvre habile, Hitler a émis un décret par lequel étaient effacées toutes les dettes des personnes assistées à l'égard des communes).

Ces circonstances expliquent alors pourquoi, avec la progression de la crise, un nombre de plus en plus grand de personnes a renoncé à recourir à toute forme d'assistance et est allé grossir de plus en plus le nombre de ceux qui n'étaient plus enregistrés comme chômeurs.

Il se crée par conséquent le problème politique, économique, social et statistique, de ce que l'on a appelé le «chômage caché» durant le «Grande crise»; au début de la crise, les personnes qui bénéficiaient d'un droit à l'allocation chômage, celle que nous avons appelée l'ALU, représentent la grande majorité des assistés; en 1933, au mois de mars, quand Hitler est déjà au pouvoir et que

le chômage atteint son maximum, elles sont devenues une minorité; la grande majorité s'est retrouvée dans le troisième récipient, si l'on imagine ce système comme un système de vases communicants; il s'agit de millions de personnes qui sont complètement à la merci du système communal d'assurance contre la pauvreté.

L'on doit naturellement ajouter à ces personnes-là celles qui, en ayant assez d'être soumises à un système hautement discrétionnaire, d'être fichées et en outre de devoir rembourser un jour les maigres allocations reçues, allaient grossir les rangs du «chômage caché» et qui sont – comme je l'ai déjà dit – 32,5 % du total des assistés en 1930, 37 % en 1932, 36,6 % à la fin de 1933 (nous devons garder à l'esprit que ce fléchissement au cours de l'année 1933 est dû à la baisse du chômage au moyen de systèmes obligatoires de remise au travail introduits par le nazisme, dont nous parlerons d'ici peu).

Le résultat de cela est par conséquent que, dans les années de crise, la partie la plus faible du prolétariat est soumise à un système de contrôle et de chantages de l'assistance publique, ou bien qu'elle renonce tout simplement à l'assistance et qu'elle se retrouve privée de toute référence sociale et institutionnelle autre que celle qui est représentée, pour une minorité, par les organisations politiques. Parmi ces organisations, celles qui exerçaient la plus grande attraction sur la masse des chômeurs et des déracinés étaient le Parti national-socialiste et le Parti communiste, qui, au cours de ces années-là, obtenaient les plus grands succès électoraux lors des élections législatives et locales.

Nous le répétons encore une fois, afin d'être plus clairs : le problème n'était pas seulement celui du chômage, il était aussi celui du système de gestion de l'assistance au chômage et à la pauvreté. Celui-ci semblait avoir été fait exprès pour provoquer une atomisation ultérieure à l'intérieur du prolétariat, ainsi que toutes les recherches récentes sur ces années de crise l'ont souligné.

«Asociaux» : du bureau d'assistance au *Lager*

Ces mêmes recherches, et d'autres qui se sont accumulées au cours de ces dernières années, ont mis en lumière le fait que le système d'assistance et la bureaucratie qui l'administrait ont toujours été conçus par le prolétariat allemand comme une partie adverse avec laquelle il fallait se mesurer durement.

Dans le dernier numéro de la revue «Werkstatt Geschichte», le 4, datant du mois de mars passé, est rapportée toute une série de témoignages de personnes qui racontent leur histoire et leurs tribulations de pauvres et de chômeurs contraints à faire la queue devant le Bureau de l'assistance dans les années 20; dans la mémoire de ceux qui ont vécu ces années-là, le rapport avec le Bureau de l'assistance a toujours été de type conflictuel; il y a des témoignages qui se réfèrent soit à la période de la grande inflation (1923), soit à la période suivante de la rationalisation massive (1924-1928), soit à la période de la «Grande crise» (1929-1933).

Ces événements réduisent à la pauvreté des personnes de différentes couches sociales, des employés, des commerçants, des artisans, qui se trouvent à faire la queue avec des personnes âgées, des ex-prostituées, des femmes seules avec enfants, des marins sans embarquement, des ouvriers d'usine sans travail, des jeunes couples privés de moyens, des invalides; une fois par jour, une fois par semaine, une fois par mois, ils doivent convaincre les fonctionnaires de service de la légitimité de leurs demandes, ils doivent raconter leurs histoires personnelles, les répéter, avec un mélange d'humiliation et de résignation.

Le Parti communiste, depuis que le système d'assistance a été établi par la loi, fait de l'agitation et encourage la mobilisation parmi les candidats à l'assistance afin qu'ils contrecarrent, avec des comportements collectifs, l'intention de la bureaucratie de les diviser et qu'ils n'acceptent pas de se présenter avec une attitude humble, mais avec une attitude de quelqu'un qui revendique un droit. De cette manière-là, le comportement des assistés, grâce à la propagande communiste, est

devenu de plus en plus péremptoire et agressif, et il a créé de fortes réactions chez les fonctionnaires et un durcissement de la structure. Dans le numéro de la revue cité, sont en effet rapportés des dizaines d'épisodes d'assauts, d'altercations, de menaces aux fonctionnaires, avec de continuelles interventions de la police. Ce sont des scènes qui accompagnent la vie quotidienne de toute la République de Weimar, surtout dans les grandes villes. Il ne faut pas en effet oublier que les communes, pour autant qu'elles recevaient des subventions appropriées de l'État et pour autant que l'État fixait des critères généraux, attribuaient des allocations en fonction de leurs possibilités financières; dans les petites communes, où vivait la majorité de la population allemande, il est évident que les moyens disponibles pour l'assistance étaient très limités; il pouvait donc arriver que, soit pour ce qui concerne le niveau des allocations, soit pour ce qui concerne les bénéficiaires de l'assistance, soit pour ce qui concerne la forme de l'allocation (qui pouvait être également attribuée en nature ou en contrepartie d'un travail) il y avait une énorme différence de zone à zone et de commune à commune.

Et puis il y avait le grand problème représenté par le nombre vraiment important des travailleurs migrants, qui se déplaçaient d'un lieu à l'autre, à la recherche d'un travail et qui demandaient une assistance non pas dans la commune de leur résidence, mais dans celle dans laquelle ils se trouvaient de fait.

Si cette situation provoquait déjà des tensions et des embarras dans la période précédant la «Grande crise», l'on peut imaginer combien il en a été provoqué avec l'éclatement et l'aggravation de la crise elle-même et avec le fait que, comme nous l'avons vu, une masse de millions de personnes, expulsée du système étatique, s'est déversée d'un coup sur le système d'assistance communal; cependant, c'est précisément alors que le système d'assistance, en tant que système de contrôle et de fichage, a fait son apparition dans toute son envergure. Avec la radicalisation des rapports entre la structure et l'assisté au cours de la «Grande crise», la structure elle-même perd la presque totalité de son caractère de service social et elle devient de plus en plus un système policier suppléant vis-à-vis des parties les plus faibles de la société, elle devient un système qui divise et sélectionne de plus en plus, en créant d'autres facteurs de dégradation, mais surtout en institutionnalisant les différences.

C'est ici que se greffe le système nazi. L'un des arguments de fond de la recherche sur les marginaux dans la période finale de la République de Weimar concerne le rôle joué par le système d'assistance. À ce propos, notre Fondation a effectué une recherche très importante qui concerne l'histoire de l'assistance communale de Hambourg (le volume, édité par Angelika Ebbinghaus, est paru en 1989 et a pour titre *Opfer und Täterinnen*). Qu'est-ce que cette recherche a mis en lumière? Que le personnel de la bureaucratie de l'assistance, en grande partie féminine, est passé sans traumatismes du gouvernement social-démocrate au gouvernement nazi. Les nazis ont repris presque tout le personnel et ils lui ont demandé de travailler comme auparavant, c'est-à-dire de continuer à exercer la fonction de surveillance, de contrôle et de fichage, et ils ont construit une structure parallèle de sélection des marginaux, sur des bases biologiques et raciales.

La structure du service d'assistance, qui était composée de travailleurs socio-sanitaires en plus du personnel administratif, fournissait une série d'informations sur des sujets particuliers, sur des «cas» particuliers, à la structure qui devait intervenir sur le plan de la ségrégation ou de l'anéantissement physique des personnes (internement dans des camps de travail, dans des cliniques psychiatriques, ou soi-disant telles, où étaient pratiquées la stérilisation forcée et d'autres interventions d'«eugénisme»).

La majorité de ces personnes a été considérée comme passible de traitements de ségrégation ou d'anéantissement en tant qu'*Asozialen*, asociaux, parce qu'elles étaient depuis trop longtemps au chômage, parce qu'elles avaient commis de petits délits contre le patrimoine, parce qu'elles s'étaient prostituées, parce qu'elles étaient atteintes de graves invalidités, parce qu'elles avaient des comportements matrimoniaux ou sexuels déplacés, parce qu'elles avaient pris à plusieurs reprises des attitudes antagonistes et de protestation sur le lieu de travail ou contre des représentants des institutions (c'est le cas de la majorité des sympathisants communistes), parce qu'elles avaient

changé trop fréquemment de résidence ou simplement parce qu'elles avaient été trop de fois été attrapées sans billet dans les moyens de transport.

Une grande partie des pauvres et des marginaux a ainsi été définie comme «asociale» sur la base d'informations recueillies par les bureaux d'assistance et retranscrites sur les fiches personnelles; ces personnes étaient donc acheminées vers un processus de sélection qui n'a pas été seulement un processus de sélection raciale, mais aussi un processus de *sélection sociale*. La majorité des internés dans les camps, au début du régime nazi, était composée de ces prétendus «asociaux», qui seront désignés ultérieurement par le terme de *gemeinschaftsfremde* («étrangers à la communauté»). En 1941, il y avait encore 110 000 détenus allemands non juifs dans les camps de concentration, internés en tant qu'*Asozialen*. La politique de sélection de la race n'a pas par conséquent pris sa source dans l'antisémitisme, elle n'a pas pris sa source sur une base ethnique, mais elle est née pour faire face à la question sociale, elle est née pour détruire physiquement les marginaux (ainsi que le reconnaît aussi l'historien George Mosse dans son *Intervista sul nazismo*, republiée par Mondadori l'année passée, la véritable persécution des juifs a commencé en 1937-38).

C'est sur les bases de la sélection sociale des marginaux que s'est développée ladite politique eugéniste nazie ou, comme elle a été appelée, la «politique démographique» (*Bevölkerungspolitik*). Les premiers *Lager* ont été des «maisons de travail» (*Arbeitshäuser*), c'est-à-dire des asiles où devaient être logés ceux qui, en échange de l'allocation d'assistance, devaient rendre un service de travail obligatoire. C'est là qu'est né le système concentra-tionnaire nazi.

C'est sur la base de la loi de 1924, qui instituait l'assistance aux pauvres, que le travail forcé a été également fixé par la loi. Et donc, quand Hitler a mis en œuvre les premières dispositions destinées à relancer le travail afin de résorber à marche forcée le chômage, il l'a fait en se réclamant de la loi instituant le travail obligatoire. La loi du premier juin 1933 (*Gesetz zur Verminderung von Arbeitslosigkeit*, c'est-à-dire la «Loi pour la réduction du chômage»), l'une des lois-cadres les plus importantes de politique active du travail, se réclame explicitement des règles sur le travail obligatoire de 1924. Dans ce contexte, le rapport de travail est vu comme un rapport qui ne donne pas droit à une rétribution, étant donné qu'il est une partie d'une attribution d'assistance, et par conséquent il se place en dehors des normes du droit civil qui régissent le rapport de travail; le travailleur n'ayant pas droit à une rétribution, les services en nature qu'il reçoit, c'est-à-dire le gîte et le couvert, font partie intégrante de l'allocation d'assistance, laquelle prend la forme juridique d'un acte de droit public. La résorption du chômage par le gouvernement d'Hitler lors des deux années suivantes a été réalisée en s'en remettant à cet instrument d'ordre juridique.

Le régime nazi s'est vanté d'avoir résorbé en l'espace de deux ans un nombre de chômeurs égal à environ 8 millions; mais il ne faut pas oublier qu'environ 70 % des postes de travail créés par la politique active d'emploi du régime nazi concernait des travailleurs qui faisaient partie du grand programme d'ouvrages publics de type infrastructurel (comme les autoroutes). La force de travail ainsi employée rentrait dans le cadre juridique du travail obligatoire (*Pflichtarbeit*). C'est là aussi la raison du mécontentement grandissant qui s'est répandu parmi ces travailleurs et qui, dans les années 1935-36, a donné lieu à ce que certains ont défini comme un véritable «cycle de grèves». 260 arrêts de travail ont été signalés par les autorités policières et par les organes du Parti, la majeure partie d'entre eux ont eu lieu sur les chantiers pour la construction d'autoroutes ou sur des chantiers relatifs à d'autres ouvrages publics.

Les rares données disponibles concernant les personnalités qui ont joué un rôle d'agitateurs, d'initiateurs ou d'organiseurs, de ces arrêts de travail, mettent de toute façon en évidence que la grande majorité des ouvriers les plus actifs dans la protestation avaient derrière eux des expériences, bien que brèves, de captivité et d'internement dans les camps.

Ces éléments, et la donnée de fait que la grande majorité des travailleurs ont été orientés vers le travail de manière plus ou moins forcée, rendent peu crédible la thèse selon laquelle le régime nazi a été un exemple très avancé du keynésianisme. Il serait plus exact de dire que le régime nazi a combiné certaines formules que nous pourrions qualifier de keynésiennes (financement d'ouvrages publics afin de créer des postes de travail) avec des mécanismes relevant de l'assistance

hérités de l'époque weimarienne et avec – facteur absolument fondamental – un système de coercition et de répression dans lequel le *Lager* est une composante essentielle de la politique du travail. Bref, la distribution d'argent public destinée à résorber le chômage n'a pu exister que dans un régime du travail où non seulement les variables de marché sont suspendues, mais où il subsiste une très vaste zone dans laquelle le travail est considéré comme en dehors des règles du code civil et dans laquelle il est un facteur confié pour une bonne part aux décisions discrétionnaires du pouvoir exécutif, c'est-à-dire qu'il est un travail militarisé.

Par conséquent, l'attitude prédominante du nazisme vis-à-vis de la classe ouvrière est celle qui conduit non pas à sa promotion et/ou à son émancipation (comme Zitelmann le soutient), mais à sa militarisation.

Les années de la guerre civile rampante

Je voudrais aborder un problème qui a été constamment soulevé par l'historiographie. L'on a dit : pourquoi la classe ouvrière allemande ne s'est pas insurgée avec des manifestations violentes (barricades, grèves générales, occupations d'usines ou de gares, etc.) contre le pouvoir hitlérien en 1933 ? Pourquoi ne s'y est-elle pas opposée de toutes ses forces dans les années précédentes ? Ces interrogations font partie du répertoire des faux problèmes et des mystifications qu'une certaine historiographie a produit pour nier en revanche ce qu'a été la réalité, c'est-à-dire qu'une partie du prolétariat allemand, surtout dans les grands centres urbains et industriels, organisée pour partie par le Parti communiste, mais aussi dotée de formes autonomes d'autodéfense, a tenté par tous les moyens possibles de contrecarrer les nazis au cours des dernières années de la République de Weimar, quand les escouades d'action de Hitler et les initiatives syndicales des cellules d'usine nazies se montraient de plus en plus agressives, et qu'elles conquéraient le territoire petit à petit.

En général, la réponse qui est donnée à ces questions est que les conditions de vie dans les couches prolétariennes disposées à s'opposer aux nazis sur le terrain étaient tellement dures, puisqu'il s'agissait quasi exclusivement de chômeurs de longue durée, que, bien qu'elles aient eu une attitude subjective de disponibilité à l'affrontement, la durée de cet affrontement ne pouvait être que brève et éphémère.

Si, dans cette seconde version, il y a beaucoup de vrai (comme nous venons de le voir en parlant du système d'assistance), elle évite cependant, elle aussi, d'entrer dans le vif du sujet concernant les problématiques concrètes qu'un affrontement physique au niveau urbain pose dans une situation qui est, bien que caractérisée par de forts éléments de déstructuration sociale produits par la crise, une situation dans laquelle la violence politique devait cependant tenir compte d'une structure étatique dotée de tous les moyens pour intervenir sur le plan du rétablissement de l'ordre public.

Le problème est par conséquent beaucoup plus complexe étant donné qu'il concerne les méthodologies d'étude d'un phénomène totalement spécifique qui est celui de ce que l'on appelle la «violence politique». Les historiens, en général, refoulent ce problème ou bien ils le traitent quasi exclusivement du point de vue des préfets de police, y compris parce que les sources qui sont utilisées dans ces cas sont presque exclusivement celles de la police. En revanche, la réalité est beaucoup plus complexe et elle doit être abordée plutôt du point de vue subjectif de ceux qui se sont trouvés au cours de ces années-là à devoir faire face à une confrontation physique avec les escouades nazies.

Faisons par conséquent un petit pas en arrière afin de comprendre certaines des conditions historiques de fond qui ont déterminé le cadre dans lequel s'est déroulé l'affrontement physique entre les militants communistes ou prolétariens et les activistes nazis.

La République de Weimar, comme on le sait, a été gouvernée, dans la période qui va de la fin de la «Grande inflation» (1924) au début de la «Grande crise» (1929), par des coalitions du centre et de la gauche, dans lesquelles le rôle des sociaux-démocrates a conservé un poids notable, tandis

que dans les années de la crise finale (1930-33), elle été gouvernée au contraire par des coalitions du centre et de la droite, dans une situation de complète disqualification du parlement, avec une pratique de gouvernement fondée sur des décrets présidentiels et gouvernementaux qui mettaient hors-jeu les mécanismes formels de la démocratie parlementaire.

La République de Weimar était un étrange système étatique; une large partie de son territoire était en effet constituée par la Région de la Prusse, à l'intérieur de laquelle – sur la base de la Constitution fédéraliste – il y avait un gouvernement qui ne reflétait pas les mêmes rapports de force existant dans le parlement national.

La Prusse était en effet gouvernée par les sociaux-démocrates qui y étaient en position majoritaire. Berlin faisait partie de la Prusse et par conséquent il y avait dans la capitale une superposition entre gouvernement national et gouvernement régional qui, en fin de compte, est entrée en crise (1931-32).

Or, le gouvernement prussien était tenu solidement en main non pas par le Parti social-démocrate en tant que tel, mais plutôt par certains de ses représentants, qui bénéficiaient d'un large prestige et d'un pouvoir personnel, et qui se situaient sur des positions d'extrême-droite à l'intérieur du parti. L'homme qui commandait en Prusse et qui a été pendant de longues années le premier ministre du gouvernement prussien était Otto Braun, un homme aux tendances ouvertement et manifestement autoritaires qui voyait le rôle de la social-démocratie dans le maintien de l'ordre public, dans l'intangibilité de la bureaucratie d'État et dans l'entente corporatiste et consensuelle entre les syndicats et le grand capital.

Il était favorable, pour parler comme Theodor Eschenburg, l'auteur d'un beau livre sur le problème de l'«ingouvernementabilité» dans la République de Weimar, à une «dictature révocable».

Le principal collaborateur d'Otto Braun pendant plusieurs années, Albert Grzesinski, a été ministre de l'Intérieur de la Prusse et à partir de 1930 aussi chef de la police à Berlin.

Il ne faut pas oublier que les sociaux-démocrates détenaient alors un pouvoir exceptionnel sur les forces de l'ordre parce que, en 1928, l'un des leurs, Carl Severing, avait été nommé ministre de l'Intérieur du Reich. Le SPD en avait profité pour réorganiser la police de manière très efficace, en ayant comme principal objectif de constituer un corps spécial de défense contre les désordres et les soulèvements bolcheviks. En revanche, cette police ne s'est pas montrée aussi efficace et motivée dans le travail de prévention et de répression de l'organisation nazie de groupes armés. Cette situation ne pouvait pas ne pas aggraver la fracture historique qui existait déjà entre les sociaux-démocrates et les communistes depuis l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, fracture qui a connu un moment particulièrement dramatique et de «non retour» avec les événements du Premier Mai 1929.

Comme vous le savez, dans la République de Weimar, le Premier Mai n'était pas un jour férié – c'est ensuite Hitler qui, en 1933, a déclaré le Premier Mai comme fête nationale du travail –, et par conséquent cela devenait à chaque fois une question de haute valeur morale et en même temps d'ordre public d'en célébrer l'anniversaire; d'une part, les communistes, les sociaux-révolutionnaires et les anarchistes, voulaient en faire une journée de lutte et de fête du prolétariat, une journée publique, ouverte, comme un défi lancé au capital et à l'ordre existant, et de l'autre, les sociaux-démocrates, qui balançaient entre des préoccupations respectueuses de la légalité et, en même temps, des exigences d'affirmation de leur rôle et de leur présence dans une journée aussi importante.

Le Premier Mai 1929 tombait à Berlin dans une atmosphère particulièrement tendue; l'on entrevoyait les premiers signes de la crise économique et de la crise du système politique.

Le chef de la police de Berlin, Zörgiebel, un social-démocrate, avait déjà interdit en décembre 1928 toutes les manifestations en plein air, et, en mars 1929, il avait étendu cette interdiction à toute la Prusse; par conséquent, il a renouvelé cette interdiction pour le Premier Mai 1929, et il invitait les syndicats à s'abstenir de toute manifestation publique et à organiser seulement des manifestations dans des lieux clos. Les communistes ont décidé de défier l'interdiction et de

manifestes dans les rues. Les syndicats sociaux-démocrates et le SPD ont organisé au contraire leurs manifestations dans des théâtres, des sièges d'associations, etc. Le mot d'ordre communiste a été : « Nous n'acceptons pas l'interdiction. Nous manifesterons dans la rue et, si la police tente de nous attaquer, nous proclamerons la grève générale le lendemain ». Et c'est qu'il est advenu.

Comme la recherche dans ses archives nous l'a démontré, la police a organisé avec préméditation une attaque avec des unités spéciales antiémeutes. Il y a eu des affrontements violents dans lesquels ont été également impliqués plusieurs ouvriers qui sortaient des manifestations en intérieur des syndicats sociaux-démocrates. Le Parti communiste a appelé à la grève générale pour le lendemain, mais, malgré la pression de nombreux militants, il n'a pas distribué d'armes; néanmoins, dans les quartiers de Neukölln et de Wedding, des barricades ont été élevées et la police les a assiégées pendant trois jours avant de pouvoir s'en emparer.

Le bilan final sera très lourd : trente morts, tous du côté des manifestants, 200 blessés, 1.200 arrêtés sur lesquels 44 mis en détention. Le ministre de l'Intérieur prussien en a profité pour mettre hors la loi les organisations de masse du Parti communiste.

Ces événements provoqueront une fracture inguérissable entre, d'une part, les militants communistes et, de l'autre, le parti social-démocrate et ses organisations. Les recherches d'histoire orale ont mis en lumière le fait que le souvenir de ces événements dans la mémoire des militants prolétariens, et pas seulement communistes, représentaient un tournant décisif, un «point de non-retour», dans la perception du détachement profond par rapport à ce qui était représenté par le SPD. Si la responsabilité de l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht pouvait toujours être attribué aux Freikorps et non pas seulement à la politique de Noske, l'initiative répressive du Premier Mai 1929 à Berlin ne pouvait être qu'entièrement attribuée aux ministres et aux fonctionnaires sociaux-démocrates. Cela a été un traumatisme qui a brisé la classe ouvrière, et cela à la veille de l'affrontement final avec les milices nazies.

Il faut en effet tenir compte du fait que l'expansion du national-socialisme s'est d'abord produite dans le Sud, c'est-à-dire en Bavière, pour ensuite se poursuivre dans les territoires agricoles de l'Allemagne centre-orientale, dans les anciens districts de l'industrie textile de la Thuringe et de la Saxe d'une part, c'est-à-dire en direction du nord-est, tandis qu'en direction du nord-ouest, il conquerrait les zones catholiques du pays de Bade, de la Rhénanie et de la Westphalie. La poussée vers le nord semblait suivre une manœuvre d'encerclement qui devait se diriger vers les métropoles rouges, vers les ports du Nord et surtout vers Berlin, grande place forte ouvrière. Berlin était alors une ville avec un fort prolétariat industriel (de l'industrie électromécanique) et tertiaire (transports et grande distribution) qui contrôlait des quartiers entiers; quand on parle de quartiers ouvriers, du type Neukölln, Treptow, Steglitz, l'on parle d'agglomérations de 200.000 habitants, pour donner un ordre de grandeur. La bataille pour conquérir Berlin et sa région a duré environ trois années, alors que la «Grande crise» faisait rage.

Les nazis ont confié cette tâche à des personnages habiles et sans scrupules qui représentaient l'extrême «aile gauche» du parti, des hommes qui pratiquaient une agitation très radicale, laquelle avait tendance à couper l'herbe sous les pieds non seulement aux syndicats sociaux-démocrates, mais aussi aux communistes. Ces gens-là ont mis en avant et combiné ensemble une propagande «ouvriériste» et syndicale très radicale, confiée aux «cellules d'usine national-socialistes» (NSBO), avec une action systématique de terrorisme, confiée aux milices et aux bandes armées.

La figure centrale du Parti nazi dans la bataille pour Berlin a cependant été celle de Joseph Goebbels, un grand spécialiste des médias et de la communication de masse, tandis que des deux leaders radicaux, Otto et Gregor Strasser, le premier a quitté le parti en 1930 et l'autre a été marginalisé peu après la nomination de Hitler comme chancelier.

Streetfighters et wilde Cliquen : ceux qui combattaient dans les rues de Berlin

Durant toute la République de Weimar, le terrain de la politique n'était pas seulement celui de la dialectique entre les partis, mais il était surtout le terrain direct, extra-parlementaire, qui comprend souvent aussi l'affrontement quotidien dans la rue et dans le quartier, entre, d'une part, les prolétaires et les militants des groupes qui se situent à la gauche du SPD, et, d'autre part, les forces de l'ordre, les milices et la soldatesque irrégulières de la droite, auxquelles s'ajoutent enfin de plus en plus massives et menaçantes les bandes armées national-socialistes.

Ce qui nous intéresse, c'est de voir cet aspect de la lutte politique dans une période et un lieu bien déterminés. La période est celle des trois dernières années de vie de la République de Weimar et le lieu, c'est Berlin. Ce sont les années des grands succès électoraux des communistes et des nationaux-socialistes, ce sont les années de la «Grande crise», et la conquête de Berlin représente un peu pour Hitler la «bataille finale». Nous devons répondre à la question de savoir si le prolétariat allemand a ou non opposé de la résistance manu militari à l'avancée du nazisme. En se fondant sur la reconstitution des événements de ces années-là à Berlin, la réponse est sans équivoque : cette résistance a existé, elle a été également armée, le prolétariat a défendu pied à pied le territoire et les quartiers qui, durant des décennies de lutte, étaient devenus ses places fortes. Nous nous servons pour cela en particulier des recherches d'une spécialiste anglaise, Eva Rosenhaft, de son livre publié par la Cambridge University Press en 1983, intitulé *Beating the fascists?* (sous-titré : «Les communistes allemands et la violence politique 1929-1933»), une reconstitution très soignée de l'affrontement physique entre les communistes et les nationaux-socialistes à Berlin) et de son essai *Organizing the «Lumpenproletariat» : cliques and communists in Berlin during the Weimar Republic*, publié en 1982 dans un recueil d'études portant sur la classe ouvrière allemande sous la direction de Richard J. Evans.

Comment se déroule l'affrontement de rue entre le *milieu* ouvrier, qui contrôlait alors des quartiers entiers de la ville, et les activistes du Parti national-socialiste ? Et quels sont les problèmes de la tactique et de la technique de la lutte – qui est surtout politique avant d'être militaire – rue par rue ? La structure paramilitaire du Parti communiste était très forte, y compris parce qu'elle attirait, avec la politique de rue, les jeunes chômeurs, et elle était subdivisée en différentes organisations. La plus grande de celles-ci était le *Kampfbund gegen den Faschismus*, qui, à la fin de 1931, avoisinait les 100.000 membres et qui comptait à Berlin, dans la même période, sur 7.000 militants.

Comme on le voit, il y avait de très nombreuses adhésions à cette politique qui s'exprimait essentiellement dans les actions militantes. Nous avons par conséquent une structure très complexe et ramifiée d'autodéfense organisée par le Parti communiste, et pas seulement dans les quartiers contrôlés par lui. L'organisation et la dimension spécifiquement «militaire» de l'action politique communiste acquièrent un poids de plus en plus grand au fur et à mesure que se développent l'initiative et l'agressivité des bandes armées national-socialistes.

Ce mécanisme ne pourra pas ne pas créer des contradictions, et ensuite provoquer une crise à l'intérieur de l'organisation du parti à Berlin. J'anticipe ce problème des contradictions internes au Parti communiste parce qu'il ne faut pas oublier les énormes difficultés qu'une lutte, qui prévoit un terrain d'affrontement physique et militaire, présentait pour le prolétariat allemand d'alors.

La première grande difficulté était représentée par les conditions de vie et de travail de l'immense majorité de ceux qui étaient les protagonistes directs de l'affrontement. La base communiste était composée essentiellement de chômeurs, ou d'ouvriers qui travaillaient dans des petites entreprises, ou encore dans ces secteurs du tertiaire caractérisés par le travail occasionnel, précaire. À la fin de 1929, le parti déclarait 135.160 membres, dont 50 % travaillaient en usine; deux années plus tard, à la fin de 1931, les membres étaient devenus 381.000 dont seulement 17 % travaillaient en usine. Le district de Berlin-Brandebourg comptait environ 30.000 membres à la fin de 1930, dont 51 % étaient des chômeurs, mais, à la Conférence d'organisation du district en septembre 1931, sur 96 délégués, 88 étaient des chômeurs.

Ces chômeurs faisaient partie de la catégorie de ceux qui retombaient au troisième niveau du système d'assistance, celui de l'assistance communale; c'étaient les plus soumis au chantage, les plus

contrôlés, qui souvent, pour échapper aux contrôles, renonçaient aux bénéfices des allocations de l'assistance communale.

C'étaient des jeunes et des très jeunes, qui faisaient souvent partie de familles éclatées, qui n'avaient jamais travaillé et qui n'avaient pas de perspectives de trouver du travail, qui entraient et sortaient du parti et de ses organisations avec une extrême facilité.

Quelqu'un a dit qu'ils étaient semblables par certains côtés à ceux qui avaient le même âge qu'eux et qui militaient dans les rangs des organisations national-socialistes.

En réalité, même si c'est vrai que la caractéristique des activistes des deux partis était l'âge extrêmement jeune, les succès respectifs dans le recrutement se produisaient toutefois dans des contextes différents. Ce sont précisément les recherches électorales de Falter et des historiens américains qui ont mis en lumière que le vote nazi a été relativement faible dans les zones à chômage élevé et indubitablement élevé dans les zones à chômage faible, tandis que le vote communiste était sans l'ombre d'un doute fort dans les districts à chômage élevé. Si quand même certaines caractéristiques générationnelles et sociales des activistes communistes et des activistes nazis étaient similaires, la condition dans laquelle ils en arrivaient à se retrouver comme militants dans l'affrontement direct étaient radicalement différentes : les financements dont le parti de Hitler disposait permettaient de rémunérer les escouades et de leur donner un minimum de structure d'armée mercenaire; les militants communistes quant à eux agissaient sur la base du pur volontariat et ils ne pouvaient bénéficier d'un soutien matériel que dans le cas où ils auraient encouru des sanctions pénales (la *Rote Hilfe*, le Secours rouge, était une organisation puissante et bien organisée, même si malheureusement, dans les dernières années de Weimar, elle a fini elle aussi dans les difficultés des crises internes du parti). En conséquence, c'étaient là des conditions difficiles d'existence pour les militants prolétariens engagés dans l'affrontement quotidien avec les nazis, et pourtant ils lutteront avec une détermination et une abnégation vraiment exceptionnelles.

C'est la raison pour laquelle la crise qui a éclaté au sein du parti en mai 1932 a eu des effets dévastateurs sur cette structure militante; cette crise a été caractérisée par la marginalisation de Heinz Neumann, l'un des trois dirigeants qui, avec Thälmann et Remmele, gouvernait le parti, l'éloignement d'Albert Kuntz, le responsable de l'organisation du parti à Berlin, et des deux leaders de la jeunesse communiste, Alfred Hiller et Kurt Müller. Cette crise interne est le résultat du conflit au sein du parti qui s'était aggravé après la victoire électorale de 1930 et qui avait pour objet le rapport entre la violence individuelle et l'action de masse. Les succès électoraux du parti avaient donné un plus grand poids à la fraction parlementaire et il était par conséquent plus difficile d'ajuster le rapport entre la pratique légale et les actions semi-légales.

C'est la période où, suite aux pressions du Komintern, le KPD a entamé un changement de tactique qui condamne les actions individuelles, qui mise sur l'unité d'action à la base avec les militants et les sympathisants du SPD et qui tente même une récupération de la base ouvrière des nationaux-socialistes. Malgré tout, la lutte ne s'arrête pas, et, au contraire, la défense militante active des «quartiers rouges» contre l'intrusion nazie est une chose qui fait partie de l'activité quotidienne du prolétariat, parce que de très nombreux jeunes prolétaires – sortis de l'organisation communiste après que leurs leaders avaient été éloignés et mis en minorité et que la tactique du Front uni et de l'action de masse avait prévalu – avaient continué à garder en vie les structures d'autodéfense et à lutter.

En raison d'une longue tradition qui date de l'époque du Reich wilhelminien, il y avait dans les quartiers prolétariens de Berlin une profonde hostilité à l'égard de la police et il y a eu le cas, au cours de la République de Weimar, où, dans certains quartiers pauvres, les habitants ont préféré organiser des équipes de vigiles contre la criminalité plutôt que de demander l'intervention des forces de l'ordre; à chaque fois que, dans ces quartiers, la police arrêtait une personne, elle devait s'attendre à la possible réaction contre elle des gens du quartier.

Les communistes – c'est Walter Ulbricht qui a joué un rôle central dans l'organisation des structures militantes du parti à Berlin – ont constitué à leur tour des équipes de surveillance dans les quartiers et des groupes qui défendaient des catégories particulières de citoyens, comme les

groupes anti-expulsions (*Mieterschutz*). Il ne faut pas oublier enfin qu'une grande partie des jeunes prolétaires qui se sont opposés physiquement à l'intrusion national-socialiste n'adhérait à aucune organisation politique ou bien y adhérait de manière tout à fait marginale, sans aucun sens de la discipline de parti.

Eva Rosenhaft, Detlev Peukert et, avant eux, d'autres encore, parmi lesquels différents sociologues de l'époque weimarienne, ont concentré leur attention de spécialistes sur les bandes de jeunes (celles que l'on a dénommées *wilde Cliquen*) à cette époque-là. C'étaient des bandes qui avaient bien peu affaire à des activités criminelles et, par conséquent, le terme même de «bande» est inapproprié, il faudrait donc tout au plus l'entendre au sens le plus aimable du terme; elles étaient des formes de rassemblement du jeune prolétariat. Sur les 600 bandes de jeunes présentes en 1930 à Berlin, seul un pourcentage de 10 % avait des relations avec la délinquance organisée, tandis qu'environ les 70 % étaient représentés par celles qui étaient appelées les «bandes vagabondes» (*Wandercliquen*), car elles se déplaçaient en groupe, en passant de la ville à l'Hinterland, elles se faisaient souvent reconnaître par leurs bérets verts et blancs; l'un de leur passe-temps favoris était de se bagarrer avec la *Hitlerjugend*. En 1931, l'on comptait à Berlin environ 14.000 membres dans les bandes de jeunes; 50 % d'entre elles étaient considérées comme apolitiques et 15 % seulement se définissaient comme sympathisantes de l'extrême gauche. J'aime aussi mentionner ces circonstances parce que, parmi les promoteurs de cette conférence, il y a le Centre Social Conchetta. C'est-à-dire qu'il est bon de rappeler que, parmi ceux qui se sont affrontés physiquement à la jeunesse hitlérienne dans ces années-là, un rôle important a été joué par les formes auto-organisées du jeune prolétariat métropolitain, qui n'avaient souvent rien à faire avec les organisations communistes, mais qui avaient plutôt des sympathies libertaires. Leurs comportements étaient des comportements propres à une culture juvénile fondée sur le contrôle du territoire et sur une forte identité de groupe, dans une période dans laquelle – ce sont des données de 1933, quand Hitler monte au pouvoir – 63 % des jeunes de sexe masculin de moins de 25 ans à Berlin étaient chômeurs. Leurs comportements ne sont pas comparables à ceux des bandes de jeunes d'aujourd'hui à Los Angeles ou dans les villes sud-américaines, ni en degré d'agressivité, ni en degré d'armement, ni en général en pratique de la violence. C'étaient surtout des chômeurs; beaucoup finiront dans les premiers camps de concentration.

Eva Rosenhaft a cherché à quantifier la composition par métiers de ceux qui se battaient dans les rues contre les nazis (elle les appelle *the Streetfighters*); en se fondant sur les données rassemblées par la police et celles qui découlent des procès, 43 % étaient des ouvriers du secteur des transports, 25 % des métallos, 8,7 % des ouvriers du bâtiment, 7 % des ouvriers du bois et de l'ameublement, 6,4 % des ouvriers de l'industrie alimentaire, 2 % des typographes et des relieurs, 1,7 % des ouvriers du secteur de l'habillement, et 3 % n'étaient pas spécifiés.

Soit dit en passant, les ouvriers des transports, maritimes, portuaires, ferroviaires, seront très actifs dans la résistance au nazisme en exerçant non seulement un travail de propagande, mais aussi des actions de sabotage. Chez beaucoup d'historiens au contraire, les travailleurs des transports sont considérés comme l'avant-garde du national-socialisme dans la classe ouvrière.

Actions exemplaires et lutte de masse dans la campagne pour le contrôle des bistrots (*Kneipen-Kampagne*)

Quelle tactique le Parti nazi utilise-t-il pour pénétrer dans les quartiers prolétariens ? Dans la «Bataille de Berlin», l'un des moments les plus importants a été ce que l'on a appelé la campagne en vue du contrôle des *Kneipen*, c'est-à-dire des bistrots. Les quartiers ouvriers berlinois étaient alors habités surtout par des familles de chômeurs (dans ces quartiers-là, il y avait un taux de chômage de 75 %). Ces chômeurs ne savaient pas où aller durant la journée et ils stationnaient dans les bistrots. Les bistrots ont toujours eu une fonction importante dans toute l'histoire du prolétariat en tant que points centraux de la socialisation prolétarienne et ils ont fini par devenir aussi alors

des lieux de rencontre et d'échange politique, des carrefours de circuits d'information, des points où s'organisaient des actions et des initiatives. Les bistrotiers des quartiers populaires avaient alors malheureusement une clientèle qui consommait peu et ce peu qu'elle consommait, parfois elle ne parvenait pas à le payer. Les patrons de bistrot risquaient la faillite, ils abandonnaient la gestion à d'autres qui n'avaient peut-être pas les mêmes sympathies politiques et qui n'avaient pas vécu avec une partie de leurs clients les mêmes moments de lutte.

Les nazis ont adopté la tactique consistant à convaincre les tenanciers de bistrotiers que, s'ils se mettaient de leur côté, ils pouvaient compter sur de bénéfiques certains. Dans beaucoup de cas, cette tactique a eu du succès et le bistrot est devenu, non plus un lieu de rencontre de sympathisants communistes, mais de ralliement d'activistes nationaux-socialistes.

Quand ce type de pénétration systématique des bandes nazies a commencé à prendre une extension préoccupante et que de nombreux bistrotiers prolétariens sont devenus la base de départ d'actions terroristes menées par des mercenaires nazis, le Parti communiste a décidé de lancer une campagne pour regagner du terrain en ce qui concerne le contrôle de ces établissements, ce que l'on a désigné par le terme de *Kneipen-Kampagne*, et il a entrepris de conduire une série d'actions systématiques d'attaque des bistrotiers désormais fréquentés par les nazis. La nouvelle ligne du parti recommandait de toujours intégrer l'action armée dans une lutte de masse afin d'éviter le risque de pratiquer un contre-terrorisme pur et simple. Mais, comme nous le verrons dans l'épisode que nous illustrerons sous peu dans la reconstitution qu'en a fait Eva Rosenhaft, la pratique de la lutte de masse était rendue extrêmement difficile du fait des conditions matérielles dans lesquelles se retrouvaient les prolétaires de l'époque.

Il s'agit d'un épisode qui a fait beaucoup de bruit. Les SA étaient parvenus à acheter un bistrot dans l'une des rues de Neukölln, la place forte de la gauche.

« L'immeuble du 35 de la Richardstrasse à Neukölln représentait, à plusieurs points de vue, un véritable aperçu de la société. Construit en 1905, il était en effet l'un des plus grands ensembles de la zone, avec six cours et cinq corps de bâtiment en retrait, avec au total 144 appartements, pour les quatre cinquièmes des logements ouvriers typiques, c'est-à-dire constitués d'une cuisine, d'une salle de séjour et de services, qui étaient en commun. Ils hébergeaient environ 500 personnes. Il y avait une dizaine de boutiquiers et d'artisans, neuf employés, quelques commis, des domestiques, deux artistes, vingt et un retraités et environ quatre-vingt-dix ouvriers qualifiés et ordinaires, qui représentaient dans l'ensemble une typologie des principaux métiers répandus dans la ville. Parmi les chefs du mouvement des locataires contre les SA, il y avait un typographe, un ferblantier, un tailleur, un métallo, deux ouvriers du bâtiment, deux ouvriers ordinaires et un invalide de guerre. Le bistrot, qui était au rez-de-chaussée et donnait sur la rue de l'immeuble, avait été acheté en octobre 1929 par Heinrich Böwe, un ex-entrepreneur qui avait fait faillite dans sa ville de Magdebourg et qui avait décidé d'investir dans ce local l'argent qui lui restait. Le bistrot avait été un lieu de rencontre, d'abord d'un groupe jeunes religieux et ensuite, dans l'après-guerre, de groupes de gauche, une caractéristique qui s'est maintenue aussi après son rachat par Böwe. Mais, avec l'aggravation de la crise économique, les clients de Böwe ne parvenaient plus à trouver du travail et ils continuaient à passer journées et soirées au bistrot; or le maigre chèque du Bureau du chômage ou de l'assistance communale ne leur permettait pas de manger, de boire et de dépenser comme par le passé.

Quand les SA ont offert de garantir une consommation minimale d'un baril de bière par jour si Böwe mettait le local à leur disposition, le patron du bistrot a considéré cette offre comme le chemin le plus court pour éviter la débâcle financière. Après avoir consulté la direction de la police locale, qui lui a garanti qu'il n'y aurait pas de problèmes sérieux, il a accepté la proposition des SA. Les groupes qui étaient les clients habituels du bistrot se sont éloignés, même si Böwe aurait été content qu'ils restent, en particulier ceux qui aimaient jouer aux boules. Et peu après, le même Böwe a adhéré au NSDAP, «pour des motifs économiques». Le 26 août, le Sturm 21 de Neukölln s'est installé au 35 de la Richardstrasse et les attentes de Böwe se sont concrétisées, avec plus de

100 personnes qui se réunissaient régulièrement dans la salle de réunion située à l'arrière du local et une trentaine de SA qui s'y arrêtaient pour manger tous les jours.

L'arrivée du Sturm 21 à la Richardstrasse a été très similaire à d'autres prises de possession de bistrot par les SA au cours de ces mois-là. Elles étaient le reflet de la croissance des SA à Berlin, dont le développement était alimenté par la grande confiance qu'elles avaient en elles-mêmes et qui provoquait sans cesse de nouvelles adhésions. Les nazis étaient des *outsiders* seulement parce qu'ils le proclamaient, mais les SA avaient déjà une longue histoire à Neukölln. Le NSDAP était présent depuis 1926 et le chef du Sturm 21 – un vendeur de 25 ans qui est né et a grandi à Neukölln – faisait partie de l'organisation depuis ses origines. À partir de la moitié de l'année 1931, il y avait bien trois Sturm des SA à Neukölln et, selon le service d'informations communiste, depuis la fin août, le NSDAP pouvait compter sur 1.300 adhérents et 9 bistrot qui faisaient office de quartiers généraux. En conséquence, les communistes et les hommes des SA ont eu l'occasion de se connaître bien avant ces années-là. Du côté communiste, les SA ont été considérées et traitées comme un danger physique à partir du mois d'octobre 1929, quand le premier groupe de SA comptait déjà 70 membres; le chef des SA faisait remonter l'augmentation des hostilités entre les deux groupes à un incident qui avait éclaté durant la campagne électorale de 1930. En 1931, les rapports croissants entre les deux partis avaient déterminé un premier cas de passage d'une organisation à l'autre, des SA au Kampfbund. Au cours des événements qui ont suivi l'attaque du bistrot de Böwe, un activiste communiste de premier plan est passé aux SA.

Le fait que les SA aient été bien connus à Neukölln ne veut pas dire qu'ils ont été accueillis avec plaisir à la Richardstrasse. Au moment où le Sturm 21 s'est installé, l'attention publique s'était focalisée sur des crimes commis par des SA de Berlin, du fait des comptes rendus journalistiques sur le procès pour homicide des membres du Sturm 33, la fameuse bande armée de Charlottenburg. Étant donné l'histoire et le genre de l'immeuble d'une part, et l'augmentation de l'influence politique communiste comme réaction à la présence national-socialiste à Neukölln de l'autre, la tension entre les habitants et les hôtes de Böwe était destinée à croître. Immédiatement après l'installation du Sturm 21, l'on racontait que les SA urinaient dans les couloirs, agitaient leurs pistolets devant les gosses qui jouaient dans la cour et qu'ils menaçaient de tirer dans les fenêtres de l'immeuble.

Le 28 août, le fonctionnaire du KPD, dont la cellule du 35 Richardstrasse dépendait, a organisé une réunion des locataires et, à cette occasion-là, les orateurs communistes ont présenté la proposition d'une grève des loyers. La proposition a été acceptée et quelques jours plus tard le quotidien communiste «Die Rote Fahne» relatait un succès sur toute la ligne : 300 exemplaires du journal de plus que d'habitude avaient été vendus, les sociaux-démocrates montraient de l'intérêt pour l'affaire, une équipe de défense de l'immeuble comptait déjà soixante membres et les locataires avaient formé un comité d'action. Si les SA n'étaient pas partis, le début de la grève avait été fixé au premier septembre. Il a été dit que Goebbels avait donné l'ordre que le 35 de la Richardstrasse ne devait être abandonné à aucun prix. En réalité, la grève des loyers avait du mal à se concrétiser. Au cours des semaines suivantes, la tension a encore augmenté et la presse, qu'elle soit communiste ou national-socialiste, concentrera son attention sur ce conflit. Le 3 septembre, «Der Angriff», le journal national-socialiste, proclamait : « Les choses en sont arrivées à un point tel qu'un membre des SA ne peut plus passer seul dans la Richardstrasse sans courir de risques ». Le bureau central du KPD à Berlin a reçu également de Neukölln l'information selon laquelle les filles du quartier couraient un danger si elles se promenaient dans la rue la nuit. Dans la cour située derrière le bistrot de Böwe, ont fait leur apparition des groupes qui scandaient : «Schlagt die Fascisten» et «Soutenez la grève». Les fenêtres de la salle de réunion qui donnaient sur la cour ont été brisées et, à partir de la mi-octobre, une patrouille spéciale de la police a eu pour tâche d'empêcher les attroupements devant l'immeuble.

Un groupe de fonctionnaires du KPD qui, un soir, est allé inspecter la rue, laquelle était ordinairement animée, l'a trouvée complètement déserte, chose inhabituelle dans ce faubourg ouvrier et, par conséquent, c'était là un clair signal qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas. Entre-

temps, la grève de loyers était repartie et, le 29 septembre, les locataires s'étaient réunis et ils avaient décidé de la commencer le premier octobre. Cette fois-ci, la tentative avait été mieux préparée et l'on avait fait de la propagande pour elle. Le «Vorwärts» [le quotidien social-démocrate] en a parlé avec sympathie, en faisant remarquer que, dans cette rue, des membres de l'organisation paramilitaire social-démocrate, les «Reichsbanner», avaient été attaqués, ainsi que des communistes.

Des affiches qui annonçaient la grève ont été imprimées et des feuilles volantes photocopiées, qui expliquaient pourquoi elle avait été repoussée dans un premier temps, à savoir parce que l'administrateur de l'immeuble avait cédé à la pression et qu'il avait promis d'expulser les SA, ont été distribuées. Par la suite, celui-ci a nié avoir jamais fait des promesses de ce genre. Quoiqu'il en soit, les SA sont restées dans le bistrot et les locataires ont fait remarquer que pas même la police n'avait été d'une aide quelconque. Au contraire, selon la résolution de leur assemblée, l'on avait entendu dire à certains agents de police que l'immeuble aurait dû être «grillé», étant donné que la moitié des locataires étaient des criminels. Il ne restait comme issue que l'organisation d'autodéfense; les locataires qui voulaient continuer à payer le loyer seraient considérés comme des briseurs de grève et des alliés des combinards, tandis qu'un notaire a été nommé à qui l'on pouvait verser les loyers pendant toute la durée de la grève.

Toutefois, la grève des loyers d'octobre a été un échec, en dépit des semaines de colère accumulée et de l'aide matérielle et technique reçue du KPD durant son déroulement. Il a été en effet impossible de mobiliser un pouvoir inexistant, et les locataires se sont rendu compte qu'ils étaient pratiquement impuissants vis-à-vis des propriétaires. La peur de l'expulsion, dont l'administrateur de l'immeuble menaçait au premier signe d'action de la part des locataires, avait en soi un pouvoir de dissuasion. Mais ce qui a finalement brisé la lutte, cela a été le fait que les locataires qui dépendaient de l'assistance sociale n'étaient pas en mesure d'empêcher le paiement du loyer, étant donné que c'était le bureau de l'assistance qui le versait directement à l'administrateur. Après deux semaines de grève, l'administrateur a fait savoir que 80 % des loyers avaient été payés et, en conséquence, la proposition d'interrompre l'action a été formellement présentée. Le 18 octobre, la réponse unie des ouvriers de Brunswick à la violence des SA [ville où, à la fin d'une réunion des SA, les nazis avaient donné l'assaut aux quartiers ouvriers et où, le lendemain, il y avait eu une grande grève en réponse à cette attaque] a inspiré beaucoup d'optimisme, ce qui a fait reconsidérer la situation aux communistes. Mais l'assemblée des locataires du 21 octobre, dans laquelle l'on devait discuter de cet événement, a été la dernière dans laquelle l'on a parlé de la grève des loyers. En effet, le 18, Böwe était mort à la suite de blessures subies au cours d'une attaque de son bistrot et la police a dispersé l'assemblée des locataires et elle a arrêté une trentaine de participants. ».

C'est ici que s'achève la reconstitution d'Eva Rosenhaft. L'attaque du bistrot de Böwe avait été menée le 15 octobre par une centaine de manifestants qui avaient tiré de nombreux coups d'armes à feu contre le local, blessant certains clients et touchant mortellement le propriétaire.

Comme on le voit, la tentative d'unir l'action de masse et les représailles armées a également échoué pour la raison que la grève des loyers avait été rendue impossible à cause de l'un de ces mécanismes redoutables de contrôle propres au système communal d'assistance dont nous avons amplement parlé. La majorité des locataires se trouvait dans le régime de l'assistance communale dans lequel les prestations étaient aussi fournies en nature; en outre, dans ce cas, le Bureau d'assistance avançait le paiement de tout ou partie du loyer et il transférait directement la somme à l'administration de l'immeuble; même s'ils l'avaient voulu, les locataires n'auraient pas pu pratiquer la grève des loyers. L'action de représailles n'a pas été difficile à organiser et à exécuter, mais l'absence de jonction avec l'action de masse a provoqué la pleine victoire des nazis, étant donné que, à partir de ce moment-là, ils n'ont plus rencontré d'autres résistances dans l'immeuble, tandis que, pour le groupe des locataires les plus actifs dans la tentative d'organisation de la grève, a commencé une période dans laquelle ils avaient peur d'être soupçonnés et incriminés de complicité dans l'assassinat du tenancier du bistrot.

Naturellement, ceci n'est qu'un épisode, mais il éclaire le genre de conditions dans lesquelles se retrouvaient à lutter les prolétaires allemands qui ont tenté de s'opposer, y compris par la force,

à la progression des nazis : la répression de la police social-démocrate, l'étreinte de la faim et de l'indigence provoquées par le chômage, les mécanismes de contrôle du système d'assistance, les contradictions et les incertitudes de la politique du Parti communiste, la grande pénurie de moyens en comparaison avec un adversaire mieux équipé, rémunéré et entraîné : nous avons là tous les éléments qui mettent en évidence encore davantage l'héroïsme et l'abnégation des prolétaires allemands qui ont cherché à défendre le territoire des quartiers rouges de l'avancée nazie.

La conclusion générale que l'on peut tirer de ces fragments d'histoire est qu'il n'est pas vrai que le prolétariat allemand se soit rendu sans combattre. Il est vrai en revanche que ses capacités de résistance ont été usées et consumées dans les terribles années de la crise, quand la République de Weimar a été gouvernée avec des méthodes semi-dictatoriales par ceux qui ouvriront la voie du pouvoir à Hitler et quand les forces qui avaient cherché à s'opposer à lui avaient été complètement épuisées. Les années qui ont précédé la prise du pouvoir par Hitler sont des années de guerre civile rampante. Vu les conditions dans lesquelles les adversaires du nazisme ont été obligés de mener leur résistance, quelqu'un aurait pu difficilement faire plus et mieux. Par conséquent, le jugement des historiens selon lequel la classe ouvrière et le prolétariat allemands se sont inclinés devant Hitler sans opposer de résistance est un jugement injuste qui ne respecte pas le moins du monde la réalité et qui reflète seulement le caractère tendancieux et l'ignorance de celui qui l'exprime.

Les témoignages directs sur cette période et qui sont accessibles au lecteur italien ne sont pas nombreux; parmi eux, il faut rappeler celui de Simone Weil qui, en août 1932, écrit de Berlin : « Il n'y a plus d'échauffourées dans les rues. Rien ne dénote une situation particulière si ce n'est ce calme même qui est, en un certain sens, tragique; pour les travailleurs, la question qui est en suspens, c'est l'*Arbeitsdienst*, ces camps de concentration pour chômeurs qui existent actuellement sous forme *Freiwilliger Arbeitsdienst* (10 pfennigs par semaine), mais qui deviendraient obligatoires sous un gouvernement hitlérien. En ce moment n'y vont que les plus désespérés (...). Ceux qui chôment depuis deux, trois, quatre, cinq ans ne sont plus capables de l'énergie que demande une révolution. Des jeunes qui n'ont jamais travaillé, las des reproches de leurs parents, se tuent ou s'en vont vagabonder, ou se démoralisent complètement. On voit des enfants d'une maigreur effrayante, des gens qui chantent lamentablement dans des cours, etc. D'autre part, cette question terrible de l'*Arbeitsdienst* ne touche pas les ouvriers qui travaillent... » (*Sulla Germania totalitaria*, Adelphi Edizioni 1990, pp. 26-28).

Tout en reconnaissant la valeur morale et politique de la lutte de résistance du prolétariat allemand contre le terrorisme nazi, il faut quand même rappeler que c'est le Parti communiste qui a été l'organisation qui a mené, avec la plus grande détermination et radicalité, la lutte contre la progression du national-socialisme en recourant à tous les moyens possibles, y compris aux moyens illégaux. Bien que me trouvant personnellement beaucoup plus proche de la formation culturelle de Simone Weil que de la communiste (je n'ai jamais été membre du Parti communiste et je n'ai jamais mis les pieds en RDA) et bien que reconnaissant aux écrits de la militante française, qui avait alors à peine plus de vingt ans, une lucidité extraordinaire concernant les événements en Allemagne dont elle a été témoin pendant quelques semaines, il me semble nécessaire d'affirmer que son jugement impitoyable, féroce, sur la conduite du KPD ne trouve pas beaucoup de validation dans la reconstitution des faits fondée sur le matériel d'archives.

Il faudrait au besoin se demander si la culture et la préparation des soi-disant «cadres militaires» du parti, c'est-à-dire de ceux qui avaient suivi en Union soviétique des cours de formation et d'entraînement à la guerre civile, à la clandestinité armée, à l'insurrection, étaient adaptés à un type de tactique politico-militaire dans laquelle les comportements illégaux du prolétariat et ses formes de contrôle du territoire métropolitain semblaient plus conformes à la nécessité d'un affrontement qui n'était pas un affrontement pré-insurrectionnel ou en vue de la prise du pouvoir, mais plutôt une lutte pour la survie de son identité et de ses espaces d'autonomie. C'est une grande importance que doivent avoir eu les formes spontanées de lutte et de résistance informelles, les circuits d'information en dehors des partis, les formes de rassemblement des jeunes, bref, ce patrimoine d'autonomie et de cultures antagoniques qui s'était sédimenté dans le prolétariat

métropolitain sans passer par les écoles de parti. Il ne faut pas oublier en outre que, à côté de la culture diffusée par les organisations communistes, il y avait une vaste zone influencée par des cultures social-révolutionnaires et anarcho-libertaires. Une composante importante du prolétariat politisé se rassemblait dans l'organisation anarcho-syndicaliste, la «Freie Arbeiter Union» qui, dans sa période de plus grande expansion, avait compté des centaines de milliers de membres; elle était forte initialement chez les ouvriers du bâtiment et du textile, et ensuite de plus en plus présente chez les métallos des petites et moyennes entreprises et chez les mineurs; c'était une organisation nettement prolétarienne, car elle était dépourvue d'intellectuels et de personnes provenant des couches de la petite et moyenne bourgeoisie.

Face à cet univers, qui représente l'univers de la résistance active au nazisme jour après jour, rue par rue, l'action et la politique des organisations social-démocrates ont eu un caractère tout au plus démonstratif et pusillanime. Malgré cela, des centaines de cadres du syndicat et du Parti social-démocrate ont été entraînés par la solidarité de classe et ont participé, eux aussi, sous différentes formes, à la résistance active contre la pénétration des bandes armées nazies. Mais le jugement sur le comportement de la direction et de l'appareil du Parti social-démocrate, qui s'obstinaient encore à la fin de 1932 à considérer le bolchevisme comme le danger numéro un pour la soi-disant démocratie weimarienne, ne peut être que de condamnation et de mépris pour leur profond sectarisme anti-prolétarien, pour leur effrayante myopie politique et pour leur profonde lâcheté vis-à-vis du nazisme.

En ce qui concerne l'action du Parti communiste, il me semblait important de mettre en lumière le fait que, malgré certains flottements et beaucoup d'erreurs, il s'était battu avec détermination pour empêcher la progression national-socialiste. Dans les livres d'histoire, l'on trouve au contraire trop souvent la thèse selon laquelle les nazis et les communistes sont allés bras dessus bras dessous combattre les institutions weimariennes et l'on cite toujours les deux épisodes au cours desquels ils se sont trouvés sur le même front contre le SPD; le référendum contre le gouvernement prussien dirigé par Otto Braun et la grève des transports publics de Berlin en novembre 1932; mais l'on ne parle presque jamais des affrontements qui ont opposé, y compris sur le plan physique, des prolétaires organisés par le KPD et les bandes armées nazies. Un autre témoin de ces journées-là, le journaliste et aspirant-historien américain William Shirer, se débarrasse de la résistance du prolétariat berlinois en ces termes : « Les sections d'assaut (SA) parcouraient les rues désireuses de se battre et de répandre le sang, et souvent leurs provocations ont été acceptées, en particulier par les communistes » (*Storia del Terzo Reich*, vol. I, Tascabili Einaudi 1990, p. 257).

Je veux également préciser que le fait de reconnaître le rôle central joué au cours de ces années-là à Berlin par Walter Ulbricht, le grand adversaire de Joseph Goebbels, ne signifie pas exalter le rôle que le même Ulbricht a eu comme chef du SED et comme premier ministre de la RDA pendant de longues années. L'on peut à la rigueur relever le fait que, une fois arrivé au pouvoir, Ulbricht a préféré glisser sur ses héroïques péripéties weimariennes parce que, s'il rappelait comme elles se sont réellement passées, il risquait de mettre en crise les rapports avec les sociaux-démocrates et il risquait de contredire l'image respectable et légalitaire que le communisme d'après-guerre entendait se donner.

De la soumission des syndicats aux premières mesures de politique industrielle du gouvernement de Hitler

Le 30 janvier 1933, Hitler assume la fonction de chancelier. Le 21 mars, les bandes armées nazies donnent l'assaut à différents sièges du syndicat, en particulier de l'ADGB, la centrale syndicale qui, après avoir atteint 8 millions de membres en 1921, était redescendue à quatre millions et demi à la fin de 1932, un chiffre quand même considérable. Le même 21 mars, Leipert, le président de l'ADGB, écrit à Hitler que « les syndicats ne prétendent pas agir directement sur le terrain qui est propre à la politique de l'État. Leur tâche est plutôt de transmettre les interrogations

justes que se posent les travailleurs concernant les mesures de politique sociale et de politique économique du gouvernement ». Quelques jours plus tard, le même Leipert écrit encore à Hitler pour lui annoncer la complète séparation des syndicats d'avec le Parti social-démocrate et pour offrir la collaboration du syndicat au gouvernement.

Entre-temps, les syndicats chrétiens avaient déjà déclaré leur apolitisme, tandis que les organisations syndicales des employés, qui dépendaient de la centrale syndicale chrétienne et d'une autre de centre-droite, déclaraient leur soumission au régime.

Peu de jours après, Hitler déclare le Premier Mai fête nationale et la direction de la centrale syndicale ex-socialiste, l'AGDB, invite ses adhérents à participer à la fête du travail. C'est le signal de la complète capitulation. Le 2 mai, par une action coordonnée dans toute l'Allemagne, les commandos des SS et des SA occupent les sièges des syndicats dans tout le pays, la centrale de la «Banque des ouvriers, des employés et des fonctionnaires» de Berlin, ses filiales dans tout le Reich et tous les bureaux de la presse syndicale, sans rencontrer de résistance. Leipert lui-même et tous les dirigeants des syndicats particuliers de catégorie, les directeurs de la banque ouvrière, tous les fonctionnaires syndicaux d'un certain niveau et les rédacteurs de la presse syndicale, ont été mis aux arrêts. Dans beaucoup de cas, les actions des commandos nazis se sont déroulés de manière pacifique et disciplinée, comme s'il y avait un accord tacite entre les agresseurs et les agressés. Les incidents ont été très limités. C'est ainsi que l'organisation qui exprimait la plus ancienne tradition de la classe ouvrière allemande se soumettait honteusement à la violence de la dictature. Ce n'est pas un hasard si quelqu'un a parlé de *kampflose Kapitulation*, de capitulation sans résistance.

Ceci s'est passé il y a exactement soixante ans. Avec l'initiative d'aujourd'hui, nous avons voulu rappeler certains des facteurs qui ont permis la victoire du national-socialisme et la défaite de la classe ouvrière allemande et de ses organisations. Avant de conclure, je me limiterai à rappeler seulement quelques-unes des circonstances qui ont permis au régime nazi de consolider son pouvoir, de résorber le chômage et, en dernière analyse, de créer un système de soumission à la discipline et d'intégration/consentement de la force de travail.

Au cours de ces dernières années, les recherches sur les politiques actives du travail lors des trois premières années du régime nazi, celles qui ont précédé le lancement du «Plan quadriennal», se sont intensifiées. L'on a enquêté non seulement sur les transformations du travail industriel, mais aussi sur la condition ouvrière, sur les attitudes et les comportements ouvriers, sur l'organisation syndicale national-socialiste, la *Deutsche Arbeitsfront* (DAF), sur les structures des syndicats d'usine, sur les règlements contractuels, etc. Bref, l'on dispose aujourd'hui d'une masse d'informations que vont compléter celles recueillies par Timothy Mason pour la période suivante (1937-39) et qui confirment d'une façon générale ses thèses fondamentales.

Je me servirai pour ces très brèves allusions essentiellement de quatre textes : des travaux de notre Fondation relatifs à l'Institut de Science du Travail de la DAF et, en particulier, d'un long essai sur la politique sociale du régime nazi de Karl Heinz Roth qui est en cours d'impression; du livre de Rüdiger Hachtmann, *Industriearbeit im Dritten Reich*, sous-titré «Recherches sur les conditions de travail et sur les salaires en Allemagne de 1933 à 1945 », qui est paru en 1989; du livre de Matthias Frese, *Betriebspolitik im Dritten Reich*, sous-titré «Front Allemand du Travail, chefs d'entreprise et bureaucratie d'État dans la grande industrie allemande 1933-1939 », qui est paru en 1989; et du livre de Günter Morsch, *Arbeit und Brot*, sous-titré «Études sur la condition, l'humeur, les attitudes et les comportements, des travailleurs allemands, 1933-1937», qui est paru en avril 1993.

J'ajouterai des données tirées de certaines recherches sur des industries particulières (par exemple : la *Daimler-Benz Buch* de notre Fondation) ou sur des régions particulières (par exemple : *Bremen im Dritten Reich* d'Inge MarBolek et René Ott).

Pour comprendre la politique du régime hitlérien à l'égard de la classe ouvrière, il ne suffit pas de considérer seulement le problème du chômage et les politiques mises en œuvre pour le résorber, mais il faut aussi analyser en profondeur les mesures prises en ce qui concerne la classe ouvrière qui a un emploi. Ces mesures ne constituent naturellement pas tant que cela des mesures de politique du travail, mais surtout des initiatives de politique industrielle et, par conséquent, elles

ont été réalisées avec une forme de collaboration stricte entre l'appareil politique et d'État et le grand capital. Nous devons ici en effet entamer le sujet relatif au terrain des transformations de classe que nous avons jusqu'à présent peu analysées; c'est le terrain de l'innovation technologique, des modifications profondes de l'organisation du travail et, en particulier, de ses aspects de qualification; c'est le terrain de la restructuration qui prend des caractéristiques très différentes de celles de la période 1924-28.

Voyons seulement quelques données relatives aux effets produits par cette première grande phase de restructuration afin de comprendre quelles caractéristiques avait la composition technique de classe au moment où Hitler a pris le pouvoir.

De 1925 à 1929, les augmentations de productivité dans l'ensemble de l'industrie ont atteint 25 %; elles ont pris 30 % dans le secteur des moyens de production. En 1925, les ouvriers représentaient 46 % de la force de travail, tandis qu'en 1933 ils étaient 46,3 %. Il n'y avait pas eu une grande modification dans les rapports entre les différentes catégories d'emploi. La catégorie des fonctionnaires publics et des militaires était toujours restée à 17 %, les travailleurs autonomes avaient augmenté d'environ d'un demi-pourcent et représentaient en 1933 16,4 % de la force de travail. Durant cette période, 1925-1933, l'un des phénomènes les plus importants a été l'exclusion des femmes du processus productif (-12 %).

En 1933, un quart environ de ceux qui avaient un emploi dans l'industrie était concentré dans les secteurs mécanique et électromécanique; suivaient le secteur alimentaire avec 15 % de ceux qui avaient un emploi, le textile avec 13,1 %, le bâtiment avec 12,5 %, l'habillement avec 9,7 %, le bois avec 6,5 %, les mines avec 5,4 %, la briqueterie avec 4,5 %, la chimie avec 3,1 %, la presse et l'édition avec 2,3 %, le papier avec 2,1 %, les services de distribution de l'eau, du gaz et de l'électricité, avec 1,9 %. En réalité, l'incidence du secteur mécanique et électromécanique sur le total de la force de travail était beaucoup plus forte que ce qui apparaît à la lecture de ces chiffres parce que, en 1933, sur 1.862.600 personnes qui y travaillaient, le secteur déclarait une population active de 3.068.500 personnes (et par conséquent les chômeurs du secteur étaient au nombre de 1.194.100); si donc nous regroupons les non chômeurs et les chômeurs ensemble, nous trouvons à la deuxième place le bâtiment avec 2.002.800 de population active, sur laquelle seulement 1.105.600 personnes occupaient un emploi.

Ces données, malgré leur caractère grossier, nous disent que le noyau central de la classe ouvrière d'usine en Allemagne, au moment où Hitler prend le pouvoir, est concentré dans le secteur mécanique et électromécanique. Et par conséquent, si l'État nazi voulait mener une politique qui façonne la classe ouvrière selon ses objectifs, il devait agir surtout avec des mesures de politique industrielle dans le secteur mécanique et électromécanique. La classe ouvrière du secteur du bâtiment, comme on le sait, a des caractéristiques différentes de la classe ouvrière d'usine, tandis que le secteur du textile et de l'habillement était caractérisé par la très forte présence féminine : en 1933, les femmes représentaient 56,4 % de la force de travail dans le textile et 68,2 % dans l'habillement.

Dans les grandes lignes, la distribution géographique du système d'usine en Allemagne se présentait de la manière suivante : en Saxe et dans les zones limitrophes, il existe une grande concentration du textile-habillement, avec une part d'emploi féminin qui est très supérieure à la moyenne nationale et qui est proche de 70 %; c'est sur la bande littorale des grands ports du Nord (Hambourg, Brême, Kiel), dans la région de Berlin, en Basse-Saxe, dans l'Allemagne centrale-méridionale, qu'étaient situées les grandes usines de la construction automobile, de la construction des moyens de transport maritime, de la construction de l'outillage, ainsi que les grandes usines de l'électromécanique, de la mécanique fine et de la mécanique lourde; c'est dans la Ruhr et dans le grand bassin industriel de la Rhénanie-Westphalie qu'étaient concentrés l'industrie lourde, le secteur minier ainsi que celui des charbonnages et de la sidérurgie.

Tels sont, dans les grandes lignes, les trois blocs de la classe ouvrière d'usine que Hitler doit parvenir à intégrer dans son État totalitaire. Ce sont les blocs qui représentent aussi la partie la plus

réfractaire de la classe ouvrière d'usine, celle qui possède les plus grandes traditions socialistes et communistes, les meilleures traditions syndicales.

Si l'on suit les initiatives de politique industrielle et les parcours de la restructuration et de la grande innovation technologique, il semble que l'on peut apercevoir une grande lucidité politique.

Les territoires industriels à très haute composante féminine, qui, aux yeux des nouveaux maîtres, pouvaient représenter un problème de discipline moins urgent et moins grave, ont été laissés largement en marge du processus d'innovation/restructuration; le textile/habillement a été abandonné dans une sorte de stagnation qui n'a provoqué ni de grands traumatismes, ni de grandes transformations. Les interventions les plus significatives ont été réalisées dans le secteur de la mécanique et par conséquent de la construction des moyens de transport et des machines. Pourquoi la classe ouvrière féminine semblait représenter la composante la plus docile ? Déjà, dans la République de Weimar, la femme ouvrière était tenue dans une condition de discrimination et de subordination. Son salaire était inférieur de 30 à 40 % de celui des hommes, pour le même type de fonction, et, dans l'industrie automobile, ses rémunérations à la pièce étaient inférieures de plus de la moitié à celles des hommes. Une large partie de la population laborieuse féminine était exclue des systèmes d'assurance obligatoire, et les décrets des derniers gouvernements de Weimar, qui tendaient à exclure des catégories de population des bénéfices de l'État social, s'étaient particulièrement acharnés contre les femmes, surtout contre les femmes jeunes et seules.

Durant la «Grande crise», la condition sociale de la femme empire encore parce que se déchaîne une campagne d'opinion contre la femme mariée qui travaille, accusée qu'elle est d'enlever le travail aux hommes et de bénéficier socialement d'un double salaire, le sien et celui de son mari; dans les opérations de réduction de l'horaire de travail, ce sont les femmes qui sont souvent celles qui sont le plus frappées.

Malheureusement, ce n'est pas ici le lieu pour commencer à discuter de manière spécifique de la politique de l'État national-socialiste à l'égard des femmes; sur ce sujet, c'est sans conteste que certaines des meilleures recherches historiographiques sur la période nazie ont été menées au cours des vingt dernières années. Il suffira de dire que, dans les politiques actives du travail, l'État hitlérien ne privilégie pas le travail des femmes et qu'au contraire il encourage et exalte la femme au foyer qui se consacre entièrement au mari et à la reproduction. Cela ne signifie pas que, là où l'emploi industriel féminin était élevé, la femme a été remplacée par l'autre sexe; si, en général, la femme hitlérienne est essentiellement une génitrice de spécimens de la race pure, la participation des femmes au travail industriel n'a pas diminué de beaucoup dans les années qui précèdent la Seconde Guerre mondiale, en passant de 29,3 % de l'emploi industriel en 1933 à 25,2 % en 1938.

En chiffres absolus cependant, les femmes dans l'industrie passent de 1.205.000 en 1933 à 1.549.000 en 1936. Et dans certains secteurs décisifs, comme précisément le secteur métallurgique-mécanique (à l'exclusion de l'automobile) et électromécanique, la participation féminine augmente et passe respectivement de 40,1 % en 1933 à 41,6 % en 1938 et de 37,0 % en 1933 à 38,8 % en 1938.

Dans les districts textiles de la Saxe, où 70 % des actifs étaient des femmes, durant toute la période qui précède la guerre, il y a eu de très fortes réductions d'horaire et aussi de nombreux licenciements parce que, par suite de la politique autarcique du régime, l'industrie textile ne disposait pas de matières premières. Les salaires, y compris ceux des ouvriers de sexe masculin les plus qualifiés, étaient 5 fois inférieurs à ceux des ouvriers qualifiés de l'industrie automobile. Par conséquent, les districts textiles en Saxe, en Thuringe et en Rhénanie, sont restés des zones de grande misère durant toute la période qui précède la guerre, et beaucoup de travailleurs ont été encouragés à déménager dans d'autres régions industrielles où les secteurs de pointe, à partir de 1935-36, souffraient du manque de force de travail qualifiée.

Et donc le régime a exploité ces déséquilibres sectoriels et régionaux pour s'assurer de la discipline de la classe ouvrière.

En effet, le cadre change radicalement, par rapport à celui décrit pour les districts textiles, si nous observons ce qui se passe dans les zones de haute concentration industrielle caractérisées par des secteurs en expansion et innovateurs sur le plan des technologies.

Il faut se souvenir d'une autre donnée importante concernant la composition technique de la classe ouvrière au moment où Hitler accède au pouvoir et dont on a déjà parlé au début : la grande fragmentation qui n'a fait que croître durant la période de Weimar. En effet, en 1925, 30,4 % des actifs travaillaient dans des entreprises de plus de 200 salariés, et 22,7 % dans des entreprises avec un maximum de 3 salariés. Ceci aussi est une donnée importante pour comprendre pourquoi Hitler, une fois arrivé au pouvoir, n'a pas rencontré de grandes difficultés pour discipliner et intégrer la classe ouvrière. Comme nous l'avons déjà dit, l'historiographie n'a malheureusement pas encore analysé les caractéristiques de la micro-entreprise de cette période-là; nous ne savons donc pas quels rapports technico-économiques il y avait entre cet énorme territoire de la micro-entreprise (égal à environ 96,3 % du total des entreprises) et la grande entreprise; nous ne savons pas s'il s'agissait d'un rapport plus ou moins analogue à celui qui existe aujourd'hui dans ce que l'on appelle l'«entreprise en réseau» pour laquelle il est difficile de comprendre les interrelations possibles entre les ouvriers salariés des micro-entreprises et les ouvriers qui travaillent dans les grandes entreprises d'alors.

La politique industrielle du régime nazi a eu tendance à imprimer au contraire une forte poussée vers la concentration; ont été découragées, avec des décrets appropriés, les activités individuelles des travailleurs autonomes et des artisans, et l'on a favorisé l'emploi dans la grande usine, là où – comme nous le verrons à partir des données sur les horaires de travail – l'exploitation était plus intense et la discipline mieux assurée. La prolongation de l'horaire hebdomadaire de travail a été en effet l'un des phénomènes les plus voyants de la politique industrielle nazie.

Si nous laissons de côté les districts textiles, dans lesquels la stagnation provoquée par la politique autarcique avait conduit à des horaires hebdomadaires de 14-36 heures, dans le reste de l'industrie, et en particulier dans les secteurs de pointe, à partir de 1934-35, l'on a une prolongation tendancielle de l'horaire de travail qui dépasse largement les huit heures par jour. Ce sont en particulier les ouvriers qui remplissent des fonctions les plus qualifiées qui travaillent en moyenne de 12 à 16 heures par jour; leur pénurie sur le marché du travail était la conséquence du fait que, dans les dernières années de Weimar, la pratique de l'apprentissage et l'instruction professionnelle avaient été complètement négligées.

Le décret du 26 juillet 1934 a permis d'étendre l'horaire de travail dans l'industrie du bâtiment et dans le secteur des services à 60 heures par semaine. Cette norme a ouvert la voie à un allongement généralisé de l'horaire de travail dans toute l'industrie, quitte à provoquer des excès contre lesquels les autorités nazies elles-mêmes ont dû intervenir. Les inspections effectuées dans les usines métallurgiques en 1935-36 ont révélé que n'étaient pas rares les cas où les ouvriers travaillaient de 80 à 100/110 heures par semaine, ce qui faisait par conséquent de 30 à 40 heures supplémentaires par semaine.

Cet allongement de l'horaire de travail était combiné à une extension généralisée des formes de rétribution liées au rendement, lesquelles permettaient entre autres une forte différenciation de traitement à l'intérieur des différentes catégories ouvrières. La politique du travail du régime, si l'on fait abstraction pour le moment des mesures favorables à l'emploi, a été telle qu'elle a encouragé le patronat et le management de l'industrie à pratiquer une exploitation intensive de la force de travail comme l'on n'en avait peut-être jamais vu dans l'histoire de la classe ouvrière allemande.

Si les ouvriers ont accepté initialement de se soumettre à ces conditions, c'était dû essentiellement à deux raisons : pour la plupart d'entre eux, ils sortaient d'expériences très dures de chômage, et en outre – les niveaux de salaire très bas perdurant – l'unique façon de s'assurer d'un revenu qui permettait de mener une vie décente était de faire beaucoup d'heures supplémentaires et de tirer le maximum du travail à la pièce. Mais ce sont là aussi les conditions pour une attitude de plus grande résistance, de refus de l'exploitation, et même de sabotage – ainsi que Tim Mason

l'a documenté –, des comportements qui se sont produits dans les années suivantes quand l'économie de guerre a commencé à fonctionner à plein régime.

Dans ses recherches sur les Italiens qui sont allés travailler dans les usines allemandes après 1938, Cesare Bermani a recueilli des témoignages selon lesquels les ouvriers allemands invitaient souvent les ouvriers italiens à travailler à des rythmes réduits. Il faut peut-être rappeler que, même si, durant la période nazie, les systèmes tayloriens de mesure et d'évaluation du travail ont été introduits massivement, dans la grande majorité des usines allemandes, il n'y avait pas de travail à la chaîne avec des convoyeurs automatiques, mais que le type d'organisation du travail le plus courant, ainsi que le rappelle Hachtmann, était l'organisation «en îlots», avec un travail à la pièce individuel ou de petite équipe.

Il y a eu des signes de plus grande autonomie de la classe ouvrière ou du moins de certains groupes au moment où, le plein emploi ayant été atteint et la période de boom consécutive aux commandes massives de l'État en vue de la production de guerre ayant commencé, la classe ouvrière s'est aperçue qu'elle détenait un certain pouvoir qui découlait en particulier du fait que les entreprises se plaignaient de la pénurie de la main-d'œuvre spécialisée et qualifiée et qu'elles étaient par conséquent disposées à accorder de meilleurs traitements pour se la procurer.

Protestation et soumission des travailleurs allemands

C'est par conséquent le début d'une période dans laquelle augmente la mobilité de la force de travail d'une usine à l'autre, d'un secteur à l'autre, et d'une région à l'autre. Certaines données sur les taux de fluctuation dans l'industrie automobile, qui s'élèvent entre 17 et 20 %, sont en ce sens suffisamment significatifs.

Étant donné que de nombreux ouvriers qui, dans la République de Weimar, avaient été sociaux-démocrates ou communistes étaient des ouvriers spécialisés ou qualifiés, les entreprises se montraient majoritairement disposées à fermer l'œil sur leur passé politique, afin de se procurer des ouvriers expérimentés. Et il existe des documents de la DAF et de la Gestapo qui signalent cette attitude des chefs d'entreprise avec une certaine alarme.

Au cours de l'année 1936-37, on fait part cependant d'un véritable cycle de grèves, d'une espèce de «moment d'insubordination», qui est soigneusement enregistré dans un document de la DAF (qui est publié intégralement dans le n° 4/1991 de notre revue «1999») dans lequel l'on signale plus de 200 interruptions de travail dans la période qui va de janvier 1936 à juillet 1937; de ces actions, très peu ont lieu dans les grandes usines, comme à l'Opel de Rüsselsheim où, le 25 juin 1936, 236 ouvriers de la carrosserie se sont mis en grève ou comme à l'Auto Union de Berlin, où ont fait grève 600 ouvriers de l'habillement, ou encore comme aux chantiers navals de Brême où un agitateur communiste, Ernst Nowak, a été arrêté et torturé à mort.

Les autres agitations ont eu lieu pour la plupart sur les chantiers d'autoroute, dans des petites et moyennes entreprises, dans les districts textiles où l'on souffrait de la faim. L'appareil répressif du régime s'est mis en mouvement. Ont été arrêtées 11.687 personnes, intentés 609 procès, émises 3.328 condamnations pour en tout 8.294 années de prison. 898 condamnés ont été reconnus membres du Parti communiste, 730 de l'ADGB et 473 du SPD.

La DAF, avec son obstination bureaucratique, subdivise les agitations en se fondant sur les causes qui les ont provoquées. 21 % sont attribués à des «agitations marxistes», 14 % à des «incitations générales», 15 % à des «états de malaise social», 27 % à des «questions salariales» et 22 % à des «motifs divers». Concernant ce «cycle de luttes», la recherche la plus approfondie et la plus récente est celle de Morsch, qui y consacre une centaine de pages dans son livre *Arbeit und Brot*.

Le syndrome d'être infiltré par des agitateurs communistes (le KPD avait depuis peu lancé le mot d'ordre de l'entrisme dans les organisations national-socialistes) s'est répandu dans le syndicat nazi. Il y a eu en conséquence une vaste épuration qui a impliqué, entre 1936 et la première moitié de 1937, 2.700 cadres de la DAF qui ont été accusés de haute trahison. En réalité, comme

cela a été mis en lumière aussi bien par les premières recherches de Mason que par celle de Morsch qui vient d'être publiée, le Parti communiste avait peu de chose à voir dans ces agitations. Il s'agissait plutôt d'agitations spontanées, cautionnées très souvent par des membres du syndicat nazi dans la mesure où les conditions de travail étaient dans trop d'usines et sur trop de chantiers devenues insoutenables (rappelons-nous que, durant la période 1929-31 en Italie, l'on a eu le même phénomène et le régime a été contraint d'intervenir contre de nombreux syndicalistes fascistes !).

Un autre facteur très important dans la transformation de la composition de la classe est celui du soutien de l'État à des secteurs technologiquement avancés et très innovateurs, comme par exemple le secteur aéronautique. Pour préciser brièvement ce point, je fournirai quelques données sur le développement du secteur de l'aviation à Brême (tirées d'un essai de Dieter Pfliegensdörfer paru dans «1999» lors de son premier numéro de 1988), un secteur dans lequel opéraient deux entreprises, la Focke-Wulf, qui passe de 300 salariés en 1933 à 32.500 en 1944, et la Weser Flugzeug Bau, qui passe de 410 salariés en 1934 à 28.000 en 1944. Les autres points névralgiques de l'industrie aéronautique allemande étaient situés à Rostock avec la Heinkel, à Dessau avec la Junkers (qui avait confié aux architectes du Bauhaus le projet du village pour ses salariés) et sur le lac de Constance en Bavière (la Dornier).

La construction des élites ouvrières

À Brême, il s'agissait de résoudre avant tout un problème de composition politique de la classe locale. Le noyau central de la classe ouvrière était représenté par des travailleurs des chantiers navals, qui étaient fortement politisés, et c'était un secteur dans lequel communistes et sociaux-démocrates avaient eu une base solide durant la République de Weimar. Ces chantiers navals avaient été durement touchés par la crise au cours des années de Weimar et beaucoup de capitaux, renforcés par des capitaux provenant du secteur maritime-commercial, avaient cherché de nouvelles opportunités d'investissement dans le secteur aéronautique. C'étaient donc les mêmes patrons des chantiers navals qui ont donné vie à la nouvelle industrie avec l'intention de créer également un nouveau type de classe ouvrière. Le recrutement en effet n'avait pas lieu tant parmi les ex-ouvriers des chantiers navals bénéficiant de l'allocation de mobilité que parmi les ouvriers qualifiés des petites entreprises métallurgiques et mécaniques.

Les projets de production aéronautique sur une vaste échelle et celui de la constitution d'une nouvelle élite ouvrière ont rencontré l'approbation enthousiaste du régime nazi qui voyait en eux la réalisation de quelques-uns de ses objectifs principaux.

Poussé par les généreuses commandes de l'État, le secteur de l'aviation de Brême connaît une forte expansion; tandis que la Weser Flugzeug Bau construit tout sous licence, la Focke-Wulf est une entreprise qui crée complètement ses propres modèles, avec donc une qualification de la force de travail de niveau très élevé, un grand esprit de corps et un fort orgueil d'entreprise. C'est un directeur légendaire de trente-cinq ans, l'ingénieur Tank, qui pilote lui-même le premier vol des nouveaux modèles, suscitant de l'admiration chez les ouvriers; la Focke-Wulf investit beaucoup dans la recherche et dans l'expérimentation de la technique de l'hélicoptère; ses avions gagnent des compétitions dans le monde entier.

La politique à l'égard du personnel a deux faces : d'une part, une politique sociale généreuse (constructions de logements pour les salariés, intenses activités touristiques et culturelles, ambiance de travail très agréable, une grande salle à manger de 1 000 places qui est utilisée pour des manifestations collectives et pour l'endoctrinement politique, la possibilité d'accéder gratuitement à la bibliothèque Roselius, riche de 11.000 volumes); de l'autre, une militarisation impitoyable (cartes personnelles d'identité, contrôles rigoureux, présence sur le lieu de travail de la Gestapo en plus de la police normale de l'entreprise, avec l'excuse de la protection du secret industriel militaire).

En 1937, pour accentuer le caractère élitiste, mais en même temps la vocation militaire de l'entreprise, il y a eu l'ouverture de l'école des élèves mécaniciens de l'aéronautique, à laquelle ne pouvaient accéder que ceux qui faisaient partie d'une section spéciale de la Hitlerjugend.

Peu après, a été créée aussi la *Fliebertechnische Vorschule*, où les futurs techniciens du personnel au sol de la Luftwaffe recevaient une instruction professionnelle en mécanique de pointe; ces élèves vivaient en caserne près de l'usine, et ils étaient encadrés militairement.

Les témoignages recueillis par les historiens contemporains auprès de ces ouvriers qui avaient vécu la période nazie sont unanimes pour souligner le très bon climat qui régnait à l'usine et la grande collaboration qui existait entre collègues; toutefois, il suffisait d'une minime infraction, un retard, une absence injustifiée, un gros mot, pour que l'on finisse dans un *Lager*; c'est ainsi que l'on voyait disparaître pendant des mois des camarades de travail sans que personne ne fournisse d'explications et, quand ceux-ci revenaient, ils avaient l'obligation de taire le lieu où ils étaient allés.

Cette opération systématique d'intégration et de militarisation n'a cependant pas empêché que, lors que la guerre a éclaté, des tracts pacifistes aient fait leur apparition dans l'usine, que de nombreux cas de refus des heures supplémentaires ait eu lieu et que l'absentéisme ait atteint un taux de 10 %.

Un autre aspect très important de la politique qui tendait à l'intégration de la classe ouvrière et qui a été analysé en particulier par la littérature relative aux femmes, c'est celui qui concerne les prestations sociales complémentaires distribuées par les entreprises particulières et dont l'extension et l'importance ont été de nature à constituer un véritable système parallèle à celui de l'État.

Ce *welfare* complémentaire a été particulièrement attentif aux problèmes de l'ouvrière-mère; la politique à l'égard des femmes à l'usine devait de toute façon exalter leur rôle de génitrices d'une race pure.

L'ensemble des politiques sociales et des politiques industrielles suivies par le régime nazi se présente donc comme un système d'une grande complexité, étant donné qu'il intervient sélectivement et de manière différenciée sur les composantes particulières de la force de travail. Le résultat a été celui que les historiens, qui ont analysé la condition ouvrière sous le nazisme, ont toujours mis en lumière : adaptation et résignation, participation et éloignement, atomisation et enfermement dans l'espace privé, tandis que l'espace public est envahi et pénétré par l'appareil de masse du régime, un appareil qui n'était pas seulement un appareil de propagande, mais qui constituait une véritable société parallèle.

Et par conséquent, si l'on veut, l'intégration n'a pas été une intégration générale, elle a été une intégration qui visait quelques secteurs nouveaux.

Le vieux Horkheimer, le directeur de l'«Institut für Sozialforschung» de Francfort, disait : « Celui qui ne veut pas parler du capitalisme doit aussi se taire à propos du nazisme ». Or, il se passe au contraire que ces derniers temps le rapport entre nazisme et capitalisme est de plus en plus mis en discussion dans un débat qui, par certains côtés, est un débat plein de malentendus qui sont parfois substantiellement inutiles : le débat sur ce que l'on a appelé la modernisation dont nous avons déjà parlé au début.

Entrer dans les détails de cette discussion va bien au-delà des objectifs que nous nous sommes fixés avec cette initiative. Le but principal était de rappeler le soixantième anniversaire de la victoire de Hitler, de reconstituer les étapes fondamentales de sa progression et de sa politique à l'égard de la classe ouvrière, de rappeler ce qu'était alors, durant le «Grande crise», ce territoire social que nous appelons «classe ouvrière», de rappeler qu'une partie du prolétariat allemand a réagi et aussi combattu avec une force désespérée le national-socialisme, de rappeler dans quel contexte et sous quelles formes la dissolution des syndicats socialistes et cathodiques a eu lieu.

Nous avons dû laisser de côté certains aspects fondamentaux de cette affaire, par exemple l'activité des cellules d'usine national-socialistes, qui ont joué un rôle décisif, en particulier dans les années de la «bataille de Berlin», en obtenant des succès sur les lieux de travail; l'organisation des cellules d'usine, la NSBO, a renforcé l'aile «extrémiste» et social-révolutionnaire du mouvement hitlérien, celle dont les frères Strasser étaient les dirigeants; après la prise du pouvoir, elle a été

graduellement marginalisée, en partie intégrée dans l'appareil syndical de la DAF, en partie brutalement liquidée durant les diverses purges qui ont eu lieu à partir de 1934.

Reinhold Muchow, le leader des cellules d'usine nazies, a été tué dans des circonstances mystérieuses déjà en septembre 1933.

Il sera de tout façon nécessaire, si nous avons encore des occasions comme celle-ci, de revenir sur ces événements et d'analyser avec une précision beaucoup plus grande la politique industrielle et sociale du régime nazi au cours de ses trois grandes phases : celle de la résorption du chômage (1933-36), celle du lancement du plan quadriennal (1937 et années suivantes) et celle de l'importation massive de main d'œuvre étrangère à laquelle s'ajoutera l'armée de plus en plus nombreuses des prisonniers de guerre et des déportés, jusqu'à constituer un exemple jamais vu de travail forcé dans un appareil industriel moderne.

Quand on s'attaque au sujet des rapports entre national-socialisme et capitalisme, ou plus particulièrement entre l'État nazi et le grand capital, l'on ne peut pas négliger la contribution fournie par l'historiographie de l'ex-RDA, que ce soit pour ce qui concerne la définition de ces rapports sur le plan théorique, laquelle est caractérisée par un schématisme typique de la culture des pays du socialisme réel, ou que ce soit pour ce qui concerne la recherche empirique qui, au contraire, a été extrêmement riche et a conduit à des résultats d'une très grande valeur (que l'on pense aux recherches de Dietrich Eichholtz sur l'économie de guerre).

Après la chute du Mur de Berlin, l'appareil scientifique et universitaire tout entier de l'ex-RDA a été frappé par une vague d'épurations et de licenciements vis-à-vis desquels le corps académique de l'Allemagne occidentale a fait malheureusement preuve de mesquinerie et d'esprit de vengeance qui sont indignes d'un pays civilisé. Certains instituts de recherche historique, qui avaient atteint un prestige et un renom internationaux bien établis, comme l'«Institut für Wirtschaftsgeschichte» de l'ex-Académie des Sciences de Berlin-Est, fondé par Jürgen Kuczynski – le grand historien de la condition ouvrière – ou l'Institut d'Histoire du Mouvement Ouvrier, ont été liquidés; d'autres comme l'Institut d'Histoire de l'Université Humboldt de Berlin a vu son personnel enseignant être fortement remanié.

La revue de notre Fondation a été l'unique organe de presse à documenter avec précision et obstination le travail d'épuration et de démantèlement des Instituts d'histoire de l'ex-RDA. Les historiens et les chercheurs de l'ex-RDA ont répondu de diverses manières; beaucoup ont cédé et se sont résignés, d'autres comme Manfred Kossok, ex-vice-recteur de l'Université de Leipzig et directeur de l'«Institut für Universal- und Kulturgeschichte», qui a été autrefois dirigé par le grand Markov, n'ont pas supporté l'offense (Kossok, que j'ai eu encore la chance de connaître l'été passé à Leipzig, est mort en février de cette année), d'autres ont démarré à un processus de réflexion critique sur l'expérience de l'historiographie de l'ex-RDA relative au fascisme (voir à ce propos l'intéressant volume d'essais intitulé *Faschismus und Rassismus*, sous la direction de Werner Röhr, publié par l'Akademie Verlag de Berlin en 1992).

Ce groupe d'historiens, dont fait partie Dietrich Eichholtz, a donné vie à Berlin à la *Berliner Gesellschaft für Faschismus und Weltkriegsforschung* afin de continuer aussi bien le travail de recherche sur le phénomène nazi que celui de son approfondissement théorico-méthodologique.

Cette initiative s'ajoute à de nombreuses autres initiatives prises à Berlin-Ouest, comme le *Berliner Forum für Geschichte und Gegenwart*, une association qui se promet de coordonner les initiatives des historiens de la base de la capitale.

Ces petits signes suffiraient à faire comprendre que le camp de ceux qui ne sont pas disposés à céder au révisionnisme dominant en Allemagne est très aguerri.

Nous rappelons en passant que la revue de notre fondation : «1999. Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. und 21. Jahrhunderts», a 3.000 lecteurs et plus de 1.000 abonnés, dépassant ainsi largement n'importe quelle revue du même genre.

Il y a donc beaucoup d'ombres dans la vie culturelle allemande, beaucoup de défaillances opportunistes-académiques parmi les historiens, il y a la croissance préoccupante du phénomène néo-nazi, il y a la tentative de l'effacement de la mémoire de la RDA, mais il y a également de

nombreuses et combatives forces démocratiques. Le destin a voulu que, dans un bref laps de temps, trois des plus grands historiens de la société allemande d'entre les deux guerres, Timothy Mason, Detlev Peukert et Martin Broszat, aient disparu en pleine activité; mais beaucoup d'autres sont prêts à prendre leur place.

Il faut toutefois souligner que même l'historiographie la plus engagée ne parvient pas, désormais depuis de nombreuses années, à trouver de nouveaux schémas d'interprétation, plus riches, plus structurés et plus complexes, que ceux qui s'étaient constitués aux cours des années soixante et soixante-dix. Les problématiques semblent en substance être restées les mêmes et le travail de recherche semble avoir progressé seulement sur le plan extensif. De nouveaux paradigmes historiques, de nouveaux horizons interprétatifs, ne sont pas nés, et cela rend parfois faibles des recherches imposantes et précises par rapport à des brochures superficielles du révisionnisme historiographique, dépourvues de bases documentaires, mais riches d'une énergie subversive ravageuse, dans la mesure où elles sont capables de proposer de nouveaux «mythes», de nouveaux systèmes d'ensemble.

Cette énergie subversive intrinsèque, rendue convaincante par les médias qui traitent les thèses révisionnistes comme des *scoops*, n'est pas neutralisée par les recherches «sérieuses» parce qu'elle est une forme différente de «discours historique».

Le révisionnisme en effet n'est pas tellement dangereux en raison des choses qu'il dit, mais par la façon dont il les dit; *il a créé un statut différent du discours historique*, en déplaçant complètement le terrain de la confrontation culturelle et en 'bypassant' (que l'on me pardonne ce terme horrible) la recherche portant sur les documents et sur les sources.

Affronter le révisionnisme signifie avant tout se rendre compte de ce changement de statut du discours historique.

Dans quelle mesure la culture italienne, en particulier celle de la «gauche», fait-elle référence à la meilleure recherche historique allemande et anglo-saxonne sur la période nazie ? Au cours des préparatifs de cette conférence, Pier Paolo Poggio a examiné les principales revues d'histoire contemporaine publiées en Italie (de la «Rivista di storia contemporanea» à «Passato e presente», à «Studi storici», etc.) pour une période qui couvre les quinze dernières années, et il a trouvé un seul article qui a traité spécifiquement au thème des rapports nazisme-classe ouvrière dans les années trente. C'est un article, il va sans dire, de Tim Mason publié de manière posthume par les soins de Gustavo Corni dans une revue de Trente. Pour le reste, seules quelques indications d'Enzo Collotti ont informé le monde italien de la recherche des progrès accomplis dans ce domaine par l'historiographie allemande. Et s'il doit certainement y avoir d'autres spécialistes qui connaissent bien cette littérature, ils n'ont pas pris le soin d'en diffuser les résultats. Ce sujet ne semble pas non plus avoir suscité beaucoup d'intérêt dans les pages culturelles de l'«Unità» ou du «Manifesto», entravées qu'elles sont par l'idée que le terme de «révisionnistes» doit être réservé seulement aux «négationnistes», à ceux qui nient l'existence du massacre des juifs. C'est ainsi que ce que le grand public sait de l'histoire du nazisme est transmis par les suppléments des grands quotidiens dans lesquels les journalistes de renom déversent des fleuves de banalités et de lieux communs à l'occasion d'anniversaires déterminés, ou bien par des historiens révisionnistes, traduits avec empressement par nos maisons d'édition, et popularisés dans des dizaines de soirées et de débats culturels.

Avec cette initiative, nous avons voulu nous rebeller contre cette mode, en considérant que cette page dramatique d'histoire ne doit pas être réservée aux spécialistes, mais que, du fait de sa très forte charge de significations et d'avertissements, elle doit constituer un axe fondamental de la culture politique-historique de chacun de nous, en l'absence de laquelle il est difficile d'avoir un sens sûr de la démocratie. Et donc une page qui doit être racontée avec un langage clair, simple, accessible, et avec la passion des grandes batailles politiques et civiques.

Note bibliographique

Le travail de dépouillement des revues spécialisées a commencé évidemment avec la revue trimestrielle de la Fondation de Hambourg, «1999. Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. und 21. Jahrhunderts», qui, à part les essais qui sont consacrés en majorité à l'histoire des politiques sociales et industrielles sous le nazisme et à l'histoire de l'expansionnisme nazi, contient un ample répertoire de recensions et de fiches qui informe sur la production historiographique relative à l'histoire du national-socialisme; mais ce n'est pas la seule raison pour faire de la revue un bon outil de travail; elle est utile du fait de ses nombreux essais et interventions sur l'historiographie allemande, sur les différentes écoles historiques, sur les débats en cours, suivis avec œil très critique à l'égard de la corporation des historiens et des baronnies académiques; avec l'année 1990, cette partie de la revue s'est enrichie d'une rubrique qui donne des informations sur les épreuves subies par les instituts d'histoire de l'ex-RDA.

La collection de courts essais de la Fondation («Kleine historische Bibliothek») a publié en outre deux volumes sur les vicissitudes de l'historiographie allemande; le premier concerne l'*Historikerstreit* (Heinrich Senfft, *Kein Abschied von Hitler*, 1989) et le second contient une autobiographie, sous forme d'interview, du grand historien Walter Markov (*Zwiesprache mit dem Jahrhundert*, sous la direction de Thomas Grimm, Volksblatt Verlag, Cologne 1990), auteur d'études importantes sur la Révolution française et fondateur de l'Institut d'histoire universelle de l'Université de Leipzig de l'ex-RDA.

«Archiv für Sozialgeschichte» (AfS) est la revue de la Fondation Friedrich Ebert; elle représente le point de vue de l'historiographie qui s'inspire de la tradition de la social-démocratie allemande (la Fondation Ebert est la plus implorante Fondation culturelle du SPD); l'AfS est aussi le point de référence de l'histoire sociale (Jürgen Kocka), de l'histoire du travail et du mouvement ouvrier (Heinrich A. Winkler).

«Geschichte und Gesellschaft» (GG) est la revue qui jouit du plus grand prestige de l'école allemande d'histoire sociale; elle dépend de l'Université de Bielefeld.

Nous avons passé en revue les articles de «Geschichtswerkstatt», l'organe de l'Association des laboratoires d'histoire, le mouvement des historiens de la base, et de «WerkstattGeschichte», revue née depuis peu et animée par un groupe d'ex-rédacteurs de la revue précédente, en particulier Alf Lüdtke, l'un des principaux représentants allemands de l'histoire orale et de l'histoire de la vie quotidienne.

«Geschichte in Wissenschaft und Unterricht» est l'organe des enseignants d'histoire allemands.

Nous avons consulté la *Bibliographie zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung, 1990 und 1991*, Éd. Friedrich-Ebert Stiftung, Dietz Verlag, Berlin 1992.

L'on a beaucoup parlé dans le texte de la «Hamburger Stiftung zur Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts»; la «Forschungsstelle für die Geschichte des Nationalsozialismus in Hamburg» (Centre d'études sur l'histoire du national-socialisme à Hambourg) est une institution municipale qui existe depuis plusieurs années et qui possède du matériel d'archives intéressant sur l'histoire ouvrière à la suite des versements effectués par les syndicats de la région; parmi ses directeurs, elle a eu des historiens innovateurs comme Detlev Peukert. La «Forschungs- und Bildungsstätte zur Geschichte der Arbeiterbewegung im Land Bremen» (Centre d'études et de formation sur l'histoire du mouvement ouvrier dans la région de Brême) est au contraire une institution soutenue par la municipalité, née très récemment à l'initiative du prof. Hans Josef Steinberg, historien du mouvement ouvrier; le Centre d'études a lancé le recueil de matériel documentaire et l'hébergement du premier noyau de la Bibliothèque.

Le dépouillement de ces revues, la consultation du matériel conservé dans certains de ces centres de recherche, les suggestions et les conseils des spécialistes qui y travaillent, nous ont permis d'avoir une vue d'ensemble suffisamment exhaustive sur la littérature en langue allemande en ce qui concerne le sujet classe ouvrière-national-socialisme.

Nous a été d'une grande utilité le dépouillement aussi bien de «The Journal of Modern Story», la revue de l'Université de Chicago qui s'est affirmée au cours de ces années comme un point de référence international du débat historiographique, que de «History Workshop», la revue anglaise d'histoire sociale, d'histoire orale, d'historiographie de la vie quotidienne, fondé, entre autres, par Tim Mason.

«Social history» est la revue la plus confirmée d'histoire sociale en langue anglaise; «International review of social history» est l'organe de l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam. «German History» est la revue des spécialistes de l'histoire allemande.

En ce qui concerne les revues en langue française, l'on a effectué le dépouillement des «Annales» et de «Le mouvement social» avec des résultats assez décevants qui semblent indiquer un processus de refoulement de l'histoire du nazisme de la part des historiens sociaux français; une reprise d'attention, y compris sur les vicissitudes de l'historiographie de l'ex-RDA, fait toutefois son chemin: voir le numéro spécial de «Vingtième siècle» de 1992 consacré aux problèmes de l'histoire allemande.

Le dépouillement des revues en langue italienne a été lui aussi assez décevant : «Movimento operaio e socialista» (MOS, arrêtée), «Ventesimo secolo» (VS), «Italia contemporanea» (IC), «Quaderni storici» (QS), «Studi storici» (SS), «Storia contemporanea» (SC), «Rivista di storia contemporanea» (RSC), «Quaderni du storia contemporanea» (QSC), «Passato et presente» (PP); en général, c'est à l'histoire allemande de la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale que la plus grande attention est prêtée.

Quoi qu'il en soit, nous avons considéré qu'il pourrait être utile de signaler certains des articles ou des signalements/recensions les plus significatifs qui ont un rapport avec le sujet de notre conférence.

Sur la problématique du révisionnisme et sur le rapport entre historiens et nazisme : A. Roveri, *L'Historikerstreit in un'antologia tedesca*, dans MOS n° 3, 1988, pp. 501-505; B. Mantelli, *Al magazzino della storia. Riflessioni sul'Historikerstreit e i suoi echi italiani*, dans QSC, n° 4, 1988, pp. 11-19; E. Jäckel, *La macchina pratica dell'insinuare. Non è possibile negare l'unicità dei crimini nazisti*, ibidem, pp. 21-27; H. Mommsen, *Alla ricerca della storia perduta. Riflessioni su come la RFT ha coscienza delle propria storia*, ibidem, pp. 29-42; J. Petersen, *I tedeschi dopo Hitler: il difficile rapporto con il proprio passato*, dans SC, n° 5, 1987, pp. 1009-1033; M. L. Salvadori, *Perché un certo passato possa pasare senza che lo si dimentichi*, ibidem, n° 2, 1988, pp. 251-257; G. E. Rusconi, *Di nuovo una questione tedesca alla luce dello Historikerstreit*, ibidem, pp. 259-272; G. L. Sadun Bordoni, *La «storicizzazione» del nazismo*, ibidem, n° 4, 1989, pp. 671-682; E. Traverso, *Auschwitz, la storia e gli storici*, dans VS, n° 1, 1991, pp. 87-126; AA. VV., *Historikerstreit e dintorni. Una questione non solo tedesca*, dans PP, n° 16, 1988, pp. 9-53; E. Collotti, *A cinquant'anni dalla Machtergreifung : il nazionalsocialismo tra storiografia e cultura politica*, dans RSC, n° 1, 1984, pp. 1-41; cf. aussi M. Hinz, *Il dibattito sul nazionalsocialismo in occasione del 50 anniversario della prese del potere di Hitler*, dans «Ricerche di storia politica», n° 2, 1987, p.83-96.

«Movimento operaio e socialista» a consacré un numéro au souvenir de Tim Mason, avec différentes contributions d'historiens italiens, *Tim Mason : l'uomo e lo studioso*, dans MOS, n° 3, 1990, pp. 269-295; voir aussi G. Corni, *Tim Mason : l'impegno e il laboratorio della storia sociale*, dans PP, n° 27, 1991, pp. 107-129.

«Ventesimo secolo» a consacré deux interventions aux problèmes de l'historiographie de l'ex-RDA : D. Eichloltz, *Note sulla condizione degli storici tedesco-orientali*, dans VS, n° 1, 1991, pp. 81-83 et G. Corni, *Il travaglio della storiografia nelle'ex RDT : alcune osservazioni a margine*, dans VS, n° 2/3, 1991, p. 333-338; Enzo Collotti a consacré un essai important sur les problèmes de l'historiographie allemande face à la réunification de l'Allemagne dans «Passato et presente» : *Il peso del passato : gli storici tedeschi e l'unificazione*, dans PP, n° 30, 1993, pp. 79-95.

Sur les problèmes de l'histoire contemporaine allemande, voir G. Cacciatore, «*Neue Sozialgeschichte*» e teoria della storia, dans SS, n° 1, 1984; G. Corni, *La storiografia nella RDT tra dogmatismo e innovazione*, dans SS, n° 2, 1984, pp. 569-591; G. Eley, *Alla ricerca della rivoluzione borghese. Le particolarità della storia tedesca*, dans PP, n° 16, 1988, pp. 55-80; du même auteur : *Politica dei notabili e crisi del liberalismo nella transizione elettorale degli anni 90 in Germania*, dans QS, n° 71, 1989, pp. 463-492.

Concernant l'historiographie de la vie quotidienne et le mouvement des historiens de la base, il faut signaler l'un des articles les plus informés et les plus pénétrants rédigés par des historiens italiens (le titre ne doit pas induire en erreur), celui d'Antonio Missiroli, *Una storiografia verde nella Germania federale ?*, dans PP, n° 9, 1985, pp. 173-186.

Les articles sur les problèmes du mouvement ouvrier allemand entre les deux guerres sont peu nombreux, et nous signalons quand même : E. Collotti, *Politica e cultura nella repubblica di Weimar : la posizione dei partiti*, dans RSC, n° 2, 1981, pp. 169-198; L. Hartmann, *L'organizzazione clandestina del Partito comunista di Germania et la sua evoluzione dall'instaurazione della dittatura nazista alla vigilia della guerra*, dans SC, n° 3, 1983, pp. 423-459; D. Langewiesche, *Nuovi mezzi di comunicazione di massa, film, radio e il movimento operaio tedesco nella repubblica di Weimar*, dans MOS, n° 2, 1986, pp. 283-301; J. Lehmann, *Lavoratori italiani in Germania 1938-39*, dans VS, n° 1, 1991, pp. 151-178; voir aussi Tim Mason, *Storiografia della cultura operaia*, dans IC, n° 167, 1987, pp. 103-109; K. H. Jahnke, *Studi e ricerche sulla Resistenza dal 1933 al 1945 nella ex DDR*, dans «Dimensioni e problemi della ricerca storica», n° 1, 1993, pp. 197-218.

Signalons enfin les recensions de livres qui sont souvent cités dans le texte de notre conférence : P. Nello sur Rosenhaft, *Beating the fascists ?*, dans SC, n° 3, 1985, pp. 624-629; G. Vaccarino sur quelques livres de la Fondation de Hambourg, *Nuove fonti sull'imperialismo economico nazista*, dans IC, n° 169, 1987, pp. 85-102; G. Corni sur Zitelmann, *Autoritratto di Hitler*, dans IC, n° 186, 1992, pp. 172-175.

Nous avons subdivisé la bibliographie par groupes thématiques, en citant seulement les matériels consultés pour la préparation de la conférence; parmi ceux-ci, il y a aussi des publications de date ancienne, mais qui sont suffisamment importants pour constituer un point de référence, à notre avis, permanent; à titre d'exemples, les textes d'Arthur Rosenberg (à ne pas confondre avec Alfred Rosenberg, le théoricien de la race et le hiérarque nazi) sur l'histoire de la République de Weimar (traduits en italien en 1945), le texte de Hans-Gerd Schumann sur le national-socialisme et les syndicats (1958) et le livre d'Enzo Collotti sur l'Allemagne nazie (1962).

La présence ouvrière dans les rangs du Parti national-socialiste et son électorat

Jürgen W. Falter, Dirk Hänisch, *Die Anfälligkeit von Arbeitern gegenüber der NSDAP bei den Reichstagswahlen 1928-1933*, dans «Archiv für Sozialgeschichte», vol. 26, 1986, pp. 179-216; Günther Mai, «Warum steht der deutsche Arbeiter zu Hitler?». *Zur Rolle der Deutschen Arbeitsfront im Herrschaftssystem des Dritten Reiches*, dans «Geschichte und Gesellschaft», n° 12, 1986, pp. 212-234; Jürgen W. Falter, *Warum die deutsche Arbeiter während des «Dritten Reiches» zu Hitzler standen*, dans «Geschichte und Gesellschaft», n° 13, 1987, pp. 217-231; Rudy Koshar, *From «Stammtisch» to Party : Nazi Joiners and the contradictions of grass roots fascism in Weimar Germany*, dans «The Journal of Modern History», mars 1987, pp. 1-24; Friedrich Lenger, *Mittelstand und Nationalsozialismus? Zur politischen Orientierung von Handwerkern und Angestellten in der Endphase der Weimarer Republik*, dans «Archiv für Sozialgeschichte», vol. 29, 1989, pp. 173-198; Jürgen W. Falter, *Anfälligkeit der Angestellten – Immunität der Arbeiter ?* dans *Martin Broszat zum Gedenken, 1926-1989*, Verlag Ullstein, Francfort-sur-le-Main/Berlin 1990, pp. 265-290; Jürgen W. Falter, Michael H. Kater, *Wähler und Mitglieder der NSDAP. Neue Forschungsergebnisse zur Soziographie des Nationalsozialismus 1925 bis 1933*, dans «Geschichte und Gesellschaft», vol. 129, 1993, pp. 155-177; Peter D. Stachura, *National Socialism and the German Proletariat, 1925-1935; old myths and new perspectives*, dans «The Historical Journal», n° 3, 1993, pp. 701-718; *Weimar, the Working Classes, and the Rise of National Socialism. Conference Report*, dans «German History», vol. II, n° 1, 1993, pp. 70-74.

Le débat entre historiens sur les problèmes de méthode et d'interprétation de l'histoire allemande

Sur les fondements méthodologiques de l'histoire sociale : Jürgen Kocka, *Theoretical approaches to social and economic history of modern Germany*, dans «The Journal of Modern History», n° 47, 1975, pp. 101-119; Jürgen Kocka, *The study of social mobility and the formation of the working class in the 19th century*, dans «Le mouvement social», n° 111, 1980, pp. 97-117; Hans-Ulrich Wehler, *What is the «History of Society»?*, dans «Storia della storiografia», n° 18, 1990, pp. 5-20 (numéro consacré à l'histoire sociale allemande avec des écrits de Wehler, Helga Schulz, Torstendahl, Evans, Jarausch, Magnusson; il s'agit d'une partie des actes de la réunion qui s'est tenue à Paris, «Social history at the End of the 80's. A critical international perspective», 26-28 juillet 1988).

Sur le problème de la «différence» de l'histoire allemande par rapport à celle d'autres nations européennes et sur le problème de la «continuité» : Fritz Fischer, *Bündnis der Eliten. Zur Kontinuität der Machtstrukturen in Deutschland 1871-1945*, Droste Verlag, Dusseldorf 1979; Konrad H. Jarausch, *Illiberalism and Beyond : German History in Search of a Paradigm*, dans «The Journal of Modern History», n° 2, 1983, pp. 268-284; Dieter Groh, *Le «Sonderweg» de l'histoire allemande : mythe ou réalité ?*, dans «Annales», n° 5, 1983, pp. 1166-1186; Manfred Asendorf, *Fritz Fischer zum 80. Geburtstag*, dans «1999», n° 2, 1988, pp. 6-7; Frank Trommler, *Germany's Past as an Artifact*, dans «The Journal of Modern History», n° 61, 1989, pp. 726-735; Geoff Eley, *Wilhelminismus, Nationalismus, Faschismus. Zur historischen Kontinuität in Deutschland*, Westfälisches Dampfboot Verlag, Munster, 1991; *Histoires d'Allemagne*, numéro spécial de «Vingtième siècle. Revue d'Histoire», n° 34, avril-juin 1992.

Sur les rapports entre l'histoire sociale et l'histoire du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière : William L. Patch Jr., *German social history and Labor history : a troubled partnership*, dans «The Journal of Modern History», n° 3, 1984, pp. 483-498; Dieter Langewiesche, *The impact of the German Labor movement on Workers' Culture*, dans «The Journal of Modern History», n° 3, 1987, pp. 506-523; Ulrich Herbert, *Arbeiterschaft im «Dritten Reich». Zwischenbilanz und offene Fragen*, dans «Geschichte und Gesellschaft», vol. 15, 1989, pp. 320-360; *Tim Mason : a Memorial*, dans «History Workshop», n° 30, 1990, pp. 129-188; écrits de Raphael Samuel, Anne Summers, Liza Mason, Joaquin R. Maura, Lutz Niethammer, John Corina, Goff Eley, David Eastwood, Richard Bessel, Patricia Hilden, Patrick Fridenson, John Kenyon, Paola Di Cori, Luisa Passerini, Colin Mathew; Thomas Welskopp, *Perspektiven der Arbeitergeschichte*, dans «1999», n° 3, 1993, pp. 34-53.

Sur les courants de recherche des spécialistes de l'histoire sociale contemporaine allemande et sur «l'histoire d'en bas» : Robert M. Berdahl et autres, *Klassen und Kultur. Sozialanthropologische Perspektiven in der Geschichtsschreibung*, Francfort-sur-le-Main, 1982; *Normalität oder Normalisierung ? Geschichtswerkstätten und Faschismusanalyse*, sous la direction de Heide Gestenberger et de Dorothea Schmidt, Verlag Westfälisches Dampfboot, Munster 1987; Roger Fletcher, *History from below comes to Germany : the New History Movement in the Federal Republic of Germany*, dans «The Journal of Modern History», septembre 1988, pp. 557-568; Logie Barrow, *German History Workshop*, dans «History Workshop Journal», n° 25, 1988, pp. 211-213; Thomas Linderberger, Michael Wildt, *Radikale Pluralität. Geschichtswerkstätten als praktische Wissenschaftskritik*, dans «Archiv für Sozialgeschichte», vol. 29, Sonderdruck, Verlag Dietz Nachf., Bonn 1989; Michael Wildt, *The sixth national meeting of the West German history workshop association*, dans «History Workshop», n° 31, 1991, pp. 227-229.

Sur les Fondements méthodologiques de «l'histoire de la vie quotidienne» : Detlev Peukert, *Arbeiteralltag – Mode oder Methode ?*, dans le volume de différents auteurs sous la direction de Heiko Haumann, *Arbeiteralltag in Stadt und*

Land : Neue Wege der Geschichtsschreibung, supplément spécial à «Das argument», Berlin 1982, pp. 8-19; Alf Lüdtkke, *Was ist und wer treibt Alltagsgeschichte ?* dans le volume de différents auteurs *Alltagsgeschichte. Zur Rekonstruktion historischer Erfahrungen*, Campus Verlag, Francfort-sur-le-Main/New-York, 1989, pp. 8-48; Geoff Eley, *Labor History, Social History, Alltagsgeschichte : Experience, Culture and the Politics of the Everyday – A new Direction for German Social History?*, dans «The Journal of Modern History», n° 61, 1989, pp. 297-343; Alf Lüdtkke, *Eigen-Sinn, Fabrikalltag, Arbeitererfahrungen und Politik vom Kaiserreich bis in den Faschismus*, Ergebnisse Verlag, Hambourg 1993.

Sur la controverse entre la «nouvelle histoire sociale» et les historiens de la vie quotidienne : Jürgen Kocka, *Klassen oder Kultur ? Durchbrüche oder Sackgassen in der Arbeitergeschichte ?* dans «Merkur» n° 36, 1982, et, dans le même numéro de la revue, la réponse de Martin Broszat, *Plädoyer für Alltagsgeschichte*; Richard H. Evans, *Social History in the Postmodern Age*, dans «Storia della storiografia», n° 18, 1990, pp. 36-42.

Sur les problèmes de la modernisation dans les années 20 et 30 : David F. Crew, *The pathologies of modernity : Detlev Peukert on Germany's twentieth century*, dans «Social History», vol. 17, n° 2, mai 1992, pp. 319-328; Inge Marßolek, *Der Januskopf der Moderne : z. B. Nationalsozialismus*, manuscrit, 1992, pp. 23; Gine Elsner, *Modernisierungselemente in der nationalsozialistischen Sozialpolitik*, dans «1999», n° 4, 1992, pp. 93-10; Karl Heinz Roth, *Historisierung des Nationalsozialismus?*, dans «Berliner Debatte», n° 5, 1993, pp. 11-22.

Sur ce qui a été appelé le *Historikerstreit*, en plus des articles déjà cités parus dans des revues italiennes : *Ist der Nationalsozialismus Geschichte ?* (avec des écrits de Peukert, Niethammer, Rusconi, Herbert et autres) sous la direction de Dan Diner, Fischer Taschenbuch Verlag, Francfort-sur-le-Main, 1987; *Germania. Un passato che non passa* (avec des écrits de Nolte, Habermas, Hildebrand, Fest, Kocka, Hans Mommsen, Broszat, Augstein, Hillgruber et Wolfgang Mommsen) sous la direction de Gian Enrico Rusconi, Einaudi, Turin 1987; Heinrich Senfft, *Kein Abschied von Hitler*, cit. 1989.

La décomposition de la force de travail, le chômage et le système d'assistance, dans les dernières années de la République de Weimar

Arthur Rosenberg, *Storia della repubblica tedesca*, Edizioni Leonardo, Rome; Erich Eyck, *Storia della Repubblica di Weimar, 1918-1933*, Einaudi, Turin 1966; Claude Klein, *La Repubblica di Weimar*, Mursia, Milan, 1970; Enzo Collotti, *La Germania nazista. Dalla Repubblica di Weimar al crollo del Reich hitleriano*, Einaudi, Turin, 1975; Gian Enrico Rusconi, *La crisi di Weimar. Crisi di sistema e sconfitta operaia*, Einaudi, Turin 1977; *Weimar. Lotte sociali e sistema democratico nella Germania degli Anni Venti*, sous la direction de Lucio Villari, Il Mulino, Bologne 1978; Rudi Schmiede, *Taylorismus, Zeitökonomie und Kapitalverwertung in der Entwicklung des deutschen Kapitalismus*, dans *Invitation au voyage*, écrits en l'honneur d'Alfred Sohn-Rethel, Buchladen Bettina Wassmann, Brême 1979; Rudy Koshar, «Two Nazisms» : *the social context of nazi mobilization in Marburg and Tübingen*, dans «Social History», n° 1, 1982, pp. 27-42; James Wickham, *Working-class movement and working-class life : Frankfurt am Main during the Weimar Republik*, dans «Social History», n° 3, 1983, pp. 315-364; Theodor Eschenburg, *Die Republik von Weimar. Beiträge zur Geschichte einer improvisierten Demokratie*, Piper Verlag, Munich 1984; Manfred Scharrer (ed.), *Kampflose Kapitulation. Arbeiterbewegung 1933*, Rowohlt Verlag, Reinbeck bei Hamburg, 1987; Heidrun Homburg, *Vom Arbeitslosen zum Zwangsarbeiter. Arbeitslosenpolitik und Fraktionierung der Arbeiterschaft in Deutschland 1930-1933 am Beispiel der Wohlfahrtserwerblosen und der kommunalen Wohlfahrtshilfe*, dans «Archiv für Sozialgeschichte», vol. 25, 1985, pp. 251-298; Martin Broszat, *Da Weimar a Hitler*, Laterza, Bari, 1986; Detlev Peukert, *Die Weimarer Republik. Krisenjahre der klassischen Moderne*, Suhrkamp Verlag, Francfort-sur-le-Main, 1987; Jeffrey Herf, *Il modernismo reazionario : tecnologia, cultura e politica nella Germania di Weimar et del Terzo Reich*, Il Mulino, Bologne 1988; Richard J. Evans, Dick Geary (ed), *The German unemployed. Experiences and consequences of Mass Unemployment from the Weimar Republic to the Third Reich*, Barnes & Noble books, Totowa, N.J. 1987; Alf Lüdtkke, *Hunger in der großen Depression. Hungererfahrungen und Hungerpolitik am Ende der Weimarer Republik*, dans «Archiv für Sozialgeschichte», vol.27, 1987, pp. 147-176; Angelika Ebbinghaus (ed.), *Opfer und Täterinnen. Frauenbiographien des National-sozialismus*, Greno Verlag, Nördlingen 1987; Hans Mommsen, *Die verspielte Freiheit*, Propyläen Verlag, Berlin 1989; Heinrich August Winkler, *Der Weg in die Katastrophe. Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik 1930 bis 1933*, Dietz Verlag, Berlin 1990; Wolfgang Zollitsch, *Arbeiter zwischen Weltwirtschaftskrise und National-sozialismus. Ein Beitrag zur Sozialgeschichte der Jahre 1928 bis 1936*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen 1990; Adelheid von Salder, *The workers' movement and cultural patterns on urban housing estates and in rural settlements in Germany and Austria during the 1920s*, dans «Social History», n° 3, 1990, pp. 333-354; Anthony McElligot, *Workers' culture and workers' politics on Weimar's new housing estates : a response to Adelheid von Salder*, dans «Social History», n° 1, 1992, p. 101-113; Eric D. Weitz, *State power, Class fragmentation and the shaping of German Communist policy*, dans «The Journal of Modern History», juin 1990, pp. 253-297; Simone Weil, *Sulla Germania totalitaria*, Adelphi Edizioni, Milan, 1990; David Crew, *Gewalt «auf dem Amt». Beispiele aus der Wohlfahrtsverwaltung der Weimarer Republik*, dans «WerkstattGeschichte», n° 4, mars 1993; Alf Lüdtkke, *Eigen-Sinn, Fabrikalltag, Arbeitererfahrungen und Politik vom Kaiserreich bis in den Faschismus*, Ergebnisse Verlag, Hambourg, 1993.

En particulier sur les affrontements entre les communistes et les nazis à Berlin, Hans-Gerd Schumann, *Nationalsozialismus und Gewerkschaftsbewegung*, Norddeutsche Verlagsanstalt, Hanovre Francfort-sur-le-Main, 1958; Eve Rosenhaft, *Beating the Fascists ? The German Communists and Political Violence 1929-1933*, Cambridge University Press, Londres, 1983; Eve Rosenhaft, *Organizing the «Lumpenproletariat» : cliques and communists in Berlin during the Weimar Republic*, dans *The German working class 1888-1933*, cit., pp. 174-219; Detlev Peukert, *Die Erwerbslosigkeit jünger Arbeiter in der Weltwirtschaftskrise in Deutschland 1929-1933*, dans «Vierteljahresschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte», n° 72, 1985, pp. 305-328; Simone Weil, *Sulla Germania totalitaria*, déjà cité.

La politique du travail et la politique industrielle dans les premières années du régime hitlérien

Alfred Sohn-Rethel, *Ökonomie und Klassenstruktur des deutschen Faschismus*, avec une introduction de Johannes Agnoli, Bernhard Blanke et Niels Kadritzke, Suhrkamp Verlag, Francfort-sur-le-Main, 1973; Timothy Mason, *Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft. Dokumente und Materialien zur deutschen Arbeiterpolitik*, Westdeutscher Verlag, Opladen 1975; Detlev Peukert, *Die Edelweißpiraten, Protestbewegungen jugendlicher Arbeiter im Dritten Reich. Eine Dokumentation*, Bund Verlag, Cologne 1980; Timothy Mason, *The workers' opposition in Nazi Germany*, dans «History Workshop», n° 11, 1981, pp. 120-137; Jürgen Reulecke, *Die Fahne mit dem goldenen Zahnrad : der «Leistungskampf der deutschen Betriebe» 1937-39*, dans *Die Reihen fast geschlossen. Beiträge zur Geschichte des Alltags unterm Nationalsozialismus*, sous la direction de Detlev Peukert et Jürgen Reulecke, Peter Hammer Verlag, Wuppertal 1981, pp. 245-269; Detlev Peukert, *Arbeitslager und Jugend-KZ : die «Behandlung Gemeinschaftsfremder» im Dritten Reich*, ibidem, pp. 413- 435; *Bremer Arbeiterbewegung, 1918-1945*, Elefanten Press, Berlin 1983; «Die Jahre weiß man nicht, wo die man hinsetzen soll» sous la direction de Lutz Niethammer, Bonn-Berlin, 1983; *Soziale Arbeit und Faschismus*, sous la direction de Hans-Uwe Otto et de Heinz Sünker, Suhrkamp Verlag, Francfort-sur-le-Main 1989 (1985); Ulrich Herbert, *Fremd-arbeiter*, Dietz Verlag, Berlin 1985; AA. VV., *Herrenmensch und Arbeitsvölker. Ausländische Arbeiter und Deutsche 1939-1945*, Rotbuch Verlag, Berlin 1985; O.M.G.U.S., *Ermittlungen gegen die Deutsche Bank*, Greno Verlag, Nördlingen 1986; Inge Marßolek, René Ott, *Bremen im Dritten Reich. Anpassung, Widerstand, Verfolgung*, Carl Schünemann Verlag, Brême 1986; Günther Mai, «Warum steht der deutsche Arbeiter zu Hitler ?». *Zu Rolle der Deutschen Arbeitsfront im Herrschaftssystem des Dritten Reiches*, dans «Geschichte und Gesellschaft», n° 12, 1986, pp. 212-234; Detlev Peukert, Frank Bajohr, *Spuren des Widerstands. Die Bergarbeiterbewegung im Dritten Reich und im Exil*, Verlag Beck, Munich 1987; Rüdiger Hartmann, *Arbeitsmarkt und Arbeitszeit in der deutschen Industrie 1929 bis 1939*, dans «Archiv für Sozialgeschichte», vol. 27, 1987, pp. 177-227; Robert Stein, *Von Wehrmachtsstraflager zur Zwangsarbeit bei Daimler-Benz*, dans «1999», n° 4, octobre 1987, pp. 20-21; Alf Lüdtkke, *Wo blieb die «rote Glut» ?* dans *Alltagsgeschichte. Zur Rekonstruktion historischer Erfahrungen und Lebensweisen*, Campus Verlag, Francfort-sur-le-Main, 1987, pp. 224-282; Dieter Pfliegensdörfer, *Bremer Flugzeugbauer im National-sozialismus*, dans «1999», n° 1, 1988, pp. 44-403; Tilla Siegel, *Rationalisierung statt Klassenkampf. Zur Rolle der DAF in der nationalsozialistischen Ordnung der Arbeit*, dans le volume *Herrschaftsalltag im Dritten Reich*, sous la direction de H. Mommsen et de S. Williams, Patmos Verlag, Dusseldorf, pp. 97-143; Rüdiger Hartmann, *Industriearbeit im «Dritten Reich»*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen 1989; Götz Rower, *Lohnentwicklung bei Daimler-Benz, 1925-1940*, dans «1999», n° 1, 1989, pp. 52-79; Wolfgang Zollitsch, *Arbeiter zwischen Weltwirtschaftskrise und Nationalsozialismus. Ein Beitrag zur Sozialgeschichte der Jahre 1928 bis 1936*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen 1990; Karl Heinz Roth, *Nazismus gleich Fordismus? Die deutsche Autoindustrie in den dreissiger Jahren*, dans «1999», n° 4, 1990, pp. 82-91; Wolfgang Ayass, *Wanderer und Nichtsesshafte. «Gemeinschaftsfremde» im Dritten Reich*, ibidem, pp. 361-387; Klaus Scherer, «Asozial im Dritten Reich», Votum Verlag, Munster 1990; Matthias Frese, *Betriebspolitik im Dritten Reich. Deutsche Arbeitsfront, Unternehmer und Staatsbürokratie in der westdeutschen Großindustrie 1933-1939*, Schöningh Verlag, Paderborn 1991; Tim Mason, *Resistenza non organizzata delle masse. Scioperi nell'Italia fascista e nella Germania nazionalsocialista*, dans «Archivio trentino di storia contemporanea», n° 3, 1991, pp. 41-59; Ronald Smelser, *Robert Ley. Hitlers Mann an der «Arbeitsfront». Eine Biographie*, (traduit de l'américain), Schöningh Verlag, Paderborn 1991; Alfred Sohn-Rethel, *Industrie und Nationalsozialismus*, sous la direction de Carl Freytag, Wagenbach, Berlin 1992; George L. Mosse, *Intervista sul nazismo*, sous la direction de M. Ledeen, Mondadori, Milan 1992 (1977); AA. VV., *Faschismus und Rassismus. Kontroversen um Ideologie und Opfer*, Akademie Verlag, Berlin, 1992; Karl Heinz Roth, *Daimler-Benz : Kontroversen und neue Forschungen*, dans «1999», n° 1, 1993, p. 40-64; Karl Heinz Roth, *Intelligenz und Sozialpolitik im «Dritten Reich»*, Saur Verlag, Munich, New Providence, Londres, Paris, 1993; *Bremer Großwerften im Dritten Reich*, sous la direction de Peter Kuckuk, Temmen Edition, Brême 1993; Günther Morsch, *Arbeit und Brot. Studien zur Lage, Stimmung, Einstellung und Verhalten der deutschen Arbeiterschaft 1933-1936/7*, Peter Lang Verlag, Francfort-sur-le-Main/Berlin 1993; Timothy W. Mason, *Social Policy in the Third Reich*, Berg, Providence-Oxford, 1993 (posthume).